



Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 27 septembre 1969

Règlements

1^o Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2^o Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3^o Indiquer le nombre d'insertions.

4^o Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5^o L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6^o Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7^o La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le *mardi*. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8^o Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9^o Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Québec, Saturday, September 27, 1969

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are payable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than *Wednesday*, noon; if *Wednesday* is a holiday, the deadline is *Tuesday* noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 35 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 15 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: \$1 chacun.

Feuilles volantes: \$3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre, \$20; du 1er avril au 31 décembre, \$15 et du 1er juillet au 31 décembre, \$10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 35 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 15 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$4 per 100 words.

Single copies: \$1 each.

Slips: \$3 per dozen.

Subscription periods: From January 1st to December 31st, \$20; April 1st to December 31st, \$15 and July 1st to December 31st, \$10.

N.B.— Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

27440 — 1-52-0

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis No 107)
Postage paid-in-cash — Third class matter (permit No. 107).

Lettres patentes**Agence Immobilière du Lac Connelly inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1969, constituant en corporation: André Beausoleil, journalier, route rurale numéro 1, Lac Connelly nord, Saint-Hippolyte, Joseph Falcone, électricien, 3980, Arthur Champoux, Montréal-Nord, et Jacques De L'Étoile, commerçant, 1635, Lacroix, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Agence Immobilière du Lac Connelly inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$50 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie est 260, boulevard Connelly, Saint-Hippolyte, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30943-0

2710-69

Anjou Storage Systems Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Pierre Hamel, administrateur, 8497, D'Artagnan, Saint-Léonard, Sydney Phillips, avocat et conseil en Loi de la reine, 5616, Palmer, Côte Saint-Luc, et Gladys Natham, secrétaire, épouse de Peter Kobalenko, 315, Rielle, Verdun, pour les objets suivants:

Letters Patent**Agence Immobilière du Lac Connelly inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Beausoleil, labourer, Rural Route Number 1, Lac Connelly North, Saint-Hippolyte, Joseph Falcone, electrician, 3980 Arthur Champoux, Montreal North, and Jacques De L'Étoile, trader 1635 Lacroix, Laval, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Agence Immobilière du Lac Connelly inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$50 each and 1,000 preferred shares of \$20 each.

The head office of the company is at 260 Connelly Boulevard, Saint-Hippolyte, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30943

2710-69

Anjou Storage Systems Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Hamel, executive, 8497 D'Artagnan, Saint-Léonard, Sydney Phillips, advocate and Queen's Counsel, 5616 Palmer, Côte Saint-Luc, and Gladys Natham, secretary, wife of Peter Kobalenko, 315 Rielle, Verdun, for the following purposes:

Exploiter un commerce d'entrepasage public et emmagasinage de marchandises et matériaux, de toutes sortes, sous le nom de « Anjou Storage Systems Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8370, 4e avenue, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,

compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30943

3620-69

L'Association des Fanfares Amateurs de la province de Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a été accordé par le lieutenant-Gouverneur de la province des lettres patentes, en date du 4 août 1969, constituant en corporation sans capital-actions, sous le nom de « L'Association des Fanfares Amateurs de la province de Québec », les membres actuels de ladite association, déjà constituée en corporation le ou vers le 31 décembre 1928, en vertu des articles 257 et suivants des Statuts refondus de la province de Québec (1925), et ce, pour les objets suivants:

Promouvoir l'avancement de l'art musical et encourager l'étude de la bonne musique.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le sous-ministre des institutions financières,

compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30943-o

761-69 — 1501/77

**L'Association des Producteurs d'arbres de Noël du Québec inc.
Québec Christmas Tree Growers' Association Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Montarville Cotnoir, cultivateur, route rurale numéro 6, Jean-Louis Loubier, biologiste, route rurale numéro 5, tous deux de Coaticook, et Maurice Downey, garagiste, route rurale numéro 3, Lennoxville, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts économiques, sociaux et professionnels des membres, sous le nom de « L'Association des Producteurs d'arbres de Noël du Québec inc.— Québec Christmas Tree Growers' Association Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$40,000.

Le siège social de la corporation est à Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières,

compagnies et coopératives,

LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30943-o

2315-69

Au Bar du Music Hall inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1969,

To carry on the business of public warehousing and storage of all manner of goods and materials, under the name of "Anjou Storage Systems Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares having a par value of \$10 each and 200 preferred shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company is at 8370, 4th Avenue, Anjou, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

30943-o

3620-69

L'Association des Fanfares Amateurs de la province de Québec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital, under the name of "L'Association des Fanfares Amateurs de la province de Québec", the present members of the said association, which had been incorporated on or about December 31, 1928, under section 257 and the following sections, Revised Statutes of the Province of Québec (1925), and such, for the following purposes:

To promote the advancement of music as an art and to encourage people to study good music.

The amount to which are limited the immovables which may be acquired and owned by the corporation is \$100,000.

The head office of the corporation is at Shawinigan, judicial district of Saint-Maurice.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

30943

761-69 — 1501/77

**L'Association des Producteurs d'arbres de Noël du Québec inc.
Québec Christmas Tree Growers' Association Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Montarville Cotnoir, farmer, Rural Route Number 6, Jean-Louis Loubier, biologist, Rural Route Number 5, both of Coaticook, and Maurice Downey, garage-keeper, Rural Route Number 3, Lennoxville, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in every way the economic, social and professional interests of its members, under the name of "L'Association des Producteurs d'arbres de Noël du Québec inc.— Québec Christmas Tree Growers' Association Inc.".

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is \$40,000.

The head office of the corporation is at Coaticook, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,

Deputy Minister of Financial Institutions,

Companies and Cooperatives.

30943

2315-69

Au Bar du Music Hall inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorpo-

constituant en corporation: William Hainaut, administrateur, Françoise Gélinas, ménagère, épouse dudit William Hainaut, tous deux de 8265, Aimé-Renaud, Saint-Léonard, et Fernande Meulembeck, ménagère, veuve de André Hainaut, Sutton, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, bars, auberges, restaurants, cafés et autres établissements semblables, sous le nom de « Au Bar du Music Hall inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 10,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 10,000 actions privilégiées classe « B » de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6965, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943-o 3358-69

Au Bistro des Amis du Sport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1969, constituant en corporation: Jean-Paul Girard, commis, 384, Évangéline, Charles Girard, camionneur, 125, Ste-Marguerite, et Alfred Soucy, monteur de lignes, 102, St-Jean, tous trois de Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Au Bistro des Amis du Sport inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943-o 3165-69

Au Bois Brûlé inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Marthe Lessard, réceptionniste, 354, Laviguer, Liliane Marcoux, commis de bureau, 17, Ste-Ursule, toutes deux de Québec, et Patricia Parent, chef comptable, 8, Duchesnay, Beauport, toutes trois célibataires, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Au Bois Brûlé inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943 3594-69

Les Auvents St-Laurent inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour d'août 1969, constituant en corporation: Gaston Langlois, industriel, Lucille Dussault, ménagère, épouse dudit Gaston Langlois, tous deux de 608, Ste-

rating: William Hainaut, administrateur, Françoise Gélinas, housewife, wife of the said William Hainaut, both of 8265 Aimé-Renaud, Saint-Léonard, and Fernande Meulembeck, housewife, widow of André Hainaut, Sutton, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, bars, inns, restaurants, cafés and other similar establishments, under the name of "Au Bar du Music Hall inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each, 10,000 class "A" preferred shares of \$1 each and 10,000 class "B" preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 6965 Saint-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943 3358-69

Au Bistro des Amis du Sport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Girard, clerk, 384 Évangéline, Charles Girard, trucker, 125 Ste-Marguerite, and Alfred Soucy, line erector, 102 St-Jean, all three of Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Au Bistro des Amis du Sport inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943 3165-69

Au Bois Brûlé inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marthe Lessard, receptionist, 354 Laviguer, Liliane Marcoux, office clerk, 17 Ste-Ursule, both of Québec, and Patricia Parent, chief accountant, 8 Duchesnay, Beauport, all three spinsters, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Au Bois Brûlé inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of the par value of \$10 each and 3,900 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Sainte-Foy, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943-o 3594-69

Les Auvents St-Laurent inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Langlois, industrialist, Lucille Dussault, housewife, wife of the said Gaston Langlois, both of 608 Sainte-Thérèse,

Thérèse, et Jean-Marie Lafond, industriel, 284, Lafayette, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme manufacturier d'auvents de toutes sortes, sous le nom de « Les Auvents St-Laurent inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-0 3889-69

Armand Beaulieu inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1969, constituant en corporation: André Valiquette, 3340, Beauséjour, Saint-Laurent, Michel Blouin, 3328, Troie, Montréal, Guy-F. Gervais, 223, Lazard, et Daniel Kochenburger, 1545, Graham, ces deux derniers de Mont-Royal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Armand Beaulieu inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 12049, Sherbrooke est, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-0 3727-69

Jean-Jacques Beaulieu inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Jean-Jacques Beaulieu, inspecteur, Denise Lemieux, ménagère, épouse dudit Jean-Jacques Beaulieu, tous deux de 435, Bostonais, La Tuque, et Paul Mercure, avocat, 308, Route Nationale, Saint-Augustin-de-Desmaures, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tapis, tuiles, céramique, rideaux, tentures et autres produits semblables, sous le nom de « Jean-Jacques Beaulieu inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à La Tuque, district judiciaire de Saint-Maurice.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-0 3501-69

Charles Bégin Plastique inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1969, constituant en corporation: Charles Bégin, industriel, Gaëtane Métivier, ménagère, épouse dudit Charles Bégin, tous deux de 240, St-Georges, et Raymond Bégin, orfèvre, 27, Christ-Roy, tous trois de Lévis, pour les objets suivants:

and Jean-Marie Lafond, industrialist, 284 Lafayette, all three of Québec, for the following purposes:

To carry on business as manufacturer of all kinds of awnings, under the name of "Les Auvents St-Laurent inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3889-69

Armand Beaulieu inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Valiquette, 3340 Beauséjour, Saint-Laurent, Michel Blouin, 3328 Troie, Montreal, Guy-F. Gervais, 223 Lazard, and Daniel Kochenburger, 1545 Graham, the latter two of Mount Royal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Armand Beaulieu inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 12049 Sherbrooke East, Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3727-69

Jean-Jacques Beaulieu inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Jacques Beaulieu, inspector, Denise Lemieux, housewife, wife of said Jean-Jacques Beaulieu, both of 435 Bostonais, La Tuque, and Paul Mercure, advocate, 308 Nationale Route, Saint-Augustin-de-Desmaures, for the following purposes:

To manufacture and deal in carpets, tiles, ceramics, curtains, draperies and other similar products, under the name of "Jean-Jacques Beaulieu inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at La Tuque, judicial district of Saint-Maurice.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3501-69

Charles Bégin Plastique inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Bégin, industrialist, Gaëtane Métivier, housewife, wife of the said Charles Bégin, both of 240 Saint-Georges, and Raymond Bégin, goldsmith, 27 Christ-Roy, all three of Lévis, for the following purposes:

Manufacturer et faire le commerce des substances plastiques de toutes sortes, sous le nom de « Charles Bégin Plastique inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lévis, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30943-o

3830-69

Bek Interiors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Julius Briskin, avocat et conseil en Loi de la reine, 134, chemin Finchley, Hampstead, Irving Narvey, avocat, 770, Drummond, Laval, et June Finn, secrétaire, célibataire, 4382, Château, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de constructeurs et entrepreneurs, sous le nom de « Bek Interiors Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30943

3302-69

P. E. Bougie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Leah Lefcovitch, secrétaire, épouse de Louis Lefcovitch, 1476, Montcalm, Laval, Felicity Martin, 1225, St-Marc, app. 105, et Sonya Béliveau, 1280, St-Marc, app. 909, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « P. E. Bougie inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 500, rue St-Jacques ouest, suite 800, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30943-o

3353-69

La Boulangerie régionale des Iles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour d'août 1969, constituant en corporation: Alphonse Forest, boulanger, Jacqueline Arseneau, ménagère, épouse dudit Alphonse Forest, et Fernand Cyr, courtier d'assurance, tous trois de La Verrière, Iles-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, confiseurs et fabricants de biscuits, sous le nom de « La Bou-

To manufacture and deal in plastics of all kinds, under the name of "Charles Bégin Plastique inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Lévis, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943

3830-69

Bek Interiors Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, 134 Finchley Road, Hampstead, Irving Narvey, advocate, 770 Drummond, Laval, and June Finn, secretary, spinster, 4382 Château, Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Bek Interiors Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943-o

3302-69

P. E. Bougie inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Leah Lefcovitch, secretary, wife of Louis Lefcovitch, 1476 Montcalm, Laval, Felicity Martin, 1225 St-Marc, Apt. 105, and Sonya Béliveau, 1280 St-Marc, Apt. 909, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "P. E. Bougie inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 500 St-Jacques Street West, Suite 800, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943

3353-69

La Boulangerie régionale des Iles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alphonse Forest, baker, Jacqueline Arseneau, housewife, wife of said Alphonse Forest, and Fernand Cyr, insurance broker, all three of La Verrière, Iles-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as bakers, pastry makers and biscuit manufacturers, under the name of

langerie régionale des Iles inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à L'Étang-du-Nord, Iles-de-la-Madeleine, district judiciaire de Gaspé.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.
 30943-o 3329-69

P. Brunette (1969) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Guy Bélisle, 124, Grande-Côte, Gaston Binette, 102, De Bellefeuille, tous deux notaires, et Françoise Théorêt, secrétaire, épouse de Guy Jérôme, 91, De Bellefeuille, tous trois de Saint-Eustache, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise de transport, sous le nom de « P. Brunette (1969) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.
 30943-o 1729-69

Café Roma (Noranda) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Jean-Paul Dupuy, notaire, 130, Murdoch, Colette Marcoux, 156, Frédéric Hébert, tous deux de Noranda, et Denyse Lavigne, 475, Perreault, Rouyn, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Café Roma (Noranda) inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 167, avenue Murdoch, Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
Ls-PHILIPPE BOUCHARD.
 30943 3071-69

Cardinal Construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1969, constituant en corporation: Normand Duval, 50, Place Crémazie, suite 606, Guy Saint-Aubin, 2185, Nicolas-Perrôt, tous deux avocats, et Bernard Caron, avocat stagiaire, 6180, De Repentigny, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Cardinal Construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

« La Boulangerie régionale des Iles inc. », with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at L'Étang-du-Nord, Iles-de-la-Madeleine, judicial district of Gaspé.

Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
 30943 3329-69

P. Brunette (1969) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Bélisle, 124 Grande-Côte, Gaston Binette, 102 De Bellefeuille, both notaries, and Françoise Théorêt, secretary, wife of Guy Jérôme, 91 De Bellefeuille, all three of Saint-Eustache, for the following purposes:

To operate a transport business, under the name of "P. Brunette (1969) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Eustache, judicial district of Terrebonne.

Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
 30943 1729-69

Café Roma (Noranda) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Dupuy, notary, 130 Murdoch, Colette Marcoux, 156 Frédéric Hébert, both of Noranda, and Denyse Lavigne, 475 Perreault, Rouyn, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Café Roma (Noranda) inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company is at 167 Murdoch Avenue, Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

Ls-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.
 30943-o 3071-69

Cardinal Construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Normand Duval, 50 Place Crémazie, suite 606, Guy Saint-Aubin, 2185 Nicolas-Perrôt, both advocates, and Bernard Caron, articled student, 6180 De Repentigny, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and constructors, under the name of "Cardinal Construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943-o 3732-69

R. Casini inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Romano Casini, garagiste, Lorraine Poirier, ménagère, épouse dudit Romano Casini, tous deux de 12075, James Morrice, et Guido Casini, rentier, 11930, Poincaré, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « R. Casini inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1011, rue de Salaberry, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943-o 3084-69

Cennat Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour d'août 1969, constituant en corporation: Claude Nadeau, 1615, Jules Poitras, Guy Marcotte, 1337, Brochu, tous deux de Saint-Laurent, Gilles Trudel, 2541, Édouard Montpetit, app. 7, Montréal, tous trois avocats, et Odette Lemoyne, secrétaire, célibataire, 76, Principale, Saint-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Faire le commerce du papier et ses produits de toutes sortes, sous le nom de « Cennat Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1405, Peel, bureau 300, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943 3537-69

Centre du Pneu L'Assomption inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Michel Prenevost, gérant, Madeleine Gervais, ménagère, épouse dudit Michel Prenevost, tous deux de 106, St-Étienne, et André Venne, comptable, 131, Gazeneuve, tous trois de L'Assomption, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Centre du Pneu L'Assomption inc. », avec un

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943 3732-69

R. Casini inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Romano Casini, garage-keeper, Lorraine Poirier, housewife, wife of said Romano Casini, both of 12075 James Morrice, and Guido Casini, annuitant, 11930 Poincaré, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "R. Casini inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1011 de Salaberry Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943 3084-69

Cennat Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Nadeau, 1615 Jules Poitras, Guy Marcotte, 1337 Brochu, both of Saint-Laurent, Gilles Trudel, 2541 Édouard Montpetit, Apt. 7, Montreal, all three advocates, and Odette Lemoyne, secretary, spinster, 76 Principale, Saint-Basile-le-Grand, for the following purposes:

To deal in paper and paper products of all kinds, under the name of "Cennat Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and 35,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1405 Peel, Room 300, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943-o 3537-69

Centre du Pneu L'Assomption inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Prenevost, manager, Madeleine Gervais, housewife, wife of the said Michel Prenevost, both of 106 Saint-Étienne, and André Venne, accountant, 131 Gazeneuve, all three of L'Assomption, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in automobiles, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Centre du Pneu L'Assomption inc.", with a

capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 215, rue St-Joseph, L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943-o 3509-69

Cesec limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Fernand-Charles Bertrand, industriel, Thérèse Kirouac, ménagère, épouse dudit Fernand-Charles Bertrand, tous deux de 532, Neuve France, William Rutka, maître-fondeur, 351, St-Germain, tous trois de Saint-Jean, et Edgar-Georges Kirouac, rentier, 6485, Rodolphe Mathieu, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises et articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou bois, sous le nom de « Cesec limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 532, Neuve France, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943-o 3606-69

Chez Varese inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1969, constituant en corporation: Santo Calderone, tailleur, Gracia Brigandi, ménagère, épouse dudit Santo Calderone, tous deux de 9059, Godbout, LaSalle, et Jacques Lamoureux, avocat, 343, 41e avenue, Lachine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme tailleurs, sous le nom de « Chez Varese inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 696, Notre-Dame, Lachine, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943-o 2726-69

**Club de Golf Charny (1969) inc.
Charny Golf Club (1969) Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de juillet 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Armand Roberge, paysagiste, Rose Sévigny, ménagère, épouse dudit Armand Roberge, tous deux de 1623, 7e avenue, et Pierre Gendron, gérant, 670, 19e rue, tous trois de Charny, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport du golf, sous le nom de « Club de Golf Charny (1969) inc. — Charny Golf Club (1969) Inc. ».

total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 215 Saint-Joseph Street, L'Assomption, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943 3509-69

Cesec limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand-Charles Bertrand, industrialist, Thérèse Kirouac, housewife, wife of said Fernand-Charles Bertrand, both of 532 Neuve France, William Rutka, master-smelter, 351 St-Germain, all three of Saint-Jean, and Edgar-Georges Kirouac, annuitant, 6485 Rodolphe Mathieu, Montreal, for the following purposes:

To deal in merchandise and articles manufactured wholly or partially in wood or metal, under the name of "Cesec limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 532 Neuve France, Saint-Jean, judicial district of Iberville.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943 3606-69

Chez Varese inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Santo Calderone, tailor, Gracia Brigandi, housewife, wife of the said Santo Calderone, both of 9059 Godbout, LaSalle, and Jacques Lamoureux, advocate, 343, 41st Avenue, Lachine, for the following purposes:

To carry on business as tailors, under the name of "Chez Varese inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 696 Notre-Dame, Lachine, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943 2726-69

**Club de Golf Charny (1969) inc.
Charny Golf Club (1969) Inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Armand Roberge, landscape gardener, Rose Sévigny, housewife, wife of the said Armand Roberge, both of 1623, 7th Avenue, and Pierre Gendron, manager, 670, 19th Street, all three of Charny, for the following purposes:

To organize and operate a sports club and to promote golf more particularly, under the name of "Club de Golf Charny (1969) inc. — Charny Golf Club (1969) Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$200,000.

Le siège social de la corporation est à Charny, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3735-69

**Club de golf Du Moulin inc.
Du Moulin Golf & Country Club Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Clément Morin, homme d'affaires, 406, Montplaisir, Jean-Paul Trahan, 124, Mère-Gamelin, Jacques Daveluy, 252, Massicotte, tous deux gérants, tous trois de Cap-de-la-Madeleine, et Pierre Fortier, comptable, 11, Terrasse St-Maurice, Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif, sous le nom de « Club de golf Du Moulin inc. — Du Moulin Golf & Country Club Inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3542-69

Club des raquetteurs Le Caribou inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de juillet 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Rolland Larocque, peintre décorateur, Aurèle Major, et Roméo Filion, ces deux derniers commis, tous trois de Senneterre, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social, sous le nom de « Club des raquetteurs Le Caribou inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Senneterre, district judiciaire d'Abitibi.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3616-69

Le Club Optimiste Chicoutimi inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de juillet 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Eudes Lajoie, commerçant, 718, chemin Sydenham, Michel Roy, agent d'assurances, 805, chemin Sydenham, et Marc-Aurèle Gauthier, représentant, 1416, Bégin, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Promouvoir l'optimisme comme philosophie de la vie, sous le nom de « Le Club Optimiste Chicoutimi inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

The amount to which are limited the immovables which may be owned or acquired by the corporation is \$200,000.

The head office of the corporation is at Charny, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3735-69

**Club de golf Du Moulin inc.
Du Moulin Golf & Country Club Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clément Morin, businessman, 406 Montplaisir, Jean-Paul Trahan, 124 Mère-Gamelin, Jacques Daveluy, 252 Massicotte, both managers, all three of Cap-de-la-Madeleine, and Pierre Fortier, accountant, 11 St-Maurice Terrace, Sainte-Marthe-du-Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To form and operate a sports club, under the name of "Club de golf Du Moulin inc. — Du Moulin Golf & Country Club Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 2,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3542-69

Club des raquetteurs Le Caribou inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Rolland Larocque, house-painter, Aurèle Major, and Roméo Filion, the latter two clerks, all three of Senneterre, for the following purposes:

To establish and operate a social club, under the name of "Club des raquetteurs Le Caribou inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Senneterre, judicial district of Abitibi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3616-69

Le Club Optimiste Chicoutimi inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Eudes Lajoie, trader, 718 Sydenham Road, Michel Roy, insurance agent, 805 Sydenham Road, and Marc-Aurèle Gauthier, representative, 1416 Bégin, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To promote optimism as a philosophy of life, under the name of "Le Club Optimiste Chicoutimi inc."

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may own and possess is \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 1638-69

Comité des loisirs de St-Malo

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Denis Fauteux, Roland Fauteux et Roger Pelletier, tous trois cultivateurs, de Saint-Malo, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Comité des loisirs de St-Malo ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Malo, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3730-69

**Le Comité provincial
du Festival de la Pomme inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour d'août 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Charles-Émile Benoit, technologiste, Guy Fréreau, secrétaire-trésorier, tous deux de Rougemont, et Denis Côté, gérant, Saint-Césaire, pour les objets suivants:

Faire la promotion et la publicité de la pomme, sous le nom de « Le Comité provincial du Festival de la Pomme inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Rougemont, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3561-69

Conciergerie du Saguenay ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Gilles Tremblay, syndic, 727, Salazar, Huguette Gaudreault, 51, St-Dominique est, et Johanne Gagnon, 703, Salazar, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Effectuer l'entretien ménager des édifices commerciaux et résidentiels, sous le nom de « Conciergerie du Saguenay ltée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3479-69

The head office of the corporation is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 1638-69

Comité des loisirs de St-Malo

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Denis Fauteux, Roland Fauteux and Roger Pelletier, all three farmers of Saint-Malo, for the following purposes:

The organization of recreational activities, under the name of "Comité des loisirs de St-Malo".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Saint-Malo, judicial district of Saint-François.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3730-69

**Le Comité provincial
du Festival de la Pomme inc.**

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Charles-Émile Benoit, technologist, Guy Fréreau, secretary-treasurer, both of Rougemont, and Denis Côté, manager, Saint-Césaire, for the following purposes:

To promote the sale of apples and to advertize them, under the name of "Le Comité provincial du Festival de la Pomme inc."

The amount to which are limited the immovables which may be acquired and owned by the corporation is \$50,000.

The head office of the corporation is at Rougemont, judicial district of Saint-Hyacinthe.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3561-69

Conciergerie du Saguenay ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Tremblay, trustee, 727 Salazar, Huguette Gaudreault, 51 St-Dominique East, and Johanne Gagnon, 703, Salazar, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Chicoutimi, for the following purposes:

To effect the maintenance of commercial and residential buildings, under the name of "Conciergerie du Saguenay ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 500 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3479-69

Conseil Économique Rural de la Région 3

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de juillet 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Jules Clément, courtier d'assurances, Pointe-au-Pic, André Sauvageau, inspecteur forestier, Saint-Raymond, et Jean-Paul Biron, stagiaire en droit, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Promouvoir et orienter le développement social et économique des sections de Charlevoix et de Portneuf, sous le nom de « Conseil Économique Rural de la Région 3 ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3631-69

Construction Alvi inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Guy Bélisle, notaire, 124, Grande-Côte, Françoise Théorêt, secrétaire, épouse de Guy Jérôme, 91, De Bellefeuille, tous deux de Saint-Eustache, et Christiane Forget, secrétaire, fille majeure, 206, 17^e avenue, Deux-Montagnes, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Construction Alvi inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Janvier, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 2235-69

**Construction Carmine Itée
Carmine Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province, a accordé des lettres patentes, en date du 6^e jour d'août 1969, constituant en corporation: Carmine Iavasile, constructeur Nicolina Del Grosso, ménagère, épouse dudit Carmine Iavasile, tous deux de 7986, Marquette, et Nicola Lucia, livreur, 8244, Fabre, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Construction Carmine Itée — Carmine Construction Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3743-69

Conseil Économique Rural de la Région 3

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Jules Clément, insurance broker, Pointe-au-Pic, André Sauvageau, forest-inspector, Saint-Raymond, and Jean-Paul Biron, articled student, St. Foy, for the following purposes:

To promote and direct the social and economic development of the sections of Charlevoix and Portneuf, under the name of "Conseil Économique Rural de la Région 3".

The amount to which is limited the value of the immovable property which the corporation may acquire and possess, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3631-69

Construction Alvi inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Guy Bélisle, notary, 124 Grande-Côte, Françoise Théorêt, secretary, wife of Guy Jérôme, 91 De Bellefeuille, both of Saint-Eustache, and Christiane Forget, secretary, spinster of the full age of majority, 206, 17th Avenue, Two Mountains, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and constructors, under the name of "Construction Alvi inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Janvier, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 2235-69

**Construction Carmine Itée
Carmine Construction Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Carmine Iavasile, constructor, Nicolina Del Grosso, housewife, wife of the said Carmine Iavasile, both of 7986 Marquette, and Nicola Lucia, delivery-man, 8244 Fabre, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as constructors and general building contractors, under the name of "Construction Carmine Itée — Carmine Construction Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3743-69

Jacques Daigle Construction Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Jacques Daigle, entrepreneur, Carmen Daigle, ménagère, épouse dudit Jacques Daigle, tous deux de 141, Hillcrest, Cowansville, et Yves Alexandre, professeur, 111, Carignan, Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Jacques Daigle Construction Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 141, Hillcrest, Cowansville, district judiciaire de Bedford.
Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30943-o 3424-69

Paul Daigneault Construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Paul Daigneault, entrepreneur, 155, St-Joseph, Sainte-Martine, Léopold Landry, administrateur, et Jean-Pierre Landry, comptable agréé, ces deux derniers de 128, Ellice, Beauharnois, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Paul Daigneault Construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Martine, district judiciaire de Beauharnois.
Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30943-o 3609-69

Dak Air Charter Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Arthur Abie Garvis, 3250, Forest Hill, app. 410A, Montréal, Chaim Joshua Borenstein, 454, Ellerton, Mont-Royal, et Menashe Broder, 5715, Léger, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter une agence générale de billets et un bureau de voyages dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Dak Air Charter Services Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.
Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30943 3687-69

D.C. Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Jacques Daigle Construction Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Daigle, contractor, Carmen Daigle, housewife, wife of said Jacques Daigle, both of 141 Hillcrest, Cowansville, and Yves Alexandre professor, 111 Carignan, Saint-Jean, for the following purposes:

To carry on business as builders and to deal in all kinds of building materials, under the name of "Jacques Daigle Construction Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 141 Hillcrest, Cowansville, judicial district of Bedford.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30943 3424-69

Paul Daigneault Construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Daigneault, contractor, 155 St-Joseph, Sainte-Martine, Léopold Landry, administrator, and Jean-Pierre Landry, chartered accountant, the latter two of 128 Ellice, Beauharnois, for the following purposes:

To carry on business as general building constructors and contractors, under the name of "Paul Daigneault Construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and into 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sainte-Martine, judicial district of Beauharnois.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30943 3609-69

Dak Air Charter Services Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Abie Garvis, 3250 Forest Hill, Apt. 410A, Montreal, Chaim Joshua Borenstein, 454 Ellerton, Mount Royal, and Menashe Broder, 5715 Léger, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a general ticket agency and travel bureau in all its branches, under the name of "Dak Air Charter Services Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each and 35,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Saint-Lambert, judicial district of Montreal.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

30943-o 3687-69

D.C. Electric Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1969, have been issued by

patentes, en date du 14^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: D'Arcy Carrière, entrepreneur, 295, Charles, Lénora Carrière, commis, épouse de Douglas Dunning, 378, Principale, et Hélène Thom, secrétaire, épouse de J.-Marc Chicoine, 162, Church, tous trois de Buckingham, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « D.C. Electric Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 295, rue Charles, Buckingham, district judiciaire de Hull.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o

1992-69

Dee Gee inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Gérard De Gagné, commerçant, 4870, Jarry est, Guy Marin, conseiller industriel, 10059, Waverley, tous deux de Montréal, et Luc Parent, avocat, 560, Carlyle, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de parties et d'accessoires de véhicules, automobiles ou autres, sous le nom de « Dee Gee inc. », avec un capital divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 30,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o

3407-69

R. Desrochers Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Mary Liliande Anderson, ménagère, épouse de Thomas Solarik, 5890, Thierry, Montréal-Nord, René Desrochers, entrepreneur, 3510, Jeanne-Mance, et Jules Swerdlove, retraité, 3555, Côte des Neiges, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bateaux et de tous genres d'embarcations sous le nom de « R. Desrochers Industries Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, district judiciaire d'Iberville.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943

3625-69

D. A. Désilets inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Claude Désilets, marchand, Jacqueline Couture, ménagère, épouse

le Lieutenant-Gouverneur de la Province, incorporating: D'Arcy Carrière, contractor, 295 Charles, Lénora Carrière, clerk, wife of Douglas Dunning, 378 Principale, and Hélène Thom, secretary, wife of J.-Marc Chicoine, 162 Church, all three of Buckingham, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "D.C. Electric Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 295 Charles Street, Buckingham, judicial district of Hull.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943

1992-69

Dee Gee inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard De Gagné, trader, 4870 Jarry East, Guy Marin, industrial counsellor, 10059 Waverley, both of Montreal, and Luc Parent, advocate, 560 Carlyle, Mount Royal, for the following purposes:

To manufacture and deal in motor vehicle, automobile or other parts and accessories, under the name of "Dee Gee inc.", with a capital stock divided into 2,000 common shares without nominal value and into 30,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943

3407-69

R. Desrochers Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mary Liliande Anderson, housewife, wife of Thomas Solarik, 5890 Thierry, Montreal North, René Desrochers, contractor, 3510 Jeanne Mance, and Jules Swerdlove, retired, 3555 Côte des Neiges, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in boats and all types of watercraft, under the name of "R. Desrochers Industries Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix, judicial district of Iberville.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943-o

3625-69

D. A. Désilets inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Désilets, merchant, Jacqueline Couture, housewife, wife of the said Claude

dudit Claude Désilets, tous deux de 1974, Laurier est, Montréal, et Maurice Martel, avocat et conseil en Loi de la reine, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de chaussures, articles en cuir et leurs accessoires, sous le nom de « D. A. Désilets inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,600 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7074, rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943-o 3226-69

Distributeurs Duvernay inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Michel Gauthier, 1770, Boisvert, Laval, Denis David, 2625, Fleury, Montréal, et Jean-Guy Langlois, 1570, St-Georges, app. 1, Jacques-Cartier, tous trois comptables, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Distributeurs Duvernay inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943-o 3720-69

**Distribution Acme limitée
Acme Distributors Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Robert J. Stocks, Peter E. Graham et Roger S. Ackman, tous trois avocats, de 600 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de distributeurs généraux de magazines, périodiques, pamphlets, catalogues et de tous autres documents similaires, sous le nom de « Distribution Acme limitée — Acme Distributors Limited », avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943 3233-69

Dux Machinery Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de juin 1969, constituant en corporation: Hermann Karl Bumüller, ingénieur, 95, Deguire, Gary Moscovitz, 260, St-Aubin, tous deux de Saint-Laurent, et

Désilets, both of 1974 Laurier East, Montreal, and Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel learned in the Law 1301 Saint-Viateur West, Outremont, for the following purposes:

To manufacture all kinds of shoes, leather goods and their accessories, and to deal in same, under the name of "D. A. Désilets inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and 3,600 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 7074 Saint-Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943 3226-69

Distributeurs Duvernay inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Gauthier, 1770 Boisvert, Laval, Denis David, 2625 Fleury, Montreal, and Jean-Guy Langlois, 1570 Saint-Georges, Apt. 1, Jacques-Cartier, all three accountants, for the following purposes:

To deal in all products, goods and merchandise, under the name of "Distributeurs Duvernay inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943 3720-69

**Distribution Acme limitée
Acme Distributors Limited**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert J. Stocks, Peter E. Graham and Roger S. Ackman, all three advocates, of 600 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade or business of general distributors of magazines, periodicals, pamphlets, catalogues and all other similar documents, under the name of "Distribution Acme limitée — Acme Distributors Limited", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,500 common shares of a par value of \$10 each and 2,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943-o 3233-69

Dux Machinery Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of June, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hermann Karl Bumüller, engineer, 95 Deguire, Gary Moscovitz, 260 St. Aubin, both of Saint-Laurent, and David Goldenblatt, 3500

David Goldenblatt, 3500, Mountain, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce de machinerie et outillage mécanique et structural dans toutes leurs spécialités respectives, sous le nom de « Dux Machinery Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8673, 8e avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943

3115-69

E.R.G. Import - Export Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Ella Majersfeld, importateur-exportateur, épouse de Marcel Rozenblum, 1740, Hartenstein, Gary Moscowitz, 260, St-Aubin, tous deux de Saint-Laurent, et Philip Shaposnick, 6870, Chester, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer, exporter des bijoux et pierreries, en faire le commerce, sous le nom de « E.R.G. Import — Export Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1801, rue O'Brien, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943

3365-69

Les Éditions Gito inc. Gito Publishing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Gilles Brown, 5960, Rosemont, Lizette Lortie, 1652, D'Orléans, tous deux auteurs-compositeurs, et Dominique Lacaille, auteur, 4416, Brébeuf, app. 1, ces deux dernières filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, sous le nom de « Les Éditions Gito inc. — Gito Publishing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o

3093-69

Les Entreprises Belatson inc. Belatson Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Pierre Leblanc, 745, Notre-Dame, Champlain, Gilles Perreault, 2968,

Mountain, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on the business of machinery and equipment, mechanical and structural in all or any of their respective branches, under the name of "Dux Machinery Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 8673, 8th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943-o

3115-69

E.R.G. Import - Export Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ella Majersfeld, importer-exporter, wife of Marcel Rozenblum, 1740 Hartenstein, Gary Moscowitz, 260 St. Aubin, both of Saint-Laurent, and Philip Shaposnick, 6870 Chester, Montreal, the latter two attorneys, for the following purposes:

To manufacture, import, export and deal in jewels and stones, under the name of "E.R.G. Import — Export Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1801 O'Brien Street, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943-o

3365-69

Les Éditions Gito inc. Gito Publishing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Brown, 5960 Rosemont, Lizette Lortie, 1652 D'Orléans, both writers and composers, and Dominique Lacaille, writer, 4416 Brébeuf, Apt. 1, the latter two spinsters of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as publishers, under the name of "Les Éditions Gito inc. — Gito Publishing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 3,900 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943

3093-69

Les Entreprises Belatson inc. Belatson Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Leblanc, 745 Notre-Dame-Champlain, Gilles Perreault, 2968 de Franche,

rue de Francheville, Trois-Rivières, et Guy St-Onge, 521, Lacerte, Trois-Rivières-Ouest, tous trois comptables, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de bois, sous le nom de « Les Entreprises Belatson inc. — Belatson Enterprises Inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 154, rue Radisson, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3455-69

Entreprises Polyser inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, avocat et conseil en Loi de la reine, 426, Champaign, Outremont, Michel Gilbert, 200, Elgar, Verdun, et Mario-R. Girard, 4858, Côte des Neiges, Montréal, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Entreprises Polyser inc. », avec un capital total de \$600,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 5,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3562-69

Les Entreprises Rosaco Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1969, constituant en corporation Irving L. Adessky, 56, place Heath, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985, Iona, Montréal, et Peter Virag, 75, Village Drive, Dollard-des-Ormeaux, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Les Entreprises Rosaco Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943 3436-69

Équipements Laurin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Charlemagne Laurin, industriel, Juliette Dumoulin, ménagère, épouse dudit Charlemagne Laurin, et Claude Laurin, commis, tous trois de Saint-Joseph-du-Lac, pour les objets suivants:

ville Street, Trois-Rivières, and Guy St-Onge, 521 Lacerte, Trois-Rivières West, all three accountants, for the following purposes:

The lumber trade and industry, under the name of "Les Entreprises Belatson inc. — Belatson Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and into 400 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 154 Radisson Street, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3455-69

Entreprises Polyser inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri-Paul Lemay, advocate and Queen's Counsel learned in the law, 426 Champaign, Outremont, Michel Gilbert, 200 Elgar, Verdun, and Mario-R. Girard, 4858 Côte des Neiges, Montreal, the latter two advocates, for the following purposes:

To carry on business as a transport, construction, investment and holding company, under the name of "Entreprises Polyser inc.", with a total capital stock of \$600,000, divided into 10,000 common shares of a nominal value of \$1 each and into 5,900 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3562-69

Les Entreprises Rosaco Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, Daniel Kingstone, 4985 Iona, Montreal, and Peter Virag, 75 Village Drive, Dollard-des-Ormeaux, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Les Entreprises Rosaco Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943-o 3436-69

Équipements Laurin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charlemagne Laurin, industrialist, Juliette Dumoulin, housewife, wife of the said Charlemagne Laurin, and Claude Laurin, clerk, all three of Saint-Joseph-du-Lac, for the following purposes:

Faire le commerce d'instruments aratoires, machinerie de ferme, véhicules automobiles et autres, sous le nom de « Équipements Laurin inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Joseph-du-Lac, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3409-69

Fairview Gourmet Shoppe Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: George Bey, avocat, 746, Upper Belmont, Nancy Michell, 5577, Hutchison, tous deux de Montréal, et Michèle Seigneur, 115, Thompson, Saint-Laurent, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter un commerce d'épicerie, sous le nom de « Fairview Gourmet Shoppe Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943 3676-69

Fondation Carol Brillant inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de juillet 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Louis Yves Fortier, 40, Arlington, Westmount, Jean Savard, 218, Parc Berlioz, Verdun, tous deux avocats, et Jean-Claude Couture, avocat et conseil en Loi de la reine, 27, Laurier Court, Beaconsfield, pour les objets suivants:

Maintenir un fonds exclusivement pour des fins charitables, sous le nom de « Fondation Carol Brillant inc. ».

Le montant de la valeur des biens immobiliers que la corporation pourra détenir sera limité à \$2,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3648-69

Gastinon Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Gaston Duchesne, optométriste, Dolorès Dulude, ménagère, épouse dudit Gaston Duchesne, tous deux de 458, St-Dominique, et Stella Duchesne, secrétaire, fille majeure, 303, St-François, tous trois de Jonquière, pour les objets suivants:

To deal in agricultural implements, farm machinery, automobiles and other vehicles, under the name of "Équipements Laurin inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Saint-Joseph-du-Lac, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3409-69

Fairview Gourmet Shoppe Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: George Bey, advocate, 746 Upper Belmont, Nancy Michell, 5577 Hutchison, both of Montreal, and Michèle Seigneur, 115 Thompson, Saint-Laurent, the latter two secretaries, filles majeures, for the following purposes:

To carry on the business of grocers, under the name of "Fairview Gourmet Shoppe Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of \$10 each and 2,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943-o 3676-69

Fondation Carol Brillant inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Louis Yves Fortier, 40 Arlington, Westmount, Jean Savard, 218 Parc Berlioz, Verdun, both advocates, and Jean-Claude Couture, advocate and Queen's Council learned in the law, 27 Laurier Court, Beaconsfield, for the following purposes:

To maintain a fund exclusively for charitable purposes, under the name of "Fondation Carol Brillant inc."

The amount of the value of the immovable property which the corporation may detain will be limited at \$2,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3648-69

Gastinon Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Duchesne, optometrist, Dolorès Dulude, housewife, wife of said Gaston Duchesne, both of 458 St-Dominique, and Stella Duchesne, secretary, spinster of the full age of majority, 303 St-François, all three of Jonquière, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de prêts hypothécaires, sous le nom de « Gastinon ltée », avec un capital total de \$1,000,000, divisé en 75,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 25,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 458, rue St-Dominique, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3613-69

Garage Robert Mercier ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Robert Mercier, 857, Trans-Canada, Maurice Mercier, 817, Trans-Canada, et René Mercier, 835, Commerciale, tous trois garagistes, de Saint-David-de-l'Auberivière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Garage Robert Mercier ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-David-de-l'Auberivière, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3721-69

G.B. Vacuum Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Georgette Lévesque, ménagère, épouse de Germain Bureau, 1775, Carré Ader, Les Saules, Maxime Langlois, avocat, et Gilles Gaul, étudiant, ces deux derniers de 1100, St-Jean, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « G.B. Vacuum Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3633-69

Gobeil Transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Roger Guimont, secrétaire, 87, 20e rue, Noranda, Paul Denoncourt, secrétaire, 336, Ménard, et Gilles Lépine, commis, 167b, Gamble ouest, ces deux derniers de Rouyn, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Gobeil Transport inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

To carry on the business of a mortgage loan company, under the name of "Gastinon ltée", with a total capital stock of \$1,000,000, divided into 75,000 common shares of \$10 each and into 25,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 458 St-Dominique Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3613-69

Garage Robert Mercier ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, Governor of the Province, incorporating: Robert Mercier, 857 Trans-Canada, Maurice Mercier, 817 Trans-Canada, and René Mercier, 835 Commerciale, all three garage-keepers, of Saint-David-de-l'Auberivière, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers, under the name of "Garage Robert Mercier ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-David-de-l'Auberivière, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3721-69

G.B. Vacuum Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georgette Lévesque, housewife, wife of Germain Bureau, 1775 Ader Square, Les Saules, Maxime Langlois, advocate, and Gilles Gaul, student, the latter two of 1100 St. Johns', Québec, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "G.B. Vacuum Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3633-69

Gobeil Transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Guimont, secretary, 87, 20th Street, Noranda, Paul Denoncourt, secretary, 336 Ménard, and Gilles Lépine, clerk, 167b Gamble West, the latter two of Rouyn, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Gobeil Transport inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30943-o 3500-69

**Les Habitations Vimont inc.
Vimont Housing Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: J.-René Paiement, avocat, 116, 9^e rue, Roxboro, Cécile Contant, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, 5060, Pic IX, Fernande Paquin, secrétaire, épouse de Paul Paquin, 10770, Augeuil, toutes deux de Montréal, et Lucille Blais, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, Gilles, Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Habitations Vimont inc. — Vimont Housing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 1,500 actions privilégiées classe « A » de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2817, Rang Haut St-François, Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30943-o 3391-69

Ronaldo Houle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Ronaldo Houle, plombier, Denyse Aubry, ménagère, épouse dudit Ronaldo Houle, tous deux de 570, Du Moulin, et René Lasance, plombier, 565, Du Moulin, tous trois de Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en ferblanterie, ventilation, climatisation de l'air, réfrigération, chauffage et plomberie, sous le nom de « Ronaldo Houle inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 380 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30943-o 3065-69

Les Immeubles Lachance inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Delphis Lachance, homme d'affaires, Gilles Lachance, professeur et Claude Lachance, avocat, tous trois de 2325, de Gannes, Trois-Rivières, pour les objets suivants:

The head office of the company is at La Sarre, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3500-69

**Les Habitations Vimont inc.
Vimont Housing Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-René Paiement, advocate, 116, 9th Street, Roxboro, Cécile Contant, secretary, spinster of the full age of majority acting in her own right, 5060 Pic IX, Fernande Paquin, secretary, wife of Paul Paquin, 10770 Augeuil, both of Montreal, and Lucille Blais, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles, Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Les Habitations Vimont inc. — Vimont Housing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each, 1,500 class "A" preferred shares of \$10 each and 2,000 class "B" preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2817 Rang Haut Saint-François, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3391-69

Ronaldo Houle inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ronaldo Houle, plumber, Denyse Aubry, housewife, wife of said Ronaldo Houle, both of 570 Du Moulin, and René Lasance, plumber, 565 Du Moulin, all three of Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as tin-plating, ventilating, air-conditioning, refrigerating, heating and plumbing contractors, under the name of "Ronaldo Houle inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each, 380 preferred class "A" shares of a nominal value of \$100 each and into 100 preferred class "B" shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3065-69

Les Immeubles Lachance inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Delphis Lachance, businessman, Gilles Lachance, professor, and Claude Lachance, advocate, all three of 2325 de Gannes, Trois-Rivières, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Lachance inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 250 actions ordinaires de \$10 chacune et en 750 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3523-69

Imprimerie Berthier limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Charles Grégoire, 264, Lafayette, Étienne Daigle, 580, rang du Nord, et Jacques Doucet, 971, Montcalm, tous trois imprimeurs, de Berthierville, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matières imprimées, sous le nom de « Imprimerie Berthier limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 184, rue Champlain, Berthierville, district judiciaire de Joliette.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3408-69

L'Institut de Gestion Scientifique de Sherbrooke inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1969, constituant en corporation sans capital-actions: Normand Roy, professeur, 180, Ontario, app. 5, Hector Simoneau, 460, Boischatel, André Charpentier, 781, Armitage Crescent, tous deux comptables agréés, et Michel Cloutier, administrateur, 2751, Vaudreuil, tous quatre de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Créer, posséder et exploiter des écoles pour le développement intellectuel des personnes désireuses de le faire où seront donnés des cours et leçons dans tous les domaines nécessités par la modernisation ou développement technologique, sous le nom de « L'Institut de Gestion Scientifique de Sherbrooke inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3642-69

Intercan Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1969, constituant en corporation: George J. Wesley, agent d'immeubles, 4874, Côte des Neiges, Montréal, Joseph M. Vesely, administrateur,

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles Lachance inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 250 common shares of \$10 each and into 750 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3523-69

Imprimerie Berthier limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Grégoire, 264 Lafayette, Étienne Daigle, 580 North Range, and Jacques Doucet, 971 Montcalm, all three printers, of Berthierville, for the following purposes:

To deal in printed matter, under the name of "Imprimerie Berthier limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 184 Champlain Street, Berthierville, judicial district of Joliette.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3408-69

L'Institut de Gestion Scientifique de Sherbrooke inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Normand Roy, teacher, 180 Ontario, Apt. 5, Hector Simoneau, 460 Boischatel, André Charpentier, 781 Armitage Crescent, both chartered accountants, and Michel Cloutier, administrator, 2751 Vaudreuil, all four of Sherbrooke, for the following purposes:

To organize, own and operate schools for the intellectual improvement of people who wish to do so, schools where lectures and lessons will be dispensed in all fields necessitated by the modernizing of technological development, under the name of "L'Institut de Gestion Scientifique de Sherbrooke inc."

The amount to which is limited the value of the immovables which may be acquired and owned by the corporation is \$50,000.

The head office of the corporation is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.]

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3642-69

Intercan Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: George J. Wesley, realtor, 4874 Côte des Neiges, Montreal, Joseph M. Vesely, executive, 351 Morrison, Mount Royal, and Joel A.

351, Morrison, Mont-Royal, et Joel A. Pinsky, avocat, 69, Downshire, Hampstead, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Intercan Holdings Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943

3351-69

Kamilukuak Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Peter MacFarlane Blaikie, avocat, Westmount, Jean Glushik, et Céline Trudeau, ces deux dernières secrétaires, célibataires, 4, place Ville Marie, bureau 514, Montréal, pour les objets suivants.

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Kamilukuak Holdings Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 39,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4, place Ville Marie, bureau 514, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943

3091-69

Laval Fence (1969) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: John Cerini, 4628, Kensington, Montréal, Norman Souaid, 511, Le Royer, Saint-Lambert, tous deux avocats, et Sandra Rice, secrétaire, épouse de Brent Broaderip, 85, Brittany, app. 507, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, articles et produits de toutes sortes, sous le nom de « Laval Fence (1969) Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 336, rue St-Patrick, LaSalle, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943

3568-69

Mackay Morin Maynard Factum Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Jean Mackay, 11818, De Meulles, Montréal, Marcel Morin, 3540, Limoges, et Marcel Maynard, 630, Tait, ces deux derniers de Saint-Laurent, tous trois sténographes officiels, pour les objets suivants:

Pinsky, advocate, 69 Downshire, Hampstead, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Intercan Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943-o

3351-69

Kamilukuak Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Peter MacFarlane Blaikie, advocate, Westmount, Jean Glushik, and Céline Trudeau, the latter two secretaries, spinsters, of 4 Place Ville Marie, Suite 514, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Kamilukuak Holdings Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of the par value of \$1 each and 39,500 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 4 Place Ville Marie, Suite 514, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943-o

3091-69

Laval Fence (1969) Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Cerini, 4628 Kensington, Montreal, Norman Souaid, 511 Le Royer, Saint-Lambert, both advocates, and Sandra Rice, secretary, wife of Brent Broaderip, 85 Brittany, Apt. 507, Mount Royal, for the following purposes:

To deal in goods, wares and merchandise of all kinds, under the name of "Laval Fence (1969) Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 336 St-Patrick Street, LaSalle, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943-o

3568-69

Mackay Morin Maynard Factum Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Mackay, 11818 De Meulles, Montreal, Marcel Morin, 3540 Limoges, and Marcel Maynard, 630 Tait, the latter two of Saint-Laurent, all three official stenographers, for the following purposes:

Agir comme imprimeurs, éditeurs et relieurs, sous le nom de « Mackay Morin Maynard Factum Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943-o 3367-69

Manny's Delicatessen Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Henri Steinberg, avocat, 360, rue St-Jacques, Deborah Blackler, 11776, Ranger, tous deux de Montréal, et Laura Jones, 480 Galland, Dorval, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits « delicatessen », produits alimentaires et préparations de toutes sortes, sous le nom de « Manny's Delicatessen Ltd. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 7,500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943 3575-69

Manufacture d'Habits Lachine inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour d'août 1969, constituant en corporation: Robert Cloutier, marchand, Yvon Cloutier, industriel, tous deux de 10, Jovel, Saint-Joseph-du-Lac, et Charles Morin, administrateur, 4074, Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de vêtements, sous le nom de « Manufacture d'Habits Lachine inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2939, rue Notre-Dame, Lachine, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943-o 3802-69

Marché Mini-Prix inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de mai 1969, constituant en corporation: Marcel Demers, homme d'affaires, Claire Lacoste, ménagère, épouse dudit Marcel Demers, Denis Demers, étudiant, tous trois de 7312, Roi René, Anjou, et Marcel Robitaille, administrateur, 6217, des Portes, Saint-Léonard, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce de courtiers en alimentation, sous le nom de « Marché Mini-Prix inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires

To carry on business as printers, publishers and book-binders, under the name of "Mackay Morin Maynard Factum Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943 3367-69

Manny's Delicatessen Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henry Steinberg, advocate, 360 St. James Street, Deborah Blackler, 11776 Ranger, both of Montreal, and Laura Jones, 480 Galland, Dorval, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To deal in delicatessen products, food products and preparations of all kinds, under the name of "Manny's Delicatessen Ltd.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 7,500 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943-o 3575-69

Manufacture d'Habits Lachine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Cloutier, merchant, Yvon Cloutier, industrialist, both of 10 Jovel, Saint-Joseph-du-Lac, and Charles Morin, administrator, 4074 Sainte-Catherine, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and to deal in all kinds of clothing, under the name of "Manufacture d'Habits Lachine inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 2939 Notre-Dame Street, Lachine, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943 3802-69

Marché Mini-Prix inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Demers, businessman, Claire Lacoste, housewife, wife of said Marcel Demers, Denis Demers, student, all three of 7312 Roi René, Anjou, and Marcel Robitaille, administrator, 6127 des Portes, Saint-Léonard, for the following purposes:

To carry on business as food products brokers in all its specialties, under the name of "Marché Mini-Prix inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of

d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5568, rue Jean-Talon est, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30943-o 2290-69

Marina Myles Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Gordon Echenberg, 1545, McGregor, Ralph Lipper, 1550, McGregor, tous deux de Montréal, et David Katznelson, 5526, Ashdale, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fournir des services de toutes sortes aux personnes qui sont dans les affaires, sous le nom de « Marina Myles Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3470, rue Stanley, bureau 1005, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30943 3480-69

Mibelle Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de juin 1969, constituant en corporation Joel A. Pinsky, 69, Downshire, Hampstead, Gordon Zelman, 447, Wolsley, Montréal-Ouest, tous deux avocats, et Anne Bonnell, secrétaire, épouse de Brian Peter Bonnell, 4937a, Lacombe, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Mibelle Investments Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30943 3172-69

The Montreal Free School Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1^{er} jour d'août 1969, constituant en corporation sans capital-actions: William Heald, professeur, 22055 Gouin, Pierrefonds, Barbara Fraser, professeur, fille majeure, 1832 ouest, rue Sherbrooke, app. 1, et Jo Ann Barlow, ménagère, épouse de William Hanigsberg, 2135, St-Mark, app. 9, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

a nominal value of \$10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at 5568 Jean-Talon Street East, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 2290-69

Marina Myles Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gordon Echenberg, 1545 McGregor, Ralph Lipper, 1550 McGregor, both of Montreal, and David Katznelson, 5526 Ashdale, Côte Saint-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To supply services of any and all kinds to persons engaged in business, under the name of "Marina Myles Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 3470 Stanley Street, Suite 1005, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943-o 3480-69

Mibelle Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of June, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joel A. Pinsky, 69 Downshire, Hampstead, Gordon Zelman, 447 Wolsley, Montreal West, both advocates, and Anna Bonnell, secretary, wife of Brian Peter Bonnell, 4937a Lacombe, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Mibelle Investments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 3,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943-o 3172-69

The Montreal Free School Incorporated

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: William Heald, teacher, 22055 Gouin, Pierrefonds, Barbara Fraser, teacher, spinster, 1832 Sherbrooke West, Apt. 1, and Jo Ann Barlow, housewife, wife of William Hanigsberg, 2135 St. Mark, Apt. 9, the latter two of Montreal, for the following purposes:

Établir et entretenir une école aux fins de former et éduquer des étudiants dans toutes les spécialités, sous le nom de « The Montreal Free School Incorporated ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut détenir ou posséder est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943 3136-69

Optique Hani Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1969, constituant en corporation: Jean Dalati, 880, Bertrand, Saint-Laurent, Mounir Hani, 6870, 27e avenue, et Serko Kaisserlian, 10982, Drouart, ces deux derniers de Montréal, tous trois commerçants, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises concernant la fabrication de lunettes, verres et tous les produits dérivatifs, sous le nom de « Optique Hani Itée », avec un capital total de \$50,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 170, boulevard Dorchester est, app. 401, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943-o 3231-69

Ormstown Transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, avocat, 212, Bloomfield, Outremont, Benoit Rivet, stagiaire, 4370, Brébeuf, et Gisèle Tourville, secrétaire, fille majeure, 3261, Forest Hill, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Ormstown Transport inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ormstown, district judiciaire de Beauharnois.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943-o 3618-69

P.N.L. Construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Ginette Murray, 2351, Bellechasse, Hélène Michaud, 3685, Berri, et Nicole Viau, 6834, Des Écores, toutes trois secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

To establish and maintain a school for the training and education of students, in all branches, under the name of "The Montreal Free School Incorporated".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold or own, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943-o 3136-69

Optique Hani Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Dalati, 880 Bertrand, Saint-Laurent, Mounir Hani, 6870, 27th Avenue, and Serko Kaisserlian, 10982 Drouart, the latter two of Montreal, all three traders, for the following purposes:

To deal in all products, goods and merchandise relative to the manufacturing of spectacles, glasses and any by-product thereof, under the name of "Optique Hani Itée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 170 Dorchester Boulevard East, Apt. 401, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943 3231-69

Ormstown Transport inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Adrien-R. Paquette, advocate, 212 Bloomfield, Outremont, Benoit Rivet, articled student, 4370 Brébeuf, and Gisèle Tourville, secretary, spinster of the full age of majority, 3261 Forest Hill, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Ormstown Transport inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Ormstown, judicial district of Beauharnois.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943 3618-69

P.N.L. Construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ginette Murray, 2351 Bellechasse, Hélène Michaud, 3685 Berri, and Nicole Viau, 6834 Des Écores, all three secretaries, spinsters of the full age of majority of Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de construction, sous le nom de « P.N.L. Construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3896, rue Mance, Laffèche, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943-o 3458-69

Paragig-Air inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Gilles Turcotte, optométriste, 402, Trépanier, Raymond Blais, industriel, 805, Caouette, Paul-Émile Roy, industriel, 733, 8^e avenue, et Gaétan Métivier, comptable, 763, Maisonneuve, tous quatre de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vaisseaux aériens de toutes sortes, moteurs, bateaux, instruments de navigation aérienne, appareils et accessoires, sous le nom de « Paragig-Air inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$50 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943-o 3635-69

Parkway Security Systems Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31^e jour de décembre 1968, constituant en corporation: Ezra Leithman, avocat et conseil en Loi de la reine, Victor Glazer, avocat, et Dorothy Herman, secrétaire, veuve de Nathan Herman, tous trois de 1255, carré Phillips, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Parkway Security Systems Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune et 380 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943 157-69

Place de Tonnancourt inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Fernand Légaré, Sainte-Anne-de-la-Pérade, J.-Jacques Légaré, et Paul Légaré, ces deux derniers de Pointe-du-Lac, tous trois épiciers, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « Place de Tonnancourt inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

To carry on business as a construction company, under the name of "P.N.L. Construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 3896 Mance Street, Laffèche, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943 3458-69

Paragig-Air inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Turcotte, optometrist, 402 Trépanier, Raymond Blais, industrialist, 805 Caouette, Paul-Émile Roy, industrialist, 733, 8th Avenue, and Gaétan Métivier, accountant, 763 Maisonneuve, all four of Thetford Mines, for the following purposes:

To deal in aircraft of all kinds, motors, boats, aerial navigation instruments, appliances and accessories, under the name of "Paragig-Air inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 500 common shares of \$50 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943 3635-69

Parkway Security Systems Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of December, 1968, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ezra Leithman, advocate and Queen's Counsel, Victor Glazer, advocate, and Dorothy Herman, secretary, widow of Nathan Herman, all three of 1255 Phillips Square, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding company, under the name of "Parkway Security Systems Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$10 each and 380 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943-o 157-69

Place de Tonnancourt inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Légaré, Sainte-Anne-de-la-Pérade, J.-Jacques Légaré, and Paul Légaré, the latter two of Pointe-du-Lac, all three grocers, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "Place de Tonnancourt inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Pointe-du-Lac, district judiciaire de Trois-Rivières.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943-0 2829-69

**Placements D.R.F. Itée
D.R.F. Holdings Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Jacques Mochon, 9129, Louisiane, Saint-Léonard, Claude Lefebvre, 1535, Auteuil, Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, et Claude Ouellette, 956, Fréchette, ces trois derniers de Laval, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Placements D.R.F. Itée — D.R.F. Holdings Ltd. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées classe « A » de \$1 chacune et en 580 actions privilégiées classe « B » de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943-0 3190-69

**Les Placements Hermes inc.
Hermes Investments Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de juillet 1969, constituant en corporation: François Boisclair, 702, Hartland, Outremont, Jean-Louis Lamoureux, 10581, Grande-Allée, et Yvon Brizard, 1100, McGregor, app. 710, ces deux derniers de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements Hermes inc. — Hermes Investments Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943-0 2327-69

Pontiac Auto Parts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Ray Walter Young, vendeur, Beverley Ann Workman, teneuse de livres, épouse dudit Ray Walter Young, tous deux de Shawville, et Lawrence J. Smith, monteurs-régulateurs, Bristol, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires et pièces, sous le nom de « Pontiac Auto Parts Inc. », avec un capital total de \$40,000 divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

The head office of the company is at Pointe-du-Lac, judicial district of Trois-Rivières.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943 2829-69

**Placements D.R.F. Itée
D.R.F. Holdings Ltd.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Mochon, 9129 Louisiane, Saint-Léonard, Claude Lefebvre, 1535 Auteuil, Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, and Claude Ouellette, 956 Fréchette, the latter three of Laval, all four advocates, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Placements D.R.F. Itée — D.R.F. Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 100 common shares of \$10 each, 1,000 preferred class "A" shares of \$1 each and into 580 preferred class "B" shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943 3190-69

**Les Placements Hermes inc.
Hermes Investments Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Boisclair, 702 Hartland, Outremont, Jean-Louis Lamoureux, 10581 Grande-Allée, and Yvon Brizard, 1100 McGregor, Apt. 710, the latter two of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Hermes inc. — Hermes Investments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Sainte-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943 2327-69

Pontiac Auto Parts Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ray Walter Young, salesman, Beverley Ann Workman, bookkeeper, wife of the said Ray Walter Young, both of Shawville, and Lawrence J. Smith, high rigger, Bristol, for the following purposes:

To deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburetors, accessories and parts, under the name of "Pontiac Auto Parts Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Shawville, district judiciaire de Pontiac.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943 3531-69

Les Pourvoyeurs Natashquan inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: J.-Claude Thivierge, 105, Thackeray, Beaconsfield, John Alfred Penhale, 2030, Melba, Saint-Bruno-de-Montarville, Paul-Émile Bisailon, 5898, Clanranald, Charles William Colby, 3686, Ontario, tous quatre avocats, et Huguette Thibodeau, secrétaire, fille majeure, 9167, Esplanade, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme approvisionneurs, sous le nom de « Les Pourvoyeurs Natashquan inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-0 3578-69

Prebel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Thérèse Dupré, épouse de Gilles Carrière, 530, des Chênes, Claire Dupré, fille majeure, 1200, Richelieu, Adrienne Dupré, épouse de Frank Austin, 336, des Chênes, Pierrette Dupré, épouse de Jacques Berger, 150, de Montenach, Monique Dupré, épouse de Jean-Luc Beaulé, 820, Dupré, toutes cinq de Beloeil, et Lise Dupré, épouse d'André Caillé, 98, Clifton, Saint-Bruno-de-Montarville, toutes six ménagères, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Prebel inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 39,400 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1200, rue Richelieu, Beloeil, district judiciaire de Richelieu.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-0 3553-69

Québec Starcraft Distributors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Albert Bissonnette, 2, Brynmor, Montréal-Ouest, Gerald John Ryan, 4835, Jean Brillant, Montréal, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, Jean-Louis Tétrault, 1985, Arvida, Saint-Bruno-de-Montarville, Jean Infante, 261, Dresden, Montréal, tous deux avocats, Monique Robert, 16, Guillermin, Longueuil, Françoise Bourbeau, 3, place Belle-

The head office of the company is at Shawville, judicial district of Pontiac.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943-0 3531-69

Les Pourvoyeurs Natashquan inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J.-Claude Thivierge, 105 Thackeray, Beaconsfield, John Alfred Penhale, 2030 Melba, Saint-Bruno-de-Montarville, Paul-Émile Bisailon, 5898 Clanranald, Charles William Colby, 3686 Ontario, all four advocates, and Huguette Thibodeau, secretary, spinster of the full age of majority, 9167 Esplanade, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as suppliers, under the name of "Les Pourvoyeurs Natashquan inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3578-69

Prebel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Thérèse Dupré, wife of Gilles Carrière, 530 des Chênes, Claire Dupré, spinster of the full age of majority, 1200 Richelieu, Adrienne Dupré, wife of Frank Austin, 336 des Chênes, Pierrette Dupré, wife of Jacques Berger, 150 de Montenach, Monique Dupré, wife of Jean-Luc Beaulé, 820 Dupré, all five of Beloeil, and Lise Dupré, wife of André Caillé, 98 Clifton, Saint-Bruno-de-Montarville, all six housewives, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Prebel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 600 common shares of a nominal value of \$1 each and 39,400 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 1200 Richelieu Street, Beloeil, judicial district of Richelieu.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3553-69

Québec Starcraft Distributors Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Albert Bissonnette, 2 Brynmor, Montreal West, Gerald John Ryan, 4835 Jean Brillant, Montreal, both advocates and Queen's Counsels, Jean-Louis Tétrault, 1985 Arvida, Saint-Bruno-de-Montarville, Jean Infante, 261 Dresden, Montreal, both advocates, Monique Robert, 16 Guillermin, Longueuil, Françoise Bourbeau, 3 Place Bellerive, Laval, and Kath-

rive, Laval, et Kathleen Higgins, 439, Grosvenor, Westmount, ces trois dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire le commerce de machines, moteurs, voitures, bateaux ou autres produits mus par la vapeur, la propulsion diesel, l'essence, le pétrole et l'électricité, sous le nom de « Québec Starcraft Distributors Inc. », avec un capital total de \$100,050, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$0.10 chacune, 500 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$100 chacune et 5,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4897, rue Fisher, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943 3491-69

Ravenway Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Montréal, Sydney B. Sederoff, 80, Crestwood, Montréal-Ouest, et Philip Shugar, 6267, MacDonald, Hampstead, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Ravenway Investments Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943 3571-69

Replicart inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Gilles Bertrand, 147, Dunrae, Mont-Royal, Jean Guy, 5400, de Louisbourg, tous deux avocats, et Gisèle Royer, secrétaire, épouse de Gilles Doyon, 10620, Bois de Boulogne, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tableaux, peintures, gravures, toiles, images, poteries, émaux, meubles d'art et autres objets semblables, sous le nom de « Replicart inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9825, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943-o 2633-69

S.O. Riverin (1969) Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1969,

leen Higgins, 439 Grosvenor, Westmount, the latter three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To deal in steam, diesel, gas, petrol, electric or any other kind of powered engines, vehicles, boats or products, under the name of "Québec Starcraft Distributors Inc.", with a total capital stock of \$100,050, divided into 500 common shares of the par value of \$0.10 each, 500 class "A" preferred shares of the par value of \$100 each and 5,000 class "B" preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 4897 Fisher Street, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943-o 3491-69

Ravenway Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Montreal, Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood, Montreal West, and Philip Shugar, 6267 MacDonald, Hampstead, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Ravenway Investments Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943-o 3571-69

Replicart inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Bertrand, 147 Dunrae, Mount Royal, Jean Guy, 5400 de Louisbourg, both advocates, and Gisèle Royer, secretary, wife of Gilles Doyon, 10620 Bois de Boulogne, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in paintings, pictures, engravings, canvasses, pottery, enamels, furniture of art and other similar objects, under the name of "Replicart inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 9825 St-Laurent Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943 2633-69

S.O. Riverin (1969) Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incor-

constituant en corporation: Jules Bernatchez, 8170, de Vienne, Charlesbourg, Ghislain Levasseur, 748, Place Philippe, et Jean McNicoll, 2529, Gregg, ces deux derniers de Sainte-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles en émail cuit et autres produits semblables, sous le nom de « S.O. Riverin (1969) ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 475, rue Marcoux, Vanier, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3757-69

St-Philippe American House Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour d'août 1969, constituant en corporation: Claude Poulin, avocat, 1602, Alcide, Brossard, Éloi-Bertrand Goudreau, hôtelier, et Pauline Cadieux, ménagère, épouse dudit Éloi-Bertrand Goudreau, ces deux derniers de 219, Édouard VII, Saint-Philippe, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « St-Philippe American House Inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 219, boulevard Édouard VII, Saint-Philippe, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3140-69

Le Salon du Tapis de Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de juin 1969, constituant en corporation: François Rainville, notaire, 1348, Frontenac, Lucienne Blais, 1570, de Niverville, Huguette Fournel, 554, Latourelle, tous trois de Québec, et Pauline Cantin, 300, Valcartier, Loretteville, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de tapis, draperies, rideaux et de tous tissus, étoffes, toiles ou autres produits semblables, sous le nom de « Le Salon du Tapis de Québec inc. », avec un capital total de \$40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Orsainville, district judiciaire de Québec.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 2803-69

Shutterbug Center Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Donald W. Seal, 3435, Drummond, app. 400, David Goldenblatt,

porating: Jules Bernatchez, 8170 de Vienne, Charlesbourg, Ghislain Levasseur, 748 Place Philippe, and Jean McNicoll, 2529 Gregg, the latter two of Ste. Foy, all three advocates, for the following purposes:

To deal in baked enamel articles and other similar products, under the name of "S.O. Riverin (1969) ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 475 Marcoux Street, Vanier, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3757-69

St-Philippe American House Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Poulin, advocate, 1602 Alcide, Brossard, Éloi-Bertrand Goudreau, hotel-keeper, and Pauline Cadieux, housewife, wife of the said Éloi-Bertrand Goudreau, the latter two of 219 Édouard VII, Saint-Philippe, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "St-Philippe American House Inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 219 Édouard VII Boulevard, Saint-Philippe, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3140-69

Le Salon du Tapis de Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: François Rainville, notary, 1348 Frontenac, Lucienne Blais, 1570 de Niverville, Huguette Fournel, 554 Latourelle, all three of Québec and Pauline Cantin, 300 Valcartier, Loretteville, the latter three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To manufacture and to deal in carpets, draperies, curtains and all materials, fabrics, linens and other similar goods, under the name of "Le Salon du Tapis de Québec inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Orsainville, judicial district of Québec.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 2803-69

Shutterbug Center Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald W. Seal, 3435 Drummond, Apt. 400, David Goldenblatt, 3500 Mountain,

3500, Mountain, app. 67, tous deux de Montréal, et Gary Moscowwitz, 260, St-Aubin, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de caméras, appareils de photographie et en général, accessoires de photographie, sous le nom de « Shutterbug Center Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est au centre d'achats Plaza, Côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943 3482-69

Slon Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Daniel S. Miller, 5714, Edgemore, Côte Saint-Luc, Peter Mendell, 3330, Ridgewood, Montréal, tous deux avocats, et Maureen Montgomery, secrétaire, célibataire, 30, place Côte Vertu, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Acquérir, détenir, mettre en valeur et vendre propriétés mobilières et immobilières, sous le nom de « Slon Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, place Ville Marie, bureau 930, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943 3267-69

**Société Internationale d'Estimation inc.
International Appraisal Society Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de juin 1969, constituant en corporation: Réal Millette, estimateur professionnel, Monique Leblanc, tous deux de 8690, De Teck, Nicole Tougas, 1529, Darling, tous trois de Montréal, et Colombe Cousineau, 158, boulevard Lévesque, Laval, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Faire l'évaluation, l'estimation et l'appréciation de toutes sortes de biens, propriétés et exploitations, sous le nom de « Société Internationale d'Estimation inc.—International Appraisal Society Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4425, rue Beaubien est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-0 2207-69

Société Sydenham inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1969,

Apt. 67, both of Montreal, and Gary Moscowwitz, 260 St. Aubin, Saint-Laurent, all three attorneys, for the following purposes:

To deal in cameras, photographic apparatus and general photographic appliances, under the name of "Shutterbug Center Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Côte des Neiges, Shopping Plaza, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943-0 3482-69

Slon Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel S. Miller, 5714 Edgemore, Côte Saint-Luc, Peter Mendell, 3330 Ridgewood, Montreal, both advocates, and Maureen Montgomery, secretary, spinster, 30 Place Côte Vertu, Saint-Laurent, for the following purposes:

To acquire, hold, develop and sell movable and immovable property, under the name of "Slon Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, suite 930, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943-0 3267-69

**Société Internationale d'Estimation inc.
International Appraisal Society Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of June, 1969, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Réal Millette, professional appraiser, Monique Leblanc, both of 8690 De Teck, Nicole Tougas, 1529 Darling, all three of Montreal, and Colombe Cousineau, 158 Lévesque Boulevard, Laval, the latter three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To do the appraisal, the valuation and the estimation of all kinds of goods, properties and exploitations, under the name of "Société Internationale d'Estimation inc.—International Appraisal Society Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 4425 Beaubien Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 2207-69

Société Sydenham inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorpo-

constituant en corporation: Gérard Desbiens, 10, Du Parc, Bagotville, Jos.-Arthur Belley, 1335, Ste-Geneviève, Maurice Verville, 200, Monseigneur Martel, tous deux de Chicoutimi-Nord, Jean-Yves Belley, Rang 6, Saint-Honoré, tous quatre industriels, Réal Gervais, conseiller en administration, 348, Des Champs Élysées, et Claude Lacroix, comptable agréé, 462, De Tilly, ces deux derniers de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Société Sydenham inc. », avec un capital total de \$200,000, divisé en 7,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 12,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3434-69

Soplad inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Micheline Durand, 315, 9^e rue, Marthe Lessard, 354, Lavigreur, toutes deux de Québec, et Louise Bouchard, 1296, Chanoine Morel, Sillery, toutes trois secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Établir de l'organigramme, planifier et établir des besoins physiques de compagnies, de commerces ou toutes autres institutions ou corporations publiques, sous le nom de « Soplad inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3681-69

Les Sports Charla inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, Claude Ouellette, 956, Fréchette, tous deux avocats, et Alain Côté, stagiaire, 177, Carignan, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous vêtements et articles de sport, sous le nom de « Les Sports Charla inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3600-69

Taverne Rex incorporée Rex Tavern Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 8^e jour d'août 1969, cons-

rating: Gérard Desbiens, 10 Du Parc, Bagotville, Jos.-Arthur Belley, 1335 Sainte-Geneviève, Maurice Verville, 200 Monseigneur Martel, both of Chicoutimi-North, Jean-Yves Belley, Range 6, Saint-Honoré, all four industrialists, Réal Gervais, management adviser, 348 Des Champs-Élysées, and Claude Lacroix, chartered accountant, 462 De Tilly, the latter two of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as a real estate construction, investment and holding company, under the name of "Société Sydenham inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 7,500 common shares of \$10 each and 12,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3434-60

Soplad inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Micheline Durand, 315, 9th Street, Marthe Lessard, 354 Lavigreur, both of Québec, and Louise Bouchard, 1296 Chanoine Morel, Sillery, all three secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To establish organigrams, to plan and establish the physical needs of companies, businesses or any other institutions or public corporations, under the name of "Soplad inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3681-69

Les Sports Charla inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, Claude Ouellette, 956 Fréchette, both advocates, and Alain Côté, articleed student 177 Carignan, all three of Laval, for the following purposes:

To deal in all sports clothing and articles, under the name of "Les Sports Charla inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3600-69

Taverne Rex incorporée Rex Tavern Incorporated

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of August, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorpo-

tituant en corporation: Liliane Scott, gérante de taverne, veuve de Oswald Meunier, 6300, Joseph Renaud, Anjou, Yvan Mauger, directeur de personnel, et Lucille Meunier, ménagère, épouse dudit Yvan Mauger, ces deux derniers de 6432, Henri Miro, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des tavernes, sous le nom de « Taverne Rex incorporée — Rex Tavern Incorporated », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4675, Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30943-o 3816-69

Yolande Tétreau Caron inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Rosario Vincent, comptable, 91, Clémenceau, Marie-Paule Vallée, secrétaire, fille majeure, 820, Ontario, et Pierre Langlois, notaire, 318, 7e avenue sud, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements et accessoires connexes, sous le nom de « Yolande Tétreau Caron inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 7,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30943-o 2117-69

The 183 Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Clarence Rosenhek, 3435, Drummond, Seymour Machlovitch, 3495, Mountain, tous deux de Montréal, Marvin Rosenhek, 335, Grenfell, Mont-Royal, Martin Green, 982, Grou, Saint-Laurent, tous quatre avocats, et Hyman Bane, comptable agréé, 3045, Brighton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « The 183 Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune, 10,000 actions privilégiées catégorie « B » de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30943 3201-69

Toby Construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-

rating: Liliane Scott, tavern manageress, widow of Oswald Meunier, 6300 Joseph Renaud, Anjou, Yvan Mauger, personnel director, and Lucille Meunier, housewife, wife of the said Yvan Mauger, the latter two of 6432 Henri Miro, Montreal, for the following purposes:

To operate taverns, under the name of "Taverne Rex incorporée — Rex Tavern Incorporated", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4675 Van Horne, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3816-69

Yolande Tétreau Caron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rosario Vincent, accountant, 91 Clémenceau, Marie-Paule Vallée, secretary, spinster of the full age of majority, 820 Ontario, and Pierre Langlois, notary, 318, 7th Avenue South, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and accessories related thereto, under the name of "Yolande Tétreau Caron inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 7,000 preferred shares of \$5 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 2117-69

The 183 Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Clarence Rosenhek, 3435 Drummond, Seymour Machlovitch, 3495 Mountain, both of Montreal, Marvin Rosenhek, 335 Grenfell, Mount Royal, Martin Green, 982 Grou, Saint-Laurent, all four advocates, and Hyman Bane, chartered accountant, 3045 Brighton, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "The 183 Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 class "A" shares of the par value of \$1 each, 10,000 class "B" shares of the par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943-o 3201-69

Toby Construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date

gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de juillet 1966, constituant en corporation: Robert Lalonde, étudiant, 7404, Drolet, Céline Lahière, secrétaire, fille majeure, 4580, St-Zotique, et Robertine Bouchard, secrétaire, épouse de Ariel Bouchard, 8282, Chambord, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Construire des bâtiments, et faire le commerce des matériaux de construction, sous le nom de « Toby Construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 390 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7335, boulevard St-Michel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3520-69

Torimpex inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Claude Véronneau, notaire, 2210, Cardinal Léger, Nicole Duchesne, secrétaire, fille majeure, 1209, Filiatrault, et Jean-Claude Chatigny, courtier en immeubles, 3342, Louis-Hébert, tous trois de Tracy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes espèces d'articles et produits, d'œuvres d'artisanat, de sculptures, peintures et autres, sous le nom de « Torimpex inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 886-69

Touchette & Roy ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31^e jour de juillet 1969, constituant en corporation: Gaston Touchette, entrepreneur, 774, Antoine-Brodeur, Marcel Roy, constructeur, 752, Mathurin-Durant, et Lucien Ducharme, avocat, 779, Louis-Normandin, tous trois de Boucherville, pour les objets suivants:

Faire du transport, de la photographie aérienne, de la topographie, de la prospection et de l'extermination par la voie des airs, sous le nom de « Touchette & Roy ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 774, Antoine-Brodeur, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943-o 3688-69

the 21st day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Lalonde, student, 7404 Drolet, Céline Lahière, secretary, spinster of the full age of majority, 4580 Saint-Zotique, and Robertine Bouchard, secretary, wife of Ariel Bouchard, 8282 Chambord, all three of Montreal, for the following purposes:

To erect buildings and to deal in building materials, under the name of "Toby Construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 390 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 7335 Saint-Michel Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3520-69

Torimpex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Véronneau, notary, 2210 Cardinal Léger, Nicole Duchesne, secretary, spinster of the full age of majority, 1209 Filiatrault, and Jean-Claude Chatigny, real estate broker, 3342 Louis-Hébert, all three of Tracy, for the following purposes:

To deal in all kinds of articles and goods, handicraft works, sculptures, paintings and other articles, under the name of "Torimpex inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 886-69

Touchette & Roy ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gaston Touchette, contractor, 774 Antoine-Brodeur, Marcel Roy, constructor, 752 Mathurin-Durant, and Lucien Ducharme, advocate, 779 Louis-Normandin, all three of Boucherville, for the following purposes:

To carry on business in transportation, aerial photography, topography, prospecting and aerial extermination, under the name of "Touchette & Roy ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 774 Antoine-Brodeur, Boucherville, judicial district of Montreal.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 3688-69

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

Armenian General Benevolent Union of Montreal Inc.
Union Générale Arménienne de Bienfaisance de Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour de juillet 1969, à la compagnie « Armenian General Benevolent Union of Montreal Inc. — Union Générale Arménienne de Bienfaisance de Montréal inc. », modifiant ses pouvoirs.

*Le sous-ministre des institutions financières,
 compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
 30943 3625-68 — 1501/3

B.B. Electric (Montreal) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de juillet 1969, à la compagnie « B.B. Electric (Montreal) Inc. », convertissant 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
 compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
 30943 4479-68 — 1501/8

**Le Groupe Sécurité inc.
 The Security Group Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de juin 1969, à la compagnie « Le Groupe Sécurité inc. — The Security Group Inc. », 1° convertissant 900 actions ordinaires émises et non-émises de \$100 chacune en 900 actions privilégiées classe « C » de \$100 chacune; convertissant 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune en 500 actions privilégiées classe « A » de \$100 chacune, 500 actions privilégiées classe « B » de \$100 chacune et 500 actions privilégiées classe « C » de \$100 chacune; 2° augmentant son capital de \$250,000 à \$450,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune et 1,000 actions privilégiées classe « C » de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
 compagnies et coopératives,
 LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
 30943-o 159-67 — 1501/12

Place LaSalle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de juillet 1969, à la compagnie « Place LaSalle inc », diminuant son capital de \$640,000 à \$370,000,

Armenian General Benevolent Union of Montreal Inc.
Union Générale Arménienne de Bienfaisance de Montréal inc.

Notice is given that, under Part III of the Companies Act, supplementary, letters patent, bearing date the 29th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Armenian General Benevolent Union of Montreal Inc. — Union Générale Arménienne de Bienfaisance de Montréal inc.", modifying its powers.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
 Deputy Minister of Financial Institutions,
 Companies and Cooperatives.*
 30943-o 3625-68 — 1501/3

B.B. Electric (Montreal) Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "B.B. Electric (Montreal) Inc.", converting 20,000 common shares of \$1 each into 2,000 preferred shares of \$10 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
 Deputy Minister of Financial Institutions,
 Companies and Cooperatives.*
 30943-o 4479-68 — 1501/8

**Le Groupe Sécurité inc.
 The Security Group Inc.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of June, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to « Le Groupe Sécurité inc. — The Security Group Inc. », 1. converting 900 common issued and unissued shares of \$100 each into 900 preferred class "C" shares of \$100 each; converting 1,500 preferred shares of \$100 each into 500 preferred class "A" shares of \$100 each, 500 preferred class "B" shares of \$100 each and 500 preferred class "C" shares of \$100 each; 2. increasing its capital stock from \$250,000 to \$450,000; the additional capital stock being divided into 1,000 common shares of \$100 each and 1,000 preferred class "C" shares of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
 Deputy Minister of Financial Institutions,
 Companies and Cooperatives.*
 30943 159-67 — 1501/12

Place LaSalle inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Place LaSalle inc.", reducing its capital from \$640,000 to \$370,000, the capital

le capital-actions annulé étant divisé en 2,700 actions privilégiées de \$100 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943 16979-59 — 1501/19

Process & Steam Specialties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de mai 1969, à la compagnie « Process & Steam Specialties Inc. », 1^o diminuant son capital de \$49,000 à \$25,000 par l'annulation de 2,400 actions privilégiées de \$10 chacune; 2^o augmentant son capital de \$25,000 à \$225,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 200,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943 6300-49 — 1500/76

St-Laurent-Bibeau Itée St. Lawrence-Bibeau Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 18e jour de juillet 1969, à la compagnie « Spécialités Bibeau limitée — Bibeau Specialties Limited », constituée par lettres patentes en date du 20e jour de juin 1967, 1^o changeant son nom en celui de « St-Laurent-Bibeau Itée — St. Lawrence-Bibeau Ltd. »; 2^o convertissant 300 actions ordinaires de \$100 chacune autorisées mais non émises en 300 actions privilégiées de \$100 chacune; 3^o augmentant son capital de \$100,000 à \$200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune; 4^o modifiant les privilèges et restrictions attachés aux actions privilégiées; 5^o augmentant le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943-o 2748-67 — 1501/27

Spain Itée Spain Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour de juillet 1969, à la compagnie « Frank Spain Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 17e jour d'août 1943, 1^o changeant son nom en celui de « Spain Itée — Spain Ltd. »; 2^o modifiant les privilèges et restrictions se rapportant aux actions privilégiées; 3^o subdivisant 500 actions privilégiées de \$100 chacune en 10,000 actions privilégiées de \$5 chacune; 4^o augmentant son capital de \$100,000 à \$600,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 100,000 actions privilégiées de \$5 chacune.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*
30943 4566-43 — 1501/25

stock annulled being divided into 2,700 preferred shares of \$100 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943-o 16979-59 — 1501/19

Process & Steam Specialties Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of May, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Process & Steam Specialties Inc.", 1. reducing its capital from \$49,000 to \$25,000 by the cancellation of 2,400 preferred shares of \$10 each; 2. increasing its capital from \$25,000 to \$225,000, the additional capital stock being divided into 200,000 preferred shares of \$1 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943-o 6300-49 — 1500/76

St-Laurent-Bibeau Itée St. Lawrence-Bibeau Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Spécialités Bibeau limitée — Bibeau Specialties Limited", incorporated by letters patent dated the 20th day of June, 1967, 1. changing its name to that of "St-Laurent-Bibeau Itée — St. Lawrence-Bibeau Ltd."; 2. converting 300 common shares of \$100 each, authorized but unissued, into 300 preferred shares of \$100 each; 3. increasing its capital stock from \$100,000 to \$200,000, the additional capital stock being divided into 1,000 preferred shares of \$100 each; 4. amending the rights and restrictions belonging to the preferred shares; 5. increasing the number of its directors from 3 to 4.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943 2748-67 — 1501/27

Spain Itée Spain Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1969, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Frank Spain Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 17th day of August, 1943, 1. changing its name to that of "Spain Itée — Spain Ltd."; 2. amending the privileges and restrictions pertaining to the preferred shares; 3. subdividing 500 preferred shares of \$100 each into 10,000 preferred shares of \$5 each; 4. increasing its capital from \$100,000 to \$600,000, the additional capital stock being divided into 100,000 preferred shares of \$5 each.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
30943-o 4566-43 — 1501/25

**Divers
Compagnies**

Etco Photo Color Limited

Avis est donné que la compagnie « Etco Photo Color Limited » a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 6.

Le secrétaire,
JACQUES-G. HÉBERT.
2204-51

30947-o 2204-51

Le Reflet de Bedford inc.

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives a, le 20 août 1969, approuvé les règlements généraux de la corporation « Le Reflet de Bedford inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
506-69

30948-o 506-69

Zazap Inc.

Avis est donné que « Zazap Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
JACK LINDER.
2660-69

30949 2660-69

**L'Association des Clubs de croquet
de la province inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 21 août 1969, approuvé les amendements aux sections II et III des règlements généraux de la corporation « L'Association des Clubs de croquet de la province inc. », et ce, en vertu de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation et l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
436-56

30987-o 436-56

Granite Holdings of Canada Ltd.

Avis est par les présentes donné que, par une nouvelle procuration datée du 25 juin 1969, dont une copie a été transmise au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, M. Joseph H. Porteous, 4, place Ville Marie, Montréal, a été nommé pour remplacer M. David H. Holland, comme agent principal dans la province de « Granite Holdings of Canada Ltd. », une compagnie étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies étrangères.

Avis est aussi donné que conformément à la nouvelle procuration ci-dessus mentionnée, le siège social de ladite compagnie est établi à 4, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
46-63

30988 46-63

Mackay Development Inc.

Avis est donné que « Mackay Development Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
MAX SCHMERER.
5842-68

31009 5842-68

**Miscellaneous
Companies**

Etco Photo Color Limited

Notice is given that "Etco Photo Color Limited" has changed the number of its directors from 7 to 6.

JACQUES-G. HÉBERT,
Secretary.
2204-51

30947 2204-51

Le Reflet de Bedford inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on August 20, 1969, approved the general by-laws of the Corporation "Le Reflet de Bedford inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
506-69

30948 506-69

Zazap Inc.

Notice is given that "Zazap Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

JACK LINDER,
Secretary.
2660-69

30949-o 2660-69

**L'Association des Clubs de croquet
de la province inc.**

Notice is given that the Provincial Secretary has, on August 21, 1969, approved the amendments to sections II and III of the general by-laws of the Corporation "L'Association des Clubs de croquet de la province inc.", and such, pursuant to section 8 of Amusement Clubs Act and section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
436-56

30987 436-56

Granite Holdings of Canada Ltd.

Notice is hereby given that, by new power of attorney dated June 25, 1969, a copy of which was sent to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, Mr. Joseph H. Porteous, 4 Place Ville Marie, Montreal, was appointed to replace Mr. David H. Holland as chief agent in the Province of "Granite Holdings of Canada Ltd.", an Extra-Provincial Company duly authorized to carry on business in the Province of Québec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act.

Notice is also given that pursuant to the above-mentioned new power of attorney, the head office of the said company is established at 4 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*
46-63

30988-o 46-63

Mackay Development Inc.

Notice is given that "Mackay Development Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

MAX SCHMERER,
Secretary.
5842-68

31009-o 5842-68

D. Gratton Ruling & Bookbinding Inc.
D. Gratton Régleurs et Relieurs inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 19 août 1969 le règlement Spécial « C » de la compagnie « D. Gratton Ruling & Bookbinding Inc. », changeant son nom en celui de « D. Gratton Ruling & Bookbinding Inc.—D. Gratton Régleurs et Relieurs inc. ».

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,*
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

30989-o

10931-55

Necchi Canada Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le 5 septembre 1969 le règlement numéro 6 de la compagnie « Necchi Machines (Canada) Inc. », changeant son nom en celui de « Necchi Canada Inc. ».

*Le sous-ministre adjoint des institutions
financières, compagnies et coopératives,*
ALBERT JESSOP.

30990-o

12973-62

D. Gratton Ruling & Bookbinding Inc.
D. Gratton Régleurs et Relieurs inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on August 19, 1969, approved the Special by-law "C" of the company "D. Gratton Ruling & Bookbinding Inc.", changing its name into that of "D. Gratton Ruling & Bookbinding Inc.—D. Gratton Régleurs et Relieurs inc."

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
*Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30989-o

10931-55

Necchi Canada Inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has, on September 5, 1969, approved the by-law No. 6 of the company "Necchi Machines (Canada) Inc.", changing its name into that of "Necchi Canada Inc."

ALBERT JESSOP,
*Assistant Deputy Minister of Financial,
Institutions, Companies and Cooperatives.*

30990-o

12973-62

Sièges sociaux

Head Offices

Advance Transformer Co., Ltd.

Avis est donné que la compagnie ci-haut mentionnée constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies le 18 juin 1957 et ayant son siège social en la cité de Québec où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui, à 81 rue St-Pierre, Québec, l'a transporté à 55 rue D'Auteuil, Québec, P.Q.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par cette compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 13 août 1969.

Le procureur de la compagnie,
MICHAEL SHEEHAN.

30950-o

11912-57

Advance Transformer Co., Ltd.

Notice is hereby given that the above-mentioned company incorporated by letters patent under the first part of the Companies' Act on June 18, 1957, and having its head office in the city of Québec where its office was situated up today at 81 St. Peter Street, Québec, has moved it to 55 D'Auteuil Street, Québec, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by this company as being its head office.

Given at Québec, August 13, 1969.

MICHAEL SHEEHAN,
Attorney for the company.

30950-o

11912-57

René P. Blais Automobile inc.

Avis est donné que la compagnie « René P. Blais Automobile inc. », constituée par lettres patentes datées du 4 mars 1969, et ayant son siège social à Val d'Or, P.Q., a établi son bureau au numéro 687, 3e Avenue à Val d'Or.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Val d'Or, P.Q., ce 28e jour d'août 1969.

Le président,
RENÉ P. BLAIS.

30951-o

1000-69

René P. Blais Automobile inc.

Notice is hereby given that "René P. Blais Automobile inc.", incorporated by letters patent dated March 4, 1969, and having its head office in Val d'Or, P.Q., has established its office at 687, 3rd Avenue at Val d'Or.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Val d'Or, P.Q., this 28th day of August 1969.

RENÉ P. BLAIS,
President.

30951

1000-69

C. & C. Designs Ltd.

Avis est donné par les présentes que « C. & C. Designs Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies par lettres patentes du 30 juillet 1969, a son siège social et principale place d'affaires situé à 1193 Place Phillips en la ville et district de Montréal.

Montréal, le 25 août 1969.

(Sceau) *Le président,*
CHRISTOPHE FAURE.

30953-o

3705-69

C. & C. Designs Ltd.

Notice is hereby given that "C. & C. Designs Ltd.", incorporated under the Companies Act by letters patent dated July 30, 1969, has established its head office and principal place of business at 1193 Phillips Place, in the city and district of Montreal.

Montreal, August 25, 1969.

(Seal) CHRISTOPHE FAURE,
President.

30953-o

3705-69

Corsair Investments Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Corsair Investments Ltd. », une corporation constituée par lettres patentes, le 6e jour de mai 1964, et ayant son siège social en la ville de Montréal, bureau 300, 4141 ouest, rue Sherbrooke, l'a transporté au bureau 612, 800, carré Victoria.

À compter de cette date ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 26e jour d'août 1969.

(Secau)

Le secrétaire,
JUDITH JOHNSON.
2032-64

30952

Les Disques Apollo inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Disques Apollo inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 février 1969 et ayant son siège social dans Montréal, a établi son bureau au numéro 4558 est rue Notre-Dame.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 20e jour de février 1969.

Le président,
MARC VERREAULT.
431-69

30954-o

Gale Realities & Development Corp.

Avis est donné que « Gale Realities & Development Corp. », une corporation constituée en corporation par lettres patentes datées du 15 décembre 1958, et ayant son siège social en la ville de Montréal, à 4060, boulevard St-Laurent, l'a transporté au bureau 612, 800, carré Victoria.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 21e jour d'août 1969.

(Secau)

Le Secrétaire,
NATHAN STEINBERG.
14669-58

30955

Gole Investment Corp.

Avis est par les présentes donné que « Gole Investment Corp. », une corporation constituée par lettres patentes, le 11e jour de février 1958, et ayant son siège social en la ville de Montréal, bureau 300, 4141 ouest, rue Sherbrooke, l'a transporté à bureau 809, 1550 ouest, de Maisonneuve, Montréal.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 26e jour d'août 1969.

(Secau)

Le secrétaire,
S. J. MARGOLESE.
10446-58

30956

Immeubles des Seigneurs inc.

Avis est donné que la compagnie « Immeubles des Seigneurs inc. », a changé son siège social du numéro 3006, boulevard Laurier, Québec, au numéro 1198, rue Colbert, Sainte-Foy.

Le secrétaire,
JEAN-PIERRE RUEL.
4962-65

30992-o

Corsair Investments Ltd.

Notice is hereby given that "Corsair Investments Ltd.", incorporated by letters patent on the 6th day of May 1964, and having its head office in the city of Montreal, at Suite 300, 4141 Sherbrooke St. West, has moved it to Suite 612, 800 Victoria Square.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Québec, this 26th day of August 1969.

(Seal)

JUDITH JOHNSON,
Secretary.
2032-64

30952-o

Les Disques Apollo inc.

Notice is given that "Les Disques Apollo inc.", incorporated by letters patent dated February 6, 1969, and having its head office at Montreal, has established its office at number 4558 Notre-Dame St. East.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 20th day of February, 1969.

MARC VERREAULT,
President.
431-69

30954

Gale Realities & Development Corp.

Notice is hereby given that "Gale Realities & Development Corp.", incorporated by letters patent on December 15, 1958, and having its head office in the city of Montreal, at 4060 St. Lawrence Blvd., has moved to Suite 612, 800 Victoria Square.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Québec, this 21st day of August 1969.

(Seal)

NATHAN STEINBERG,
Secretary.
14669-58

30955-o

Gole Investment Corp.

Notice is hereby given that "Gole Investment Corp.", incorporated by letters patent on the 11th day of February 1958, and having its head office in the city of Montreal at room 300, 4141 Sherbrooke Street West, has moved it to suite 809, 1550 de Maisonneuve West, Montreal.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Québec, this 26th day of August 1969.

(Seal)

S. J. MARGOLESE,
Secretary.
10446-58

30956-o

Immeubles des Seigneurs inc.

Notice is given that "Immeubles des Seigneurs inc.", has changed its head office from number 3006 Laurier Boulevard, Québec, to 1198 Colbert Street, St. Foy.

JEAN-PIERRE RUEL,
Secretary.
4962-65

30992

Magasin A. L. Simard inc.

Avis est par les présentes donné que « Magasin A. L. Simard inc. », une compagnie incorporée en vertu de la loi des Compagnies en date du 2 mars 1956 et ayant son siège social dans la cité de Sorel où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au numéro 42 de la rue Du Roi, l'a transporté au numéro 200 rue Ramesay.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Sorel, ce 4^e jour d'août 1969.

Le secrétaire,
GILLES SIMARD.

30957

10668-56

Magasin A. L. Simard inc.

Notice is hereby given that "Magasin A. L. Simard inc.", incorporated under the Companies Act by letters patent dated March 2, 1956 and having its head office in the city of Sorel at 42 du Roi Street has moved it to 200 Ramesay Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Sorel, this 4th day of August 1969.

GILLES SIMARD,
Secretary.

30957-o

10668-56

Metal & Ore Company Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Metal & Ore Company Ltd. », corporation constituée par lettres patentes le 19^e jour de décembre 1950, et ayant son siège social en la ville de Montréal, bureau 202, 1440, rue Towers, l'a transporté à bureau 609, 407 rue McGill.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 26^e jour d'août 1969.

(Sceau)

Le secrétaire,
OTTO STEINERT.

30958

9044-50

Metal & Ore Company Ltd.

Notice is hereby given that "Metal & Ore Company Ltd.", incorporated by letters patent on the 19th day of December 1950, and having its head office in the city of Montreal, at Room 202, 1440 Towers St., has moved it to suite 609, 407 McGill Street.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Québec, this 26th day of August, 1969.

(Seal)

OTTO STEINERT,
Secretary.

30958-o

9044-50

Metcalf Construction Co. Ltd.

Avis est donné que « Metcalf Construction Co. Ltd. », une corporation constituée par lettres patentes le 9 septembre 1958, et ayant son siège social en la ville de Montréal, à 4060, boulevard St-Laurent, l'a transporté au bureau 612, 800, carré Victoria.

À compter de cette date, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, Québec, ce 21^e jour d'août 1969.

(Sceau)

Le secrétaire,
ARNOLD STEINBERG.

30959

13219-58

Metcalf Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Metcalf Construction Co. Ltd.", incorporated by letters patent on September 9, 1958, and having its head office in the city of Montreal, at 4060 St. Lawrence Blvd., has moved it to suite 612, 800 Victoria Square.

From and after this date, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, Québec, this 21st day of August 1969.

(Seal)

ARNOLD STEINBERG,
Secretary.

30959-o

13219-58

Milano Enterprises Ltd.

Avis est donné que la compagnie, « Milano Enterprises Ltd. », constituée en corporation le 23 janvier, 1958, et ayant son siège au 445 Jean Talon Street ouest, en les cité et district de Montréal, a établi son bureau au numéro 10670 rue St. Hubert, suite 100, en les cité et district de Montréal.

À compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 17^e jour de juin, 1969.

Le secrétaire,
ELIAZ KOTLER.

30960-o

10167-58

Milano Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that "Milano Enterprises Ltd.", incorporated by letters patent on the 23rd day of January, 1958 having its head office at 445 Jean Talon Street West, in the city and district of Montreal, has moved its head office to 10670 St. Hubert Street, suite 100, in the city and district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 17th day of June 1969.

ELIAZ KOTLER,
Secretary.

30960-o

10167-58

Julien Larivière inc.

Avis est donné que la compagnie « Julien Larivière inc. », a changé son siège social du numéro 153, rue Laviolette, Trois-Rivières, à rue Principale, Sainte-Marie-de-Blandford.

Le secrétaire-trésorier,
FLORENTINE TOURIGNY.

30993-o

2909-69

Julien Larivière inc.

Notice is given that "Julien Larivière inc.", has changed its head office from number 153 Laviolette Street, Trois-Rivières, to Main Street, Sainte-Marie-de-Blandford.

FLORENTINE TOURIGNY,
Secretary-Treasurer.

30993

2909-69

Georges St-Cyr inc.

Avis est donné que la compagnie « Georges St-Cyr inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, le 10 juillet 1969 et ayant son siège social dans le district de St-Maurice, a établi son bureau au 3883, 16e avenue, à Shawinigan, district de St-Maurice, dans la Province de Québec.

Daté à Shawinigan, ce 15e jour de juillet 1969.

Le président,
GEORGES ST-CYR.
 30961-o 3279-69

Georges St-Cyr inc.

Notice is hereby given that "Georges St-Cyr inc.", incorporated by letters patent under the provisions of Part I of the Companies Act, on the 10th of July 1969 and having its head office in the district of St-Maurice, has established its office at 3883, 16th avenue, Shawinigan, in the district of St-Maurice, Province of Québec.

Dated at Shawinigan, this 15th day of July 1969.

GEORGES ST-CYR,
President.
 30961-o 3279-69

Montmorency Diesel Inc.

Avis est donné que la compagnie « Montmorency Diesel Inc. », constituée en corporation par lettres patentes sous la première partie de la Loi des compagnies en date du 8 janvier 1969 et ayant son siège social à 4110, Boul. Ste-Anne à Montmorency, district de Québec, où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui l'a transporté à 4101, Boul. Ste-Anne, Montmorency.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 9e jour de janvier 1969.

Le secrétaire,
CARMEN-L. DUFOUR.
 30994-o

Montmorency Diesel Inc.

Notice is given that "Montmorency Diesel Inc.", incorporated by letters patent, under Part I of the Companies Act dated January 8, 1969 and having its head office at 4110 Ste-Anne Boulevard in Montmorency, district of Québec, where its office was situated up to-day, has moved to 4101 Ste-Anne Boulevard, Montmorency.

From and after the date of the present notice, the said office is considered as being the head office of the company.

Given at Québec, this 9th day of January, 1969.

(Seal) **CARMEN-L. DUFOUR,**
Secretary.
 30994-o

Service National de l'Auto inc.

Avis est donné que la compagnie « Service National de l'Auto inc. », constituée en corporation sous la Première Partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes émises par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, en date du vingt et un avril mil neuf cent soixante-neuf (1969), a établi son bureau au numéro 1065, Boulevard Lafèche, ville de Hauterive, comté de Saguenay.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Hauterive, ce deuxième jour de juillet mil neuf cent soixante-neuf (1969).

Le président,
RÉGENT THÉRIAULT.
 30963-o 1498-69

Service National de l'Auto inc.

Notice is hereby given that the company "Service National de l'Auto inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, by letters patent bearing date the twenty-first of April nineteen hundred and sixty-nine (1969), issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, has established its office at number 1065, Lafèche, in the city of Hauterive, county of Saguenay.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Hauterive, this second of July nineteen hundred and sixty-nine (1969).

RÉGENT THÉRIAULT,
President.
 30963-o 1498-69

Darbourg Inc.

Avis est donné que la compagnie « Darbourg Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du neuvième jour d'avril mil neuf cent soixante-neuf, et ayant son siège social à Charlesbourg, a établi son bureau à Place Henri-Bourassa.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Québec, ce 21e jour d'août 1969.

Le procureur de la compagnie,
ME MARC LANOUEPTE, notaire.
 30991-o 1563-69

Darbourg Inc.

Notice is hereby given that the company "Darbourg Inc.", incorporated by letters patent on the ninth day of April one thousand nine hundred and sixty-nine, and having its head office in Charlesbourg, has established its office at Place Henri-Bourassa.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Québec, this 21st day of August, 1969.

ME. MARC LANOUEPTE, notary,
Attorney for the Company.
 30991-o 1563-69

Tracadie Investment Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Tracadie Investment Ltd. » a changé son siège social du numéro 10, St-Jacques, Montréal, au numéro 200, rue Ramesay, Sorel.

Le secrétaire,
LAURENT GOUGEON.
 31002 11310-51

Tracadie Investment Ltd.

Notice is given that "Tracadie Investment Ltd." has transferred its head office from 10 St. James Street, Montreal, to 200 Ramesay Street, Sorel.

LAURENT GOUGEON,
Secretary.
 31002-o 11310-51

Le Salon du Tapis de Québec inc.

Avis est donné que la compagnie « Le Salon du Tapis de Québec inc. », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes accordées en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 10 juin 1969 et ayant son bureau principal dans la ville d'Orsainville, district de Québec, province de Québec, a établi son bureau à Place Liray.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Signé à Québec, ce premier jour d'août 1969.

Le président,
REYNALD HARVEY.

30962-o

2803-69

Service Suprême (2S) inc.

Avis est donné que la compagnie « Service Suprême (2S) inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 23^e jour de mai 1969, et ayant son siège social à Québec, a établi son bureau au numéro 2696, rue Champfleury, Québec 3.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 29^e jour d'août 1969.

HENRI DELISLE.

30964-o

2462-69

Bonin Autobus limitée

Avis est par les présentes donné que « Bonin Autobus limitée », une compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies en date du 27 mai 1948 et ayant son siège social dans la cité de Sorel, où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au numéro 46 avenue Hôtel-Dieu, l'a transporté au numéro 20, rue Prince.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Sorel, ce 22^e jour d'août 1969.

Le secrétaire,
PIERRE LACHAPELLE.

31001

4026-48

Aimé Sigouin (1969) inc.

Avis est par les présentes donné que « Aimé Sigouin (1969) inc. », une corporation constituée par lettres patentes, le 22^e jour de mai 1969, et ayant son siège social à Montréal, où jusqu'à ce jour, son bureau était situé à 12078, rue Daigle, l'a transporté à 5315, boulevard St-Laurent, district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 25^e jour de juillet 1969.

Le secrétaire-trésorier,
EDMOND TOUSIGNANT.

30965

2076-69

Versa Products Company, Ltd.

Avis est donné que la compagnie ci-haut mentionnée constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des Compagnies de la Province de Québec le 30 décembre 1958 et ayant son siège social en la cité de Québec, à 81 rue St-Pierre, Québec, a transporté son bureau à 55 rue D'Auteuil, Québec, Qué.

Le Salon du Tapis de Québec inc.

Notice is hereby given that "Le Salon du Tapis de Québec inc.", incorporated in the Province of Québec, by letters patent granted pursuant to the Provisions of Part I of the Companies Act, dated June 10, 1969, and having its head office in the city of Orsainville, district of Québec, Province of Québec, has established its office at Place Liray.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Signed at Québec, this 1st day of August 1969.

REYNALD HARVEY,
President.

30962-o

2803-69

Service Suprême (2S) inc.

Notice is given that "Service Suprême (2S) inc.", incorporated under Part I of the Companies Act, dated the 23rd day of May 1969, and having its head office in Québec, has established its office at number 2696 Champfleury Street, Québec 3.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being the head office of the company.

Given at Québec, this 29th day of August, 1969.

HENRI DELISLE.

30964

2462-69

Bonin Autobus limitée

Notice is hereby given that "Bonin Autobus limitée", incorporated under the Companies Act, by letter patent dated May 27, 1948, having its head office in the city of Sorel, at 46 Hôtel-Dieu Ave., has moved to 20, Prince Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Sorel, this 22nd day of August, 1969.

PIERRE LACHAPELLE,
Secretary.

31001-o

4026-48

Aimé Sigouin (1969) inc.

Notice is hereby given that "Aimé Sigouin (1969) inc.", incorporated by letters patent on the 22nd day of May, 1969, and having its head office in Montreal, where its office was situated at 12078 Daigle Street, has moved it to 5315 St. Lawrence Boulevard, district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 25th day of July, 1969.

EDMOND TOUSIGNANT,
Secretary-Treasurer.

30965-o

2076-69

Versa Products Company, Ltd.

Notice is hereby given that the above-mentioned company incorporated by letters patent under the first part of the Companies Act, on December 30, 1958 and having its head office in the city of Québec where its office was situated up to today at 81 St. Peter Street, Québec, has moved it to 55 D'Auteuil, Québec, Que.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par cette compagnie comme étant son siège social.

Donné à Québec, ce 13 août 1969.

Le procureur de la compagnie,
MICHEL SHEEHAN.

30967

14953-58

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by this company as being its head office.

Given at Québec, August 13, 1969.

MICHAEL SHEEHAN,
Attorney for the Company.

30967-o

14953-58

**Chartes —
demandes d'abandon de**

**Fédération des Oeuvres de Loisirs du
Diocèse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière**

Prenez avis que la corporation « Fédération des Oeuvres de Loisirs du Diocèse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

La Pocatière, le 14 avril 1969.

Le conseiller juridique,
ROMÉO ROY, notaire.

30946-o

**Charters —
Application for Surrender of**

**Fédération des Oeuvres de Loisirs du
Diocèse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière**

Notice is given that the corporation "Fédération des Oeuvres de Loisirs du Diocèse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière" will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

La Pocatière, April 14, 1969.

ROMÉO ROY, Notary,
Legal Adviser.

30946

Lakeshore Construction (1965) Inc.

Prenez avis que la compagnie « Lakeshore Construction (1965) Inc. », incorporée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Pointe Claire, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Donné à Montréal, ce 29e jour de janvier 1969.

(Seau)
30978-o

Le secrétaire,
JOSEPH DE LA PORTA.

Lakeshore Construction (1965) Inc.

Notice is hereby given that "Lakeshore Construction (1965) Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office at Pointe Claire, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Given at Montreal, this 29th day of January, 1969.

(Seal)
30978-o

JOSEPH DE LA PORTA,
Secretary.

Lamps & Services Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Lamps & Services Ltd. », s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 3 septembre 1969.

30979-o

Le secrétaire,
BILL SAKS.

Lamps & Services Ltd.

Notice is given that "Lamps & Services Ltd.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Montreal, September 3, 1969.

30979

BILL SAKS,
Secretary.

Lands & Buildings Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Lands & Buildings Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 12e jour de septembre 1969.

(Seau)
30980

Le secrétaire-trésorier,
MELVIN L. GREENBERG.

Lands & Buildings Ltd.

Notice is hereby given that "Lands & Buildings Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 12th day of September, 1969.

(Seal)
30980-o

MELVIN L. GREENBERG,
Secretary-Treasurer.

Les Développements Montmorency Itée

Prenez avis que la compagnie « Les Développements Montmorency Itée », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la compagnie,
LAFLAMME, DESJARDINS
& BEAUSOLEIL.

30974-o

Les Développements Montmorency Itée

Notice is hereby given that "Les Développements Montmorency Itée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

LAFLAMME, DESJARDINS
& BEAUSOLEIL,
Attorneys for the Company.

30974-o

Mackle Commercial Centre Inc.

Avis est par les présentes donné que « Mackle Commercial Centre Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, le 18^e jour de septembre, 1969.

30981-o *Le procureur de la compagnie,*
MAX SLAPACK.

Mackle Commercial Centre Inc.

Notice is hereby given that "Mackle Commercial Centre Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 18th day of September, 1969.

30981-o MAX SLAPACK,
Attorney for the Company.

St. Rémi Industrial Corp.

Avis est donné par les présentes que « St. Rémi Industrial Corp. », une corporation constituée en vertu de la Loi des Compagnies, et ayant son bureau-chef dans la cité de Montréal, fera application auprès du ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des Companies.

Daté à Montréal, ce 16^e jour de septembre, 1969.

30982-o (Seeau) *Les procureurs de la requérante,*
ROBINSON, SHEPPARD,
DRYMER & SHAPIRO.

St. Rémi Industrial Corp.

Notice is hereby given that "St. Rémi Industrial Corp.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 16th day of September, 1969.

30982-o (Seal) ROBINSON, SHEPPARD,
DRYMER & SHAPIRO,
Attorneys for the Petitioner.

Domaine Kamp-Bo ltée

Avis est par les présentes donné, que la compagnie « Domaine Kamp-Bo ltée », s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

St-Raymond, le 29 août 1969.

30975-o *Le président,*
ROLAND G. CANTIN.

Domaine Kamp-Bo ltée

Notice is hereby given that "Domaine Kamp-Bo ltée", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

St-Raymond, August 29, 1969.

30975-o ROLAND G. CANTIN,
President.

La Ferronnerie Demers limitée

Avis est par les présentes donné que « La Ferronnerie Demers limitée », une corporation incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Thetford-Mines, district de Mégantic, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Québec, ce 18^e jour de septembre 1969.

30976-o *Les procureurs de la compagnie,*
TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,
GARNEAU, TRUCHON & MORISSET.

La Ferronnerie Demers limitée

Notice is hereby given that "La Ferronnerie Demers limitée", a company incorporated under Part I of the companies Act, and having its head office at Thetford Mines, district of Mégantic, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Dated at Québec, this 18th day of September, 1969.

30976-o TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,
GARNEAU, TRUCHON & MORISSET,
Attorneys for the Company.

Alker Corp.

Avis est, par les présentes donné que « Alker Corp. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son bureau-chef dans la cité de Montréal, fera application auprès du ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 16^e jour de septembre 1969.

30995-o (Seeau) *Les procureurs de la requérante,*
ROBINSON, SHEPPARD, DRYMER
& SHAPIRO.

Alker Corp.

Notice is hereby given that "Alker Corp.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 16th day of September, 1969.

30995-o (Seal) ROBINSON, SHEPPARD, DRYMER
& SHAPIRO,
Attorneys for the Petitioner.

Imprimerie Charles Larivière inc.

Avis est donné par les présentes que « Imprimerie Charles Larivière inc. », une corporation incorporée le 6 mai 1958 en vertu de la Loi des compagnies et ayant sa principale place d'affaires dans la cité de Montréal, fera une demande au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour l'abandon de sa charte suivant les provisions de ladite loi.

Donné à Montréal, ce 8e jour de septembre 1969.

30977-0 *Le président,*
CHARLES LARIVIÈRE.

S. Savoie limitée

Avis est par les présentes donné que « S. Savoie limitée », une corporation incorporée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies et ayant son siège social à Plessisville, district d'Arthabaska, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Québec, ce 18e jour de septembre 1969.

30983-0 *Les procureurs de la compagnie,*
TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,
GARNEAU, TRUCHON & MORISSET.

Someco Colbert Inc.

Avis est, par les présentes, donné que « Someco Colbert Inc. », une compagnie dûment incorporée en vertu de la Loi des compagnies (Québec) et ayant son siège social à Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de ladite loi.

Signé à Montréal, ce 18e jour de septembre 1969.

30984-0 *Le secrétaire,*
DE GASPÉ BEAUBIEN.

Stephens Estate Securities Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Stephens Estate Securities Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 19e jour d'août 1969.

30985 *Le secrétaire-trésorier,*
DOROTHY COLE.

Andrian Investments Inc.

Avis est par les présentes donné que « Andrian Investments Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en les ville et district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 18e cur de septembre 1969.

30997 *Les procureurs de la requérante,*
SHUSTER, GOTTLIEB,
MARCOVITCH & GLAZER.

Imprimerie Charles Larivière inc.

Notice is hereby given that "Imprimerie Charles Larivière inc.", incorporated under the Companies Act, on May 6, 1958, and having its principal place of business in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the said Act.

Given at Montreal, this 8th day of September, 1969.

30977 CHARLES LARIVIÈRE,
President.

S. Savoie limitée

Notice is hereby given that "S. Savoie limitée", a company incorporated under Part I of the Companies Act, and having its head office at Plessisville, district of Arthabaska, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, for leave to surrender its charter.

Dated at Québec, this 18th day of September, 1969.

30983-0 TREMBLAY, BEAUVAIS, BOUCHARD,
GARNEAU, TRUCHON & MORISSET,
Attorneys for the Company.

Someco Colbert Inc.

Notice is hereby given that "Someco Colbert Inc.", a company duly incorporated under the Companies Act (Québec) and having its head office in Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the said act.

Signed at Montreal, this 18th day of September, 1969.

30984-0 DE GASPÉ BEAUBIEN,
Secretary.

Stephens Estate Securities Ltd.

Notice is hereby given that "Stephens Estate Securities Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 19th day of August, 1969.

30985-0 DOROTHY COLE,
Secretary-Treasurer.

Andrian Investments Inc.

Notice is hereby given that "Andrian Investments Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 18th day of September, 1969.

30997-0 SHUSTER, GOTTLIEB,
MARCOVITCH, & GLAZER,
Attorneys for the Petitioner.

Verdun System Co. Inc.

Prenez avis que la compagnie « Verdun System Co. Inc. », demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
30986-o ME PIERRE MORIN.

Bekmer Corp.

Avis est par les présentes donné que « Bekmer Corp. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son bureau-chef dans la cité de Montréal, fera application auprès du ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner sa charte delon les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 16^e jour de septembre, 1969.

(Sceau) *Les procureurs de la requérante,*
30996-o ROBINSON, SHEPPARD,
DRYMER & SHAPIRO.

Federal Equipment (Eastern) Limited

Avis est par les présentes donné que « Federal Equipment (Eastern) Limited », une corporation ayant son siège social en la ville de Montréal s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Toronto, ce 17^e jour de septembre 1969.

30993 *Le secrétaire,*
J. N. CHALMERS.

Lawrence Transport & Cartage Corp.

Avis est donné que « Lawrence Transport & Cartage Corp. », s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir l'abandon de sa charte.

Montréal, 16 septembre 1969.

30999 *Les procureurs de la requérante,*
FRANKEL & FRANKEL.

Christopher's Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies, « Christopher's Inc. », s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, que son annualtion soit dirigée et qu'une date soit fixée à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Montréal, P.Q., ce 17^e jour de septembre 1969.

31016-o (Sceau) *Le secrétaire,*
N. H. BARTON.

M.L.M. Holdings Ltd.

Avis est par les présentes donné que « M.L.M. Holdings Ltd. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 12^e jour de septembre 1969.

31017 (Sceau) *Le secrétaire,*
MELVIN L. GREENBERG.

Verdun System Co. Inc.

Notice is hereby given that "Verdun System Co. Inc.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

30986 ME. PIERRE MORIN,
Attorney for the Company.

Bekmer Corp.

Notice is hereby given that "Bekmer Corp.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montréal, this 16th day of September, 1969.

30996-o (Seal) ROBINSON, SHEPPARD,
DRYMER & SHAPIRO,
Attorneys for the Petitioner.

Federal Equipment (Eastern) Limited

Notice is hereby given that "Federal Equipment (Eastern) Limited", a corporation having its head office in the city of Montreal will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Co-operatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Toronto, this 17th day of September, 1969.

30998-o J. N. CHALMERS,
Secretary.

Lawrence Transport & Cartage Corp.

Take notice that "Lawrence Transport & Cartage Corp.", will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, September 16, 1969.

30999-o FRANKEL & FRANKEL,
Attorneys for the applicant.

Christopher's Inc.

Under the provisions of the Companies Act, "Christopher's Inc.", hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Montreal, P.Q., this 17th day of September 1969.

31016-o (Seal) N. H. BARTON,
Secretary.

M.L.M. Holdings Ltd.

Notice is hereby given that "M.L.M. Holdings Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the companies Act.

Dated at Mintreal, this 12th day of September, 1969.

31017-o (Seal) MELVIN L. GREENBERG,
Secretary.

The Mailman Foundation (Québec) Inc.

Avis est par les présentes donné que « The Mailman Foundation (Québec) Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 15^e jour de septembre

31018

Le secrétaire,
WILLIAM WHYTE.

The Mailman Foundation (Québec) Inc.

Notice is hereby given that "The Mailman Foundation (Québec) Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 15th day of September 1969.

31018-o

WILLIAM WHYTE,
Secretary.

Manchester Investment Corp.

Avis est par les présentes donné que « Manchester Investment Corp. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 18^e jour de septembre 1969.

31019

Le secrétaire,
MME JEAN PLOTKIN.

Manchester Investment Corp.

Notice is hereby given that "Manchester Investment Corp.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 18th day of September, 1969.

31019-o

MRS. JEAN PLOTKIN,
Secretary.

Caisses d'épargne et de crédit

Savings and Credit Unions

La Caisse populaire de St-Alexis de Grande Baie (Dubuc)

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le trentième jour du mois de juin 1969, par « La Caisse populaire de St-Alexis de Grande-Baie (Dubuc) », modifiant son territoire qui était celui de la paroisse de Grande-Baie en celui de la paroisse de Grande-Baie et les cantons Ferland et Boileau (territoires non organisés: Chicoutimi-Sud).

Québec, le 15 septembre 1969.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
30968-o JEAN DE GRANDPRÉ.

La Caisse populaire de St-Alexis de Grande Baie (Dubuc)

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law adopted on the thirtieth day of the month of June, 1969, by "La Caisse populaire de St-Alexis de Grande-Baie (Dubuc)", amending its territory which was that of the parish of Grande-Baie into that of the parish of Grande-Baie and the townships of Ferland and Boileau (unorganized territories: Chicoutimi-South).

Québec, September 15, 1969.

JEAN DE GRANDPRÉ,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

La Caisse populaire des enseignants de Lapointe

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit: « La Caisse populaire des enseignants de Lapointe ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres, sera: L'association des professeurs de Lapointe.

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé dans la ville de Jonquière, Québec, dans le district électoral de Jonquière.

Québec, le 15 septembre 1969.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
30969-o JEAN DE GRANDPRÉ.

La Caisse populaire des enseignants de Lapointe

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is hereby given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the formation of the savings and credit union "La Caisse populaire des enseignants de Lapointe".

The group from which the union will recruit its members will be: "L'association des professeurs de Lapointe".

The head office of this savings and credit office is situated in the town of Jonquière, Québec, in the electoral district of Jonquière.

Québec, September 15, 1969.

JEAN DE GRANDPRÉ,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

Compagnie dissoute

Pacific Motors Specialty Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'accepter l'abandon de charte de « Pacific Motors Specialty Ltd. », constituée en corporation le 13 mai 1963, à compter du 15 septembre 1969.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30943 2124-63

Company Dissolved

Pacific Motors Specialty Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Pacific Motors Specialty Ltd.", incorporated on May 13, 1963, on and from September 15, 1969.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30943 2124-63

Liquidation — Avis de

La Compagnie Téléphonique de St-Sylvère

Prenez avis que le 20e jour de juin 1969, par jugement de l'Honorable Juge Marcel Crête, dans une cause portant le numéro 3424 du Greffe de la Cour Supérieure du district de Nicolet, ce dernier a ordonné la liquidation de « La Compagnie Téléphonique de St-Sylvère », constituée en vertu de la Loi des compagnies de télégraphe et de téléphone, chapitre 286, Statuts refondus, 1964, et nommé à titre de liquidateur M. Wellie Parr, cultivateur, de Saint-Sylvère.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30970-o 721-21

La Cie de téléphone de Halifax Sud-Ouest

Prenez avis que le 18e jour de juin 1969, par jugement de l'Honorable Juge Édouard Laliberté, dans une cause portant le numéro 155-F du Greffe de la Cour Supérieure du district de Mégantic, ce dernier a ordonné la liquidation de « La Cie de téléphone de Halifax Sud-Ouest », constituée en vertu de la Loi des compagnies de télégraphe et de téléphone, chapitre 286, Statuts refondus, 1964, et nommé à titre de liquidateur M. Albert Beaudoin, cultivateur, de Saint-Jean-Baptiste-Vianney.

*Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.*

30971-o 1333-16

Winding up Notice

La Compagnie Téléphonique de St-Sylvère

Notice is hereby given that on the 20th day of June, 1969, by judgment of the Honourable Marcel Crête, Judge, in a brief bearing number 3424 of the record-office of the Superior Court of the district of Nicolet, the latter ordered the winding-up of "La Compagnie Téléphonique de St-Sylvère", incorporated pursuant to the Telegraph and Telephone Companies Act, chapter 286, Revised Statutes, 1964, and appointed as liquidator, Mr. Wellie Parr, farmer of Saint-Sylvère.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30970 721-21

La Cie de téléphone de Halifax Sud-Ouest

Notice is hereby given that on the 18th day of June, 1969, by judgment of the Honourable Édouard Laliberté, Judge, in a brief bearing number 155-F of the record-office of the Superior Court of the district of Mégantic, the latter ordered the winding-up of "La Cie de téléphone de Halifax Sud-Ouest", incorporated pursuant to the Telegraph and Telephone Companies Act, chapter 286, Revised Statutes, 1964, and appointed as liquidator, Mr. Albert Beaudoin, farmer of Saint-Jean-Baptiste-Vianney.

*LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.*

30971 1333-16

Syndicats professionnels

Syndicat de Ste-Germaine Boulé de l'Union Catholique des Cultivateurs

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat de Ste-Germaine Boulé de l'Union Catholique des Cultivateurs », a été autorisée par le secrétaire de la province le 29 août 1969.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Sainte-Germaine-Boulé, district judiciaire d'Abitibi.

Québec, le 5 septembre 1969.

*Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.*

30944-o 34-69

Professional Syndicates

Syndicat de Ste-Germaine Boulé de l'Union Catholique des Cultivateurs

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat de Ste-Germaine Boulé de l'Union Catholique des Cultivateurs", has been authorized by the Provincial Secretary on August 29, 1969.

The head office of the said professional syndicate is situated at Sainte-Germaine Boulé, judicial district of Abitibi.

Québec, September 5, 1969.

*RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.*

30944 34-69

Syndicat de Vilbois de l'Union Catholique des Cultivateurs

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat de Vilbois de l'Union Catholique des Cultivateurs », a été autorisée par le secrétaire de la province le 29 août 1969.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Villebois, district judiciaire d'Abitibi.

Québec, le 5 septembre 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

30945-o

50-69

Syndicat de Vilbois de l'Union Catholique des Cultivateurs

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat de Vilbois de l'Union Catholique des Cultivateurs", has been authorized by the Provincial Secretary on August 29, 1969.

The head office of the said professional syndicate is situated at Villebois, judicial district of Abitibi.

Québec, September 5, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

30945

50-69

Vente d'effets non-réclamés

Messageries Canadien Pacifique

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le 1er jour de novembre, 1968, et non réclamés aux bureaux des Messageries Canadien Pacifique, à divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, 189 est, rue Queen, Toronto, Ontario, à onze heures du matin, le 6ième jour de novembre 1969, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

La Cie des Messageries Canadien Pacifique.

Le vice-président et gérant-général,
W. J. BOWERS.

30942-38-6-o

Sale of Unclaimed Baggage

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of November, 1968, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company, at different points in the Province of Québec, will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, Auctioneer, at 189 Queen Street East, Toronto, Ontario, at 11:00 o'clock in the forenoon, on the 6th day of November 1969, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Canadian Pacific Express Company.

W. J. BOWERS,

30942-38-6-o *Vice-President and General-Manager.*

Changement de nom — Loi du

Issie Farbarowitch

Avis est par les présentes donné que Issie Farbarowitch, comptable agréé, domicilié au 300 St-Aubin, dans la cité de St-Laurent, district de Montréal, Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Issie Farber.

Les procureurs du requérant,
CHAIKELSON & CHAIKELSON.

30891-38-2-o

Change of name — Act

Issie Farbarowitch

Notice is hereby given that Issie Farbarowitch, chartered accountant, domiciled at 300 St. Aubin, in the city of St. Laurent, district of Montreal, Québec, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an Order changing his name to Issie Farber.

CHAIKELSON & CHAIKELSON,
Attorneys for Applicant.

30891-38-2

Elsa Elizabeth Erika Rosenberg

Avis est donné que Elsa Elizabeth Erika Rosenberg, domestique, des cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un décret changeant son nom en celui de Elizabeth Erika Robertson.

Montréal, ce 10e jour de septembre 1969.

Les procureurs de la requérante,
O'BRIEN, HOME, HALL, SAUNDERS,
O'BRIEN & SMYTH.

30892-38-2-o

Elsa Elizabeth Erika Rosenberg

Notice is given that Elsa Elizabeth Erika Rosenberg, domestic, of the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council to obtain an order changing her name to that of Elizabeth Erika Robertson.

Montréal, this 10th day of September 1969.

O'BRIEN, HOME, HALL, SAUNDERS,
O'BRIEN & SMYTH,
Attorneys for the Petitioner.

30892-38-2-o

Alexander Gerle

Prenez avis que M. Alexander Gerle, directeur d'École de conduite des cité et district de Montréal et résidant au 12034 DePatie, demande pour lui-même, pour sa femme, Dame Elizabeth Gerle et pour son fils mineur, Peter Jan Gerle, le changement de son nom de famille de Gerle pour Grant.

Les procureurs des requérants,
ADESKY, KINGSTONE,
ZERBIAS & POULIN.

30874-38-2-o

Alexander Gerle

Take notice that Mr. Alexander Gerle, Driving School Director of the city and district of Montreal and therein residing at 12034 DePatie, shall apply in his behalf, on behalf of his wife, Dame Elizabeth Gerle and his minor son, Peter Jan Gerle, to change his family name from Gerle to Grant.

ADESKY, KINGSTONE,
ZERBIAS & POULIN,
Attorneys for petitioners.

30874-38-2-o

Seymour Borochovitz

Avis est par les présentes donné que Seymour Borochovitz résidant à 661, avenue Bertrand, en la cité de Saint-Laurent, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un décret lui permettant de changer son nom en celui de Seymour Brock et le nom de famille de son épouse Gloria Borochovitz et celui des enfants nés de leur mariage, Jerry, Phyllis and Beverley résidant à la même adresse, en celui de Brock ledit nom devant servir à toutes fins légales.

Montréal, 11 septembre 1979.

Le procureur du requérant,
30890-38-2 MONROE A. CHARLAP.

Moufid Mohamed Wadi Chichakli

Avis est donné par ces présentes que Moufid Mohamed Wadi Chichakli, ingénieur-mécanique, résidant et domicilié au numéro 568 Lakeshore Road, en la cité de Beaconsfield, district de Montréal, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, sous la Loi du changement de nom demandant le changement de son nom à Moufid William Shishakly, lequel changement bénéficiera sa femme, Winifred Lorna Pacey Shishakly, et ses enfants, Marwan Raoul Shishakly, Rachad Shishakly, Peter Moufid Shishakly, William Farid Shishakly et Linda Inayat Shishakly.

Les procureurs du requérant,
30972-39-2-o BLANSHAY & BLANCHAY.

Gérard Guilda Guay

Par les présentes, prenez avis que Monsieur Gérard Guilda Guay a présenté au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, une requête sous l'autorité de Loi en changement de nom afin de faire changer les noms inscrits en son baptistaire: Joseph Jonas Gildy Guay, par Joseph Gérard-Guilda Guay.

30973-39-2-o

John Donald Billington

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2821, du 17 septembre 1969, d'effectuer le changement de nom de John Donald Roberts en celui de John Donald Billington.

Québec, 22 septembre 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
31010-o RAYMOND DOUVILLE.

Terrance Wesley Chiasson

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2824, du 17 septembre 1969, d'effectuer le changement de nom de Terrance Wesley Schlievert en celui de Terrance Wesley Chiasson.

Québec, 22 septembre 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
31010-o RAYMOND DOUVILLE.

James Joseph McLoof

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2820, du 17 septembre 1969, d'effectuer le changement de nom de Joseph McLoof en celui de James Joseph McLoof.

Québec, 22 septembre 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
31010-o RAYMOND DOUVILLE.

Seymour Borochovitz

Notice is hereby given that Seymour Borochovitz residing at 661 Bertrand Avenue in the city of St. Laurent, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for the adoption of an Order changing his name to that of Seymour Brock and the family name of his wife Gloria Borochovitz and the children issued of the said marriage, Jerry, Phyllis, and Beverley, residing at the same address, to that of Brock the said names to serve for all legal purposes.

Montreal, September 11, 1969.

MONROE A. CHARLAP,
30890-38-2-o *Attorney for the Petitioner.*

Moufid Mohamed Wadi Chichakli

Notice is hereby given that Moufid Mohamed Wadi Chichakli, mechanical engineer, of the city of Beaconsfield in the district of Montreal, residing at 568 Lakeshore Road, will make application to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Moufid William Shishakly. The said change of name will benefit his wife, Winifred Lorna Pacey Shishakly and his children Marwan Raoul Shishakly, Rachad Shishakly, Peter Moufid Shishakly, William Farid Shishakly and Linda Inayat Shishakly.

BLANSHAY & BLANSHAY,
30972-39-2-o *Attorneys for Applicant.*

Gérard Guilda Guay

Notice is hereby given that Mr. Gérard Guilda Guay has submitted to the Lieutenant-Governor of the Province of Québec a request under the change of name Act, in order to change the name appearing on his birth certificate Joseph Jonas Gildy Guay for Joseph Gérard Guilda Guay.

30973-39-2-o

John Donald Billington

The Lieutenant-Governor in Council was pleased, by decree Number 2821, dated September 17, 1969, to effect the change of name of John Donald Roberts into that of John Donald Billington.

Québec, September 22, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
31010 *Assistant Secretary of the Province.*

Terrance Wesley Chiasson

The Lieutenant-Governor in Council was pleased, by decree Number 2824, dated September 17, 1969, to effect the change of name of Terrance Wesley Schlievert into that of Terrance Wesley Chiasson.

Québec, September 22, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
31010 *Assistant Secretary of the Province.*

James Joseph McLoof

The Lieutenant-Governor in Council was pleased, by decree Number 2820, dated September 17, 1969, to effect the change of name of Joseph McLoof into that of James Joseph McLoof.

Québec, September 22, 1969.

RAYMOND DOUVILLE,
31010 *Assistant Secretary of the Province.*

Leonard Charles Roth

Leonard Charles Roth

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2823, du 17 septembre 1969, d'effectuer le changement de nom de Leonard Charles Rotenstein en celui de Leonard Charles Roth.

The Lieutenant-Governor in Council was pleased, by decree Number 2823, dated September 17, 1969, to effect the change of name of Leonard Charles Rotenstein into that of Leonard Charles Roth.

Québec, 22 septembre 1969.

Québec, September 22, 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

31010-o

31010

Nelson Raymond Sproule

Nelson Raymond Sproule

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par le décret numéro 2822, du 17 septembre 1969, d'effectuer le changement de nom de Nelson Raymond Dubeau en celui de Nelson Raymond Sproule.

The Lieutenant-Governor in Council was pleased, by decree Number 2822, dated September 17, 1969, to effect the change of name of Nelson Raymond Dubeau into that of Nelson Raymond Sproule.

Québec, 22 septembre 1969.

Québec, September 22, 1969.

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

31010-o

31010

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Department of Industry and Commerce

Loi sur les pêcheries

Fisheries Act

Règlement de pêche du Québec

Québec Fishery Regulation

Avis de pêche aux coquillages

Notice of Shell Fishing

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters:

N-19.2 Pointe aux Morts — quai de Havre St-Pierre

N-19.2 Pointe aux Morts — wharf at Havre St-Pierre

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru et la mise en conserve.

are toxic to a degree unsafe for use as a raw food and for canning.

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1, of the Québec Fishery Regulation, the Minister hereby closes the said areas to fishing, and forbids whomsoever to fish, to take or to have in his possession shellfish from the said areas.

Québec, le 18 septembre 1969.

Québec, September 18, 1969.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,
JEAN-PAUL BEAUDRY.

JEAN-PAUL BEAUDRY,

31011

Minister of Industry and Commerce.

Loi sur les pêcheries

Fisheries Act

Règlement de pêche du Québec

Québec Fishery Regulation

Avis de pêche aux coquillages

Notice of Shell Fishing

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters:

G-24.2.3 Au nord du chenal, site de l'ancien moulin, Haldimand ouest — pont ferroviaire du goulet du barachois

G-24.2.3 North of the channel, site of the old mill, Haldimand west — railway bridge over the narrows of the "barachois"

ne sont plus toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru.

are no longer toxic to a degree unsafe for use as a raw food.

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre d'ouvrir lesdites régions à la pêche et de permettre à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulation, the Minister hereby opens the said areas to fishing, and permits whomsoever to fish, to take or to have in his possession shellfish from the said areas.

Québec, le 18 septembre 1969.

Québec, September 18, 1969.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,
JEAN-PAUL BEAUDRY.

JEAN-PAUL BEAUDRY,

31011

Minister of Industry and Commerce.

Loi sur les pêcheries*Règlement de pêche du Québec*

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

B-11 Quai de Ste-Anne-des-Monts - Pointe de Chasse (Ruisseau à Rebours)

B-12 Pointe de Chasse (Ruisseau à Rebours) - Pointe Pleureuse

B-13 Pointe Pleureuse - Quai de Grande-Vallée

B-14 Quai de Grande-Vallée - Grand Étang

B-15 Grand Étang - Petit Cap

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru et la mise en conserve.

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Québec, le 12 septembre 1969.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,
31011-0 JEAN-PAUL BEAUDRY.

Loi sur les pêcheries*Règlement de pêche du Québec*

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-11.1.2 région s'étendant de la division des cantons Cannon et Fitzpatrick - pont de la route 15 (Rivière Pentecôte)

N-11.1.4 région s'étendant de Crooked Island (Baie aux Outardes) - Pointe Sproule sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru.

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en Conseil Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Québec, le 9 septembre 1969.

Le Ministre de l'Industrie et du Commerce,
31011-0 JEAN-PAUL BEAUDRY.

Loi sur les pêcheries*Règlement de pêche du Québec*

Avis de pêche aux coquillages

Vu la décision du ministre de la Santé nationale et du Bien-être social à l'effet que les coquillages des régions coquillières situées le long des côtes et des eaux:

N-1.1 région s'étendant de Tadoussac - pointe est de rivière Petite Bergeronne

N-2.1 région s'étendant de Les Escoumins - Ilets Penchés

Fisheries Act*Québec Fishery Regulation*

Notice of Shell Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters:

B-11 Wharf at Ste-Anne-des-Monts - Pointe de Chasse (Ruisseau à Rebours)

B-12 Pointe de Chasse (Ruisseau à Rebours) - Pointe Pleureuse

B-13 Pointe Pleureuse - Wharf at Grande-Vallée

B-14 Wharf at Grande-Vallée - Grand Étang

B-15 Grand Étang - Petit Cap

are toxic to a degree unsafe for use as a raw food and for canning.

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulation, the Minister hereby closes the said areas to fishing, and forbids whomsoever to fish, to take or to have in his possession shellfish from the said areas.

Québec, September 12, 1969.

JEAN-PAUL BEAUDRY,
31011 Minister of Industry and Commerce.

Fisheries Act*Québec Fishery Regulation*

Notice of Shell Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters:

N-11.1.2 area extending from the dividing line between the townships of Cannon and Fitzpatrick - bridge on Route 15 (Pentecôte River)

N-11.1.4 area extending from Crooked Island (Baie aux Outardes) - Pointe Sproule are toxic to a degree unsafe for use as a raw food.

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulation, the Minister hereby closes the said areas to fishing and forbids whomsoever to fish, to take or to have in his possession shellfish from the said areas.

This interdiction does not apply, however, to licenced producers (Order in Council Québec 1963-779) for canning purposes only.

Québec, September 9, 1969.

JEAN-PAUL BEAUDRY,
31011 Minister of Industry and Commerce.

Fisheries Act*Québec Fishery Regulation*

Notice of Shell Fishing

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that shellfish in and along the shores and waters:

N-1.1 area extending from Tadoussac - east point of the Petite Bergeronne River

N-2.1 area extending from Les Escoumins - Ilets Penchés

sont toxiques à un point qui les rend dangereux pour la consommation à l'état cru et la mise en conserve.

À ces causes et conformément à l'article 6, paragraphe 1, du Règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coquillages provenant desdites régions.

Québec, le 9 septembre 1969.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce,
31011-o JEAN-PAUL BEAUDRY.

are toxic to a degree unsafe for use as a raw food and for canning.

Therefore, pursuant to section 6, paragraph 1 of the Québec Fishery Regulation, the Minister hereby closes the said areas to fishing, and forbids whomsoever to fish, to take or to have in his possession shellfish from the said areas.

Québec, September 9, 1969.

JEAN-PAUL BEAUDRY,
31011 Minister of Industry and Commerce.

Vente pour taxes

Ville de Sainte-Foy

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la ville de Sainte-Foy, que les immeubles ci-dessous désignés seront vendus à l'enchère publique, au bureau de la municipalité, 1000 Route de l'Église, Sainte-Foy, JEUDI le VINGT-TROISIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1969, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires ainsi que des intérêts encourus et des frais, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

L.G. Power Land Development Inc.— La subdivision cent un du lot originaire trente-cinq (35-101).

Georges A. Mercier.— La subdivision onze du lot originaire deux cent soixante (260-11).

Georges Demetre.— Une partie du lot deux cent trente-deux (232-P), mesurant cent pieds (100'), m.a., dans ses lignes nord-est et sud-ouest et cent trente-cinq pieds et un dixième (135.1'), m.a., dans ses lignes nord-ouest et sud-est; bornée au nord-ouest par une autre partie du lot deux cent trente-deux (232-P), au nord-est par la subdivision un du lot originaire deux cent trente-deux (232-1) (boul. Pie XII), au sud-est par la subdivision seize du lot originaire deux cent trente-deux (232-16) (rue McCartney), au sud-ouest par le lot deux cent trente-quatre (234).

Canava-American Watch Factory Ltd.— Une partie du lot cent vingt et un (121-P), mesurant cent quatre vingt-quinze pieds et neuf dixièmes (195.9'), m.a., dans sa ligne nord-ouest, et cent trente-trois pieds (133'), m.a., dans sa ligne nord-est; bornée au nord-ouest par la subdivision quatre du lot originaire cent vingt et un (121-4) et les resubdivisions un et deux de la subdivision cinq du lot originaire cent vingt et un (121-5-1 et 121-5-2), au nord-est par la subdivision six du lot originaire cent vingt et un (121-6), au sud-est par le lot quarante-cinq (45) du cadastre de Notre-Dame de Québec banlieue, et au sud-ouest par une partie de la subdivision soixante et un du lot originaire cent vingt (120-61).

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy. La vente des immeubles décrits dans le présent avis est faite, s'il y a lieu, sujette aux charges pouvant affecter lesdits immeubles.

Le prix d'adjudication de chacun des immeubles sera payé comptant.

Donné à Sainte-Foy, ce 10e jour de septembre 1969.

30875-38-2-o

Le greffier de la Ville,
NOËL PERRON, avocat.

Sale for Taxes

Town of Sainte Foy

Public notice is hereby given by the undersigned, town clerk of the town of Sainte-Foy, that the hereinafter described immovables will be sold by public auction, at the municipality office, 1000 Church Road, Sainte-Foy, on THURSDAY, the TWENTY-THIRD day of OCTOBER 1969, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy to the payment of municipal and school taxes, with accrued interests and costs incurred thereon, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

L.G. Power Land Development Inc.— The subdivision one hundred one of original lot thirty-five (35-101).

Georges A. Mercier.— The subdivision eleven of original lot two hundred and sixty (260-11).

Georges Demetre.— A parcel of land being part of lot two hundred and thirty-two (232-P), measuring one hundred feet (100'), E.M., on the northeast and southwest lines and one hundred thirty-five and one tenth feet (135.1'), on the northwest and southeast lines; bounded as follows: to the northwest by part of lot two hundred and thirty-two (232-P), to the northeast by the subdivision one of original lot two hundred and thirty-two (232-1) (Pie XII blvd), to the southeast by the subdivision sixteen of original lot two hundred and thirty-two (232-16) (McCartney St.), to the southwest by lot two hundred and thirty-four (234).

Canava-American Watch Factory Ltd.— A parcel of land being part of lot one hundred and twenty-one (121-P) measuring one hundred and ninety-five and nine tenths feet (195.9'), on the northwest line, and one hundred and thirty-three feet (133') on the northeast line, bounded as follows; to the northwest by the subdivision four of original lot one hundred and twenty-one (121-4), the resubdivisions one and two of the subdivision five or original lot one hundred and twenty-one (121-5-1 and 121-5-2), to the northeast by the subdivision six of original lot one hundred and twenty-one (121-6), to the southeast by lot forty-five (45) of the official cadastre of Notre-Dame of Québec, suburb, and to the southwest by part of the subdivision sixty-one of original lot one hundred and twenty (120-61).

The above-mentioned immovables are all in the cadastre of the parish of Sainte-Foy. The sale of immovables described in the present notice is made, if deemed necessary, subject to other charges which may affect said immovables.

The adjudication price of each of the immovables must be paid in cash.

Given in the town of Sainte-Foy, this 10th day of September 1969. NOËL PERRON, Lawyer,
20875-38-2-o Town Clerk.

**Ministère des institutions
financières, compagnies et
coopératives
Assurances**

**Department of Financial
Institutions, Companies and
Cooperatives
Insurance**

**American Bankers Life Assurance Company
of Florida**

*Avis d'émission de permis et de certificat
d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « American Bankers Life Assurance Company of Florida », enregistrée sous le numéro 721, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 2355, qui l'autorise à compter du 28 août 1969, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Vie; Accident; Maladie.

Le siège social de la compagnie est situé à 600, avenue Brickell, Miami, état de la Floride, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur John L. O'Brien, 2100, Place du Canada, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 8 septembre 1969.

*Pour le ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives de la province,
Le surintendant des assurances,*
30893-38-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

**American Bankers Life Assurance Company
of Florida**

*Notice of Issue of License and Certificate of
Registration*

Notice is hereby given that "American Bankers Life Assurance Company of Florida", registered under number 721, has obtained the license and certificate of registry number 2355, authorizing it, as from the 28th of August 1969, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Life; Accident; Sickness.

The head office of the company is situated at 600, Brickell Avenue, Miami, State of Florida, United States of America.

The company has appointed Mr. John L. O'Brien, 2100, Place du Canada, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, the 8th of September 1969.

*For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives of the Province,*
ROGER-A. CAMARAIRE,
30893-38-2-o *Superintendent of Insurance.*

Proclamation

Proclamation

Canada,
Province de Québec,
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

*Le sous-procureur
général,*
ANTONIO DUBÉ. } **A**TTENDU qu'une demande Nous a été faite à l'effet de détacher le territoire ci-après décrit de la municipalité de la paroisse de Saint-Luc, dans le comté municipal de Matane, et de l'annexer à la municipalité de la paroisse de Saint-René-de-Matane, dans le même comté municipal;

ATTENDU que les formalités prescrites par la loi à cet égard ont été observées;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

ATTENDU qu'en vertu de l'article 42 du Code municipal, la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2530, en date du 27 août 1969, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons et décrétons par les présentes, QUE le territoire suivant, à savoir:

Canada,
Province of Québec,
[L. S.]
HUGUES LAPOINTE

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

ANTONIO DUBÉ, } **W**HEREAS We have been Deputy-Attorney } requested to detach General. } the territory hereafter described from the municipality of the parish of Saint-Luc, in the municipal county of Matane, and to annex it to the municipality of the parish of Saint-René-de-Matane, in the same municipal county;

WHEREAS all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted;

WHEREAS pursuant to section 42 of the Municipal Code, this proclamation will come into force on the first day of January following the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 2530, dated August 27, 1969, and in conformity with the provisions of the Municipal Code of Our Province of Québec, We hereby declare and decree,

THAT the following territory, to wit:

Un territoire dans le canton de Tessier, faisant actuellement partie de la municipalité de la paroisse de Saint-Luc dans le comté de Matane, comprenant en référence au cadastre officiel dudit canton de Tessier, les lots et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, routes, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne extérieure sud-ouest du canton de Tessier avec la ligne séparative des rangs V et VI; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: partie de ladite ligne séparative de rangs jusqu'à la ligne séparative des lots 29 et 30 du rang VI; la ligne séparative des lots 29 et 30 dans les rangs VI et VII; partie de la ligne séparant le rang VII des rangs VIII, Nord-Est Rivière Matane et Sud-Ouest Rivière Matane, jusqu'à la ligne extérieure sud-ouest du canton de Tessier; enfin, partie de ladite ligne extérieure sud-ouest dudit canton en allant vers le nord-ouest jusqu'au point de départ; sera, à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle du Québec*, détaché de la municipalité de la paroisse de Saint-Luc, dans le comté municipal de Matane, et sera annexé à la municipalité de la paroisse de Saint-René-de-Matane, dans le même comté municipal.

QUE la présente proclamation entrera en vigueur le premier janvier suivant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce onzième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante-neuf de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-huitième année.

Par ordre,

Le sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

31010-o

A territory in the township of Tessier, presently a part of the municipality of the parish of Saint-Luc, in the county of Matane, including in reference to the official cadastre of the said township of Tessier, the lots and their subdivisions, present and future, as well as the roads, routes, water courses or parts of these, the whole enclosed within the limits hereafter described, to wit: starting from the intersection point of the south-west exterior line of the township of Tessier with the separative line of ranges V and VI; thence, successively, the following lines and demarcations: part of the said separative line of the ranges up to the separative line of lots 29 and 30 of range VI; the separative line of lots 29 and 30 on ranges VI and VII; part of the line separating range VII from ranges VIII, north-east Matane River and south-west Matane River, up to the exterior south-west line of the township of Tessier; finally, part of the said exterior south-west line of the said township going to the north-west to the point of departure; will be, from and after the first day of January following the date of publication of this proclamation in the *Québec Official Gazette*, detached from the municipality of the parish of Saint-Luc, in the municipal county of Matane, and will be annexed to the municipality of the Parish of Saint-René-de-Matane, in the same municipal county.

THAT this proclamation will enter into force on the first day of January following the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

OF ALL OF WHICH, all Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this eleventh day of September, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-nine and in the eighteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

31010

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 13 août 1969.

M. Luc Laroche, docteur en médecine, de Lucerne: coroner pour le district judiciaire de Hull, avec juridiction seulement sur le district électoral de Hull.

Québec, le 20 août 1969.

M. Donat Quimper, avocat, membre du Barreau du Québec, et conseil en Loi de la reine, de Ste-Foy: juge de la Cour provinciale, avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district

Appointments

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by Commissions under the Great Seal of the Province, the following appointments:

Québec, August 13, 1969.

Mr. Luc Laroche, medical doctor, of Lucerne: coroner for the judicial district of Hull, with jurisdiction only in the electoral district of Hull.

Québec, August 20, 1969.

Mr. Donat Quimper, advocate, member of the Bar of Québec, and Queen's Counsel learned in the law, of St. Foy: Judge of the Provincial Court, with jurisdiction in the entire Province, but particularly and without restriction, in the judi-

judiciaire de Québec, et pour agir, dans la province, selon l'article 126 des Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 20, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions accordées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de districts, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de « magistrat » ou sous celui de « magistrat de district », avec résidence dans la ville de Québec ou dans le voisinage immédiat, ledit monsieur Donat Quimper, vu sa présente nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer sous l'autorité du paragraphe b) de l'article 466 du Code criminel, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel.

Le sous-secrétaire de la province,
31010-o RAYMOND DOUVILLE.

cial district of Québec, and to act, in the Province, according to section 126 of the Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 20, as district magistrate as to that which concerns the jurisdictions granted by the Acts of the Parliament of Canada to district magistrates, whether these jurisdictions be granted to them under the title of "magistrate" or under that of "district magistrate", with residence in the city of Québec or in the immediate vicinity, the said Mr. Donat Quimper, in view of his present appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Judge of the Provincial Court, being authorized to exercise under the authority of paragraph (b) of section 466 of the Criminal Code, the jurisdiction of a magistrate under Part XVI of this Criminal Code.

RAYMOND DOUVILLE,
31010 Assistant Secretary of the Province.

Soumissions

Ville d'Aylmer Comté de Gatineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J.-M. Racine, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 120, rue Principale, Aylmer, comté de Gatineau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 14 octobre 1969, pour l'achat de \$400,000 d'obligations de la ville d'Aylmer, comté de Gatineau, datées du 1er novembre 1969 et remboursables par séries du 1er novembre 1970 au 1er novembre 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlement numéro 301 — \$400,000 — usine de filtration.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1969.

Tableau d'amortissement — \$400,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1970.....	\$ 2,000
1er novembre 1971.....	2,000
1er novembre 1972.....	2,000
1er novembre 1973.....	2,000
1er novembre 1974.....	2,000
1er novembre 1975.....	3,000
1er novembre 1976.....	3,000
1er novembre 1977.....	3,000
1er novembre 1978.....	3,000
1er novembre 1979.....	3,000
1er novembre 1980.....	4,000
1er novembre 1981.....	4,000
1er novembre 1982.....	4,000
1er novembre 1983.....	4,000
1er novembre 1984.....	5,000
1er novembre 1985.....	5,000
1er novembre 1986.....	6,000
1er novembre 1987.....	6,000
1er novembre 1988.....	6,000
1er novembre 1989.....	331,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance

Tenders

Town of Aylmer County of Gatineau

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J.-M. Racine, Secretary-Treasurer, Town Hall, 120 Principal Street, Aylmer, county of Gatineau, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., Tuesday, October 14, 1969, for the purchase of an issue of \$400,000 of bonds for the town of Aylmer, county of Gatineau, dated November 1, 1969 and redeemable serially from November 1, 1970 to November 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the tables of redemption in the present notice.

By-law number 301 — \$400,000 — filtering plant.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1969.

Table of redemption — \$400,000 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1970.....	\$ 2,000
November 1, 1971.....	2,000
November 1, 1972.....	2,000
November 1, 1973.....	2,000
November 1, 1974.....	2,000
November 1, 1975.....	3,000
November 1, 1976.....	3,000
November 1, 1977.....	3,000
November 1, 1978.....	3,000
November 1, 1979.....	3,000
November 1, 1980.....	4,000
November 1, 1981.....	4,000
November 1, 1982.....	4,000
November 1, 1983.....	4,000
November 1, 1984.....	5,000
November 1, 1985.....	5,000
November 1, 1986.....	6,000
November 1, 1987.....	6,000
November 1, 1988.....	6,000
November 1, 1989.....	331,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be

10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$30,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er novembre 1989 au montant de \$331,000 comprend un solde de \$324,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er novembre 1990.....	\$ 7,000
1er novembre 1991.....	8,000
1er novembre 1992.....	9,000
1er novembre 1993.....	9,000
1er novembre 1994.....	10,000
1er novembre 1995.....	11,000
1er novembre 1996.....	12,000
1er novembre 1997.....	12,000
1er novembre 1998.....	13,000
1er novembre 1999.....	14,000
1er novembre 2000.....	15,000
1er novembre 2001.....	17,000
1er novembre 2002.....	18,000
1er novembre 2003.....	19,000
1er novembre 2004.....	21,000
1er novembre 2005.....	22,000
1er novembre 2006.....	24,000
1er novembre 2007.....	26,000
1er novembre 2008.....	27,000
1er novembre 2009.....	30,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Aylmer.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de \$331,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$331,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 14 octobre 1969, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 120, rue Principale, Aylmer, comté de Gatineau, P.Q.

received and considered for 10-year serial bonds, with the balance being for 20-year fixed-term or 10-year serial bonds with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided however, that this latter part be for an amount not less than \$30,000, and if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The November 1, 1989 maturity in the amount of \$331,000 includes a balance of \$324,000 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	Capital
November 1, 1990.....	\$ 7,000
November 1, 1991.....	8,000
November 1, 1992.....	9,000
November 1, 1993.....	9,000
November 1, 1994.....	10,000
November 1, 1995.....	11,000
November 1, 1996.....	12,000
November 1, 1997.....	12,000
November 1, 1998.....	13,000
November 1, 1999.....	14,000
November 1, 2000.....	15,000
November 1, 2001.....	17,000
November 1, 2002.....	18,000
November 1, 2003.....	19,000
November 1, 2004.....	21,000
November 1, 2005.....	22,000
November 1, 2006.....	24,000
November 1, 2007.....	26,000
November 1, 2008.....	27,000
November 1, 2009.....	30,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Aylmer.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to or less than \$331,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term bonds for an amount higher than \$331,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on November 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, October 14, 1969, at 8:00 o'clock, p.m., at the Town Hall, 120 Principal Street, Aylmer, county of Gatineau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.
Aylmer (Comté de Gatineau), ce 15 septembre 1969.

Le secrétaire-trésorier,
J.-M. RACINE.

Hôtel de Ville, 120, rue Principale,
Aylmer, Comté de Gatineau, P.Q.
Téléphone: 684-5838, code 819. 31003-0

**Les Commissaires d'écoles pour la
municipalité du Cap-de-la-Madeleine**
Comté de Champlain

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Réginald Vézina, secrétaire-trésorier, Bureau de la commission scolaire, 80, rue Dorval, C.P. 190, Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 13 octobre 1969, pour l'achat de \$235,500 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, datées du 1er octobre 1969 et remboursables par séries du 1er octobre 1970 au 1er octobre 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission, cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Résolutions datées du 30 juin 1969 — \$192,000 — renouvellement d'emprunt; 11 août 1969 — \$43,500 — renouvellement d'emprunt.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1969.

Tableau d'amortissement — \$235,500 — 10 ans

<i>Année</i>	<i>Capital</i>
1er octobre 1970.....	\$18,500
1er octobre 1971.....	19,500
1er octobre 1972.....	20,500
1er octobre 1973.....	21,500
1er octobre 1974.....	22,500
1er octobre 1975.....	24,000
1er octobre 1976.....	25,000
1er octobre 1977.....	26,500
1er octobre 1978.....	28,000
1er octobre 1979.....	29,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair au Cap-de-la-Madeleine.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Aylmer (County of Gatineau), September 15, 1969.

J.-M. RACINE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 120 Principal Street,
Aylmer, County of Gatineau, P.Q.
Telephone: 684-5838, code 819. 31003

**The School Commissioners for the
Municipality of Cap-de-la-Madeleine**
County of Champlain

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Réginald Vézina, Secretary-Treasurer, Office of the School Commission, 80 Dorval Street, P.O. Box 190, Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, P.Q., until 8:00 o'clock, p.m., Monday, October 13, 1969, for the purchase of an issue of \$235,500 of bonds for the school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, dated October 1, 1969 and redeemable serially from October 1, 1970 to October 1, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue, however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

Resolutions dated June 30, 1969 — \$192,000 — renewal of a loan; August 11, 1969 — \$43,500 — renewal of a loan.

For adjudication only, interest will be calculated as from October 1, 1969.

Table of redemption — \$235,500 — 10 years

<i>Year</i>	<i>Capital</i>
October 1, 1970.....	\$18,500
October 1, 1971.....	19,500
October 1, 1972.....	20,500
October 1, 1973.....	21,500
October 1, 1974.....	22,500
October 1, 1975.....	24,000
October 1, 1976.....	25,000
October 1, 1977.....	26,500
October 1, 1978.....	28,000
October 1, 1979.....	29,500

Kindly take note that tenders are requested for bonds, redeemable according to the above table only, and that offers made for short-term bonds will not be considered. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Cap-de-la-Madeleine.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 13 octobre 1969, à 8 heures du soir, Bureau de la commission scolaire, 80, rue Dorval, C.P. 190, Cap-de-la-Madeleine, comté de Champlain, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Cap-de-la-Madeleine (Comté de Champlain), ce 18 septembre 1969.

Le secrétaire-trésorier,
RÉGINALD VÉZINA.

Bureau de la commission scolaire,
80, rue Dorval, C.P. 190,
Cap-de-la-Madeleine (Champlain), P.Q.
Téléphone: 375-7375, code 819. 31004-o

Ville de Donnacona
Comté de Portneuf

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Orance Pépin, secrétaire-trésorier, jusqu'à 6.30 heures du soir, Hôtel de ville, 138, avenue Pleau, Donnacona, comté de Portneuf, P.Q., et par après jusqu'à 7 heures du soir, Salle du Conseil, 285, rue Notre-Dame, Donnacona, comté de Portneuf, P.Q., jeudi, le 16 octobre 1969, pour l'achat de \$650,000 de la ville de Donnacona, comté de Portneuf, datées du 1er novembre 1969 et remboursables par séries du 1er novembre 1970 au 1er novembre 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Règlement numéro V-20 — \$650,000 — aqueduc, égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1969.

Tableau d'amortissement — \$650,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1970.....	\$ 6,000
1er novembre 1971.....	7,000
1er novembre 1972.....	7,000
1er novembre 1973.....	8,000
1er novembre 1974.....	9,000
1er novembre 1975.....	9,000
1er novembre 1976.....	10,000
1er novembre 1977.....	10,000
1er novembre 1978.....	11,000
1er novembre 1979.....	12,000
1er novembre 1980.....	13,000
1er novembre 1981.....	14,000
1er novembre 1982.....	15,000
1er novembre 1983.....	16,000
1er novembre 1984.....	17,000
1er novembre 1985.....	19,000
1er novembre 1986.....	21,000
1er novembre 1987.....	22,000
1er novembre 1988.....	23,000
1er novembre 1989.....	401,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, October 13, 1969, at 8:00 o'clock, p.m., at the Office of the School Commission, 80 Dorval Street, P.O. Box 190, Cap-de-la-Madeleine, county of Champlain, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Cap-de-la-Madeleine (County of Champlain), September 18, 1969.

RÉGINALD VÉZINA,
Secretary-Treasurer.

Office of the School Commission,
80 Dorval Street, P.O. Box 190,
Cap-de-la-Madeleine (Champlain), P.Q.
Telephone: 375-7375, code 819. 31004

Town of Donnacona
County of Portneuf

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Orance Pépin, Secretary-Treasurer, until 6:30 o'clock, p.m., at the Town Hall, 138 Pleau Avenue, Donnacona, county of Portneuf, P.Q., and after until 7:00 o'clock, p.m., at the Council Hall, 285 Notre-Dame Street, Donnacona, county of Portneuf, P.Q., Thursday, October 16, 1969, for the purchase of an issue of \$650,000 of bonds for the town of Donnacona, county of Portneuf, dated November 1, 1969 and redeemable serially from November 1, 1970 to November 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the tables of redemption in the present notice.

By-law Number V-20 — \$650,000 — aqueduct, sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1969.

Table of redemption — \$650,000 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1970.....	\$ 6,000
November 1, 1971.....	7,000
November 1, 1972.....	7,000
November 1, 1973.....	8,000
November 1, 1974.....	9,000
November 1, 1975.....	9,000
November 1, 1976.....	10,000
November 1, 1977.....	10,000
November 1, 1978.....	11,000
November 1, 1979.....	12,000
November 1, 1980.....	13,000
November 1, 1981.....	14,000
November 1, 1982.....	15,000
November 1, 1983.....	16,000
November 1, 1984.....	17,000
November 1, 1985.....	19,000
November 1, 1986.....	21,000
November 1, 1987.....	22,000
November 1, 1988.....	23,000
November 1, 1989.....	401,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. As so, tenders will be

ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$51,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances de la partie renouvelable ci-après mentionnée. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er novembre 1989 au montant de \$401,000 comprend un solde de \$376,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	Capital
1er novembre 1990.....	\$27,000
1er novembre 1991.....	29,000
1er novembre 1992.....	30,000
1er novembre 1993.....	33,000
1er novembre 1994.....	35,000
1er novembre 1995.....	38,000
1er novembre 1996.....	41,000
1er novembre 1997.....	44,000
1er novembre 1998.....	48,000
1er novembre 1999.....	51,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Donnacona.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans le procédé d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal ou moindre de \$401,000. Toutefois, si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$401,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, jeudi, le 16 octobre 1969, à 7 heures du soir, Salle du Conseil, 285, rue Notre-Dame, Donnacona, comté de Portneuf, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donnacona (Comté de Portneuf), ce 17 septembre 1969.

Le secrétaire-trésorier,
ORANCE PÉPIN.

Hôtel de ville, 138, avenue Pleau,
Donnacona, comté de Portneuf, P.Q.,
Téléphone: 285-0110, code 418. 31005-0

received and considered for 10-year serial bonds, with the balance being for 20-year fixed-term or 10-year serial bonds with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided however, that this latter part be for an amount not less than \$51,000, and if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities of the renewable part hereinafter mentioned. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The November 1, 1989 maturity in the amount of \$401,000 includes a balance of \$376,000 renewable for an additional 10-year period, and maturing as follows:

Year	Capital
November 1, 1990.....	\$27,000
November 1, 1991.....	29,000
November 1, 1992.....	30,000
November 1, 1993.....	33,000
November 1, 1994.....	35,000
November 1, 1995.....	38,000
November 1, 1996.....	41,000
November 1, 1997.....	44,000
November 1, 1998.....	48,000
November 1, 1999.....	51,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Donnacona.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to or less than \$401,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term bonds for an amount higher than \$401,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on November 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Thursday, October 16, 1969, at 7:00 o'clock, at the Council Hall, 285 Notre-Dame Street, Donnacona, county of Portneuf, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Donnacona (County of Portneuf), September 17, 1969.

ORANCE PÉPIN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 138 Pleau Avenue,
Donnacona, county of Portneuf, P.Q.,
Telephone: 285-0110, code 418. 31005

**Les Commissaires d'écoles pour la
municipalité de Lauzon**
Comté de Lévis

**The School Commissioners for the
Municipality of Lauzon**
County of Lévis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Yves Guay, secrétaire-trésorier, Bureau de la corporation, Collège de Lauzon, 295, rue St-Joseph, Lauzon, comté de Lévis, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mardi, le 14 octobre 1969, pour l'achat de \$220,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Lauzon, comté de Lévis, datées du 1er novembre 1969 et remboursables par séries du 1er novembre 1970 au 1er novembre 1979 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Yves Guay, Secretary-Treasurer, Office of the Corporation, Collège de Lauzon, 295 St-Joseph St., Lauzon, county of Lévis, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., Tuesday, October 14, 1969, for the purchase of an issue of \$220,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Lauzon, county of Lévis, dated November 1, 1969, and redeemable serially from November 1, 1970 to November 1, 1979 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

Résolutions datées du 1er mai 1959 — \$93,500 — renouvellement d'emprunt; 11 février 1969 — \$126,500 — dépenses d'immobilisation.

Resolutions dated May 1, 1959 — \$93,500 — loan renewal; February 11, 1969 — \$126,500 — capitalization expenses.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1969.

For adjudication only, interest will be calculated as from November 1, 1969.

Tableau d'amortissement — \$220,000 — 10 ans

Table of redemption — \$220,000 — 10 years

Année	Capital
1er novembre 1970.....	\$17,000
1er novembre 1971.....	17,500
1er novembre 1972.....	19,000
1er novembre 1973.....	20,500
1er novembre 1974.....	22,000
1er novembre 1975.....	24,000
1er novembre 1976.....	25,500
1er novembre 1977.....	27,000
1er novembre 1978.....	30,000
1er novembre 1979.....	17,500

Year	Capital
November 1, 1970.....	\$17,000
November 1, 1971.....	17,500
November 1, 1972.....	19,000
November 1, 1973.....	20,500
November 1, 1974.....	22,000
November 1, 1975.....	24,000
November 1, 1976.....	25,500
November 1, 1977.....	27,000
November 1, 1978.....	30,000
November 1, 1979.....	17,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Please note that tenders are requested for bonds redeemable according to the above table only, and that offers made for short-term bonds will not be taken into consideration. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lauzon.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lauzon.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their maturity is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 14 octobre 1969, à 7.30 heures du soir, Bureau de la corporation, Collège de Lauzon, 295, rue St-Joseph, Lauzon, comté de Lévis, P.Q.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, October 14, 1969, at 7:30 o'clock p.m., Office of the Corporation, Collège de Lauzon, 295 St-Joseph St., Lauzon, county of Lévis, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Lauzon (Comté de Lévis), ce 18 septembre 1969.

Le secrétaire-trésorier,
YVES GUAY.

Bureau de la corporation, Collège de Lauzon,
295, rue St-Joseph,
Lauzon (Lévis), P.Q.
Téléphone: 837-0295, code 418. 31006-0

Cité de Rimouski
Comté de Rimouski

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Hubert Dubé, greffier, Hôtel de ville, 55, rue de la Cathédrale, Case postale 710, Rimouski, comté de Rimouski, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mercredi, le 15 octobre 1969, pour l'achat de \$707,000 d'obligations de la cité de Rimouski, comté de Rimouski, datées du 1er novembre 1969 et remboursables par séries du 1er novembre 1970 au 1er novembre 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable, semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements numéros: 31 — \$92,000 — renouvellement d'emprunt; 109 — \$222,500 — renouvellement d'emprunt; 756 — \$160,000 — consolidation de dettes; 775 — \$42,500 — aqueduc, égouts, etc.; 795 — \$190,000 — voirie, etc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1969.

Tableau d'amortissement — \$707,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1970.....	\$20,000
1er novembre 1971.....	21,000
1er novembre 1972.....	22,000
1er novembre 1973.....	24,000
1er novembre 1974.....	25,000
1er novembre 1975.....	27,000
1er novembre 1976.....	28,000
1er novembre 1977.....	30,000
1er novembre 1978.....	33,000
1er novembre 1979.....	35,000
1er novembre 1980.....	38,000
1er novembre 1981.....	40,000
1er novembre 1982.....	42,000
1er novembre 1983.....	46,000
1er novembre 1984.....	38,000
1er novembre 1985.....	41,000
1er novembre 1986.....	44,000
1er novembre 1987.....	48,000
1er novembre 1988.....	51,000
1er novembre 1989.....	54,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$54,000 et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant

Lauzon (County of Lévis), September 18, 1969.

YVES GUAY,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation, Collège de Lauzon,
295, St-Joseph Street,
Lauzon (Lévis), P.Q.
Telephone: 837-0295, code 418. 31006

City of Rimouski
County of Rimouski

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Hubert Dubé, City Clerk, City Hall, 55 de la Cathédrale St., Post Office Box 710, Rimouski, county of Rimouski, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., Wednesday, October 15, 1969, for the purchase of an issue of \$707,000 of bonds for the city of Rimouski, county of Rimouski, dated November 1, 1969, and redeemable serially from November 1, 1970 to November 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or more entire annual amortizations, as shown on the table of redemption in this notice.

By-laws numbers: 31 — \$92,000 — loan renewal; 109 — \$222,500 — loan renewal; 756 — \$160,000 — consolidation of debts; 775 — \$42,500 — aqueduct, sewers, etc.; 795 — \$190,000 — roads, etc.

For adjudication only, interest will be calculated as from November 1, 1969.

Table of redemption — \$707,000 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1970.....	\$20,000
November 1, 1971.....	21,000
November 1, 1972.....	22,000
November 1, 1973.....	24,000
November 1, 1974.....	25,000
November 1, 1975.....	27,000
November 1, 1976.....	28,000
November 1, 1977.....	30,000
November 1, 1978.....	33,000
November 1, 1979.....	35,000
November 1, 1980.....	38,000
November 1, 1981.....	40,000
November 1, 1982.....	42,000
November 1, 1983.....	46,000
November 1, 1984.....	38,000
November 1, 1985.....	41,000
November 1, 1986.....	44,000
November 1, 1987.....	48,000
November 1, 1988.....	51,000
November 1, 1989.....	54,000

Moreover, tenders may be sent and they shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds with the balance for 20-year fixed-term or for 10-year serial bonds with the balance partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term, provided, however, that the latter part be for an amount not less than \$54,000, and, if higher than this latter amount, the said part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities of the issue appearing in this notice,

compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rimouski.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à \$54,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$54,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumissions devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mercredi, le 15 octobre 1969, à 7.30 heures du soir, Hôtel de ville, 55, rue de la Cathédrale, Case postale 710, Rimouski, comté de Rimouski, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rimouski (Comté de Rimouski), ce 12 septembre 1969.

Le greffier,
HUBERT DUBÉ.

Hôtel de ville, 55, rue de la Cathédrale,
Case postale 710, Rimouski,
Comté de Rimouski, P.Q.
Téléphone: 723-3313, code 418. 31007-0

Cité de Salaberry-de-Valleyfield
Comté de Beauharnois

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Charles Codebecq, greffier, Hôtel de Ville, 61, rue Sainte-Cécile, case postale 188, Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois, jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 14 octobre 1969, pour l'achat de \$660,000 d'obligations de la cité de Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois, datées du 1er novembre 1969 et remboursables par séries du 1er novembre 1970 au 1er novembre 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montrés au tableau d'amortissement dans le présent avis.

Règlements numéros: 485 — \$123,500 — renouvellement d'emprunt; 487 — \$123,500 — renouvellement d'emprunt; 577 — \$125,000 —

and starting by the last years of maturities. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rimouski.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to \$54,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount greater than \$54,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on November 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, October 15, 1969, at 7:30 o'clock p.m., in the City Hall, 55 de la Cathédrale St., Post Office Box 710, Rimouski, county of Rimouski, P.Q.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Rimouski (County of Rimouski), September 12, 1969.

HUBERT DUBÉ,
City Clerk.

City Hall, 55 de la Cathédrale St.,
Post Office Box 710, Rimouski,
County of Rimouski, P.Q.
Telephone: 723-3313, code 418. 31007

City of Salaberry-de-Valleyfield
County of Beauharnois

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Charles Codebecq, City Clerk, City Hall, 61 Sainte-Cécile Street, Post Office Box 188, Salaberry-de-Valleyfield, county of Beauharnois, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, October 14, 1969, for the purchase of an issue of \$660,000 of bonds for the city of Salaberry-de-Valleyfield, county of Beauharnois, dated November 1, 1969, and redeemable serially from November 1, 1970 to November 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the table of redemption in the present notice.

By-laws numbers: 485 — \$123,500 — loan renewal; 487 — \$123,500 — loan renewal; 577 — \$125,000 — roads; 599 — \$110,000 — construc-

voirie; 599 — \$110,000 — construction d'édifices pour le port de la municipalité; 603 — \$178,000 — voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1969.

Tableau d'amortissement — \$660,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1970	\$30,000
1er novembre 1971	32,000
1er novembre 1972	33,000
1er novembre 1973	35,000
1er novembre 1974	37,000
1er novembre 1975	39,000
1er novembre 1976	41,000
1er novembre 1977	43,000
1er novembre 1978	47,000
1er novembre 1979	49,000
1er novembre 1980	20,000
1er novembre 1981	21,000
1er novembre 1982	23,000
1er novembre 1983	24,000
1er novembre 1984	26,000
1er novembre 1985	28,000
1er novembre 1986	30,000
1er novembre 1987	32,000
1er novembre 1988	34,000
1er novembre 1989	36,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$36,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Valleyfield.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à \$36,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$36,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

tion of buildings for the harbour of the municipality; 603 — \$178,000 — roads.

For adjudication only, interest will be calculated as from November 1, 1969.

Table of redemption — \$660,000 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1970	\$30,000
November 1, 1971	32,000
November 1, 1972	33,000
November 1, 1973	35,000
November 1, 1974	37,000
November 1, 1975	39,000
November 1, 1976	41,000
November 1, 1977	43,000
November 1, 1978	47,000
November 1, 1979	49,000
November 1, 1980	20,000
November 1, 1981	21,000
November 1, 1982	23,000
November 1, 1983	24,000
November 1, 1984	26,000
November 1, 1985	28,000
November 1, 1986	30,000
November 1, 1987	32,000
November 1, 1988	34,000
November 1, 1989	36,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year short-term serial bonds. Also tenders will be received and considered for 10-year serial bonds, with the balance for 20-year fixed-term or 10-year serial with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided, however, that this latter part be for an amount not less than \$36,000, and if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturities appearing in this notice, and starting by the last years of maturities. However, tenders will be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms, save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Valleyfield.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to \$36,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term for an amount higher than \$36,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on November 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, mardi, le 14 octobre 1969, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 61, rue Sainte-Cécile, case postale 188, Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Salaberry-de-Valleyfield (Comté de Beauharnois), ce 15 septembre 1969.

Le greffier,
CHARLES CODEBECQ.

Hôtel de Ville, 61, rue Sainte-Cécile,
Case postale 188, Salaberry-de-Valleyfield,
Comté de Beauharnois, P.Q.
Téléphone: 861-5394, code 514. 31008-o

Ville de Terrebonne
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Jacques Lauzon, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 775, rue St-Jean-Baptiste, C.P. 60, Terrebonne, comté de Terrebonne, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, mercredi, le 15 octobre 1969, pour l'achat de \$606,000 d'obligations de la ville de Terrebonne, comté de Terrebonne, datées du 1er novembre 1969 et remboursables par séries du 1er novembre 1970 au 1er novembre 1989 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 7½%, ni supérieur à 8½%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, dans le présent avis.

Règlements nos: 549 — \$3,600 — renouvellement d'emprunt; 557 — \$22,500 — renouvellement d'emprunt; 558 — \$15,900 — renouvellement d'emprunt; 714 — \$3,000 — voirie; 738 — \$3,500 — voirie; 767 — \$344,500 — aqueduc et égouts; 783 — \$116,500 — aqueduc et égouts; 815 — \$47,500 — aqueduc, égouts, etc.; 839 — \$49,000 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1969.

Tableau d'amortissement — \$606,000 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1970	\$16,000
1er novembre 1971	17,000
1er novembre 1972	19,000
1er novembre 1973	21,000
1er novembre 1974	21,000
1er novembre 1975	23,000
1er novembre 1976	24,000
1er novembre 1977	27,000
1er novembre 1978	29,000
1er novembre 1979	30,000
1er novembre 1980	27,000
1er novembre 1981	29,000
1er novembre 1982	31,000
1er novembre 1983	32,000
1er novembre 1984	36,000
1er novembre 1985	39,000
1er novembre 1986	41,000
1er novembre 1987	45,000
1er novembre 1988	48,000
1er novembre 1989	51,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, October 14, 1969, at 8:00 o'clock p.m., City Hall, 61 Sainte-Cécile Street, Post Office Box 188, Salaberry-de-Valleyfield, county of Beauharnois, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Salaberry-de-Valleyfield (County of Beauharnois), September 15, 1969.

CHARLES CODEBECQ,
City Clerk.

City Hall, 61 Sainte-Cécile Street, Post Office
Box 188, Salaberry-de-Valleyfield,
County of Beauharnois, P.Q.
Telephone: 861-5394, code 514. 31008

Town of Terrebonne
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jean-Jacques Lauzon, Secretary-Treasurer, Town Hall, 775 St-Jean-Baptiste Street, P.O. Box 60, Terrebonne, county of Terrebonne, P.Q., until 8.30 o'clock, p.m., Wednesday, October 15, 1969, for the purchase of an issue of \$606,000 of bonds for the town of Terrebonne, county of Terrebonne, dated November 1, 1969 and redeemable serially from November 1, 1970 to November 1, 1989 inclusively, with interest at a rate not less than 7½%, nor more than 8½%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issue at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, such as shown on the table of redemption in the present notice.

By-law Nos: 549 — \$3,600 — renewal of a loan; 557 — \$22,500 — renewal of a loan; 558 — \$15,900 — renewal of a loan; 714 — \$3,000 — roads; 738 — \$3,500 — roads; 767 — \$344,500 — aqueduct and sewers; 783 — \$116,500 — aqueduct and sewers; 815 — \$47,500 — aqueduct, sewers, etc.; 839 — \$49,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1969.

Table of redemption — \$606,000 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1970	\$16,000
November 1, 1971	17,000
November 1, 1972	19,000
November 1, 1973	21,000
November 1, 1974	21,000
November 1, 1975	23,000
November 1, 1976	24,000
November 1, 1977	27,000
November 1, 1978	29,000
November 1, 1979	30,000
November 1, 1980	27,000
November 1, 1981	29,000
November 1, 1982	31,000
November 1, 1983	32,000
November 1, 1984	36,000
November 1, 1985	39,000
November 1, 1986	41,000
November 1, 1987	45,000
November 1, 1988	48,000
November 1, 1989	51,000

Moreover, tenders may be sent and shall be considered for 10-year short-term or 15-year

obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans ou en séries 10 ans avec le solde à courte échéance 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$51,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte du tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries ou en séries et terme fixe 20 ans, pour un montant égal à \$51,000. Toutefois si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à \$51,000, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er novembre de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances de l'émission apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 15 octobre 1969, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 775, rue St-Jean-Baptiste, C.P. 60, Terrebonne, comté de Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Terrebonne, (Comté de Terrebonne) ce 23 septembre 1969.

Le secrétaire-trésorier,
JEAN-JACQUES LAUZON.

Hôtel de Ville,
775, rue St-Jean-Baptiste, C.P. 60,
Terrebonne (Terrebonne), P.Q.,
Téléphone 666-4123, code 514. 31035-o

Avis de correction

Veillez prendre note que dans l'avis de demande de soumissions qui a paru dans la *Gazette officielle du Québec* du 13 septembre 1969, à la page 4916, pour l'achat de \$97,000 d'obligations du village de La Providence, comté de St-Hyacinthe, le nom officiel de ladite corporation aurait dû se lire: « Ville de La Providence ».

Tous les autres détails contenus dans l'avis de demande de soumissions indiquée ci-haut demeurent inchangés.

La Providence, 23 septembre 1969.

Le secrétaire-trésorier,
ROBERT COLLETTE.

Hôtel de ville, 370, rue St-Charles,
La Providence (St-Hyacinthe), P.Q. 31034-o

short-term serial bonds. Also, tenders will be received and considered for 10-year serial bonds, with the balance being for 20-year fixed-term or 10-year serial bonds with the balance being partly for 10-year short-term and partly for 20-year fixed-term bonds, provided however, that this latter part be for an amount not less than \$51,000, and if higher than this latter amount, this part must comprise only one or more entire annual amortizations, bearing in mind the table of maturity appearing in this notice, and starting by the last years of maturity. However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise only one of the terms save in the case of the exception stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Terrebonne.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially or serially and for 20-year fixed-term for an amount equal to \$51,000. However, if they are issued partly for 20-year fixed-term bonds for an amount higher than \$51,000, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on November 1st of each year, for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, October 15, 1969, at 8:30 o'clock, at the Town Hall, 775 St-Jean-Baptiste Street, P.O. Box 60, Terrebonne, county of Terrebonne, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Terrebonne (County of Terrebonne), September 23, 1969.

JEAN-JACQUES LAUZON,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
775 St-Jean-Baptiste Street, P.O. Box 60,
Terrebonne (Terrebonne), P.Q.,
Telephone: 666-4123, code 514. 31035

Notice of correction

Kindly note that in the notice of call for tenders published in the *Québec Official Gazette* of September 13, 1969, on page 4916, for the purchase of an issue of \$97,000 of bonds of the village of La Providence, County of St-Hyacinthe, the official designation shall be read: "Town of La Providence".

All the other details contained in the above mentioned notice of call for tenders remain unchanged.

La Providence, September 23, 1969.

ROBERT COLLETTE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 370, St. Charles Street,
La Providence (St-Hyacinthe), P.Q. 31034-o

Ministère de l'Éducation

Department of Education

La Chaudière

La Chaudière

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil no 2804, en date du 17 septembre 1969, d'admettre la commission scolaire de Ravignan, dans le comté de Dorchester, comme membre de la commission scolaire régionale de La Chaudière.

Pour les fins de la représentation, la commission scolaire de Ravignan est ajoutée au groupe des commissions scolaires de Ste-Aurélie, St-Benjamin, St-Prosper et Ste-Rose-de-Watford.

Ce changement prend effet à compter de la date du présent arrêté en conseil.

Québec, le 23 septembre 1969.

Le ministre de l'Éducation,
JEAN-GUY CARDINAL.

31013-o 100-00

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council No. 2804 dated September 17, 1969, to admit the school commission of Ravignan, in the County of Dorchester, as a member of the Regional School Board of La Chaudière.

For representation purposes, the school commission of Ravignan is added to the group of the school commissions of Sainte-Aurélie, Saint-Benjamin, Saint-Prosper and Sainte-Rose-de-Watford.

This change takes effect from and after the date of the present Order in Council.

Québec, September 23, 1969.

JEAN-GUY CARDINAL,
Minister of Education.

31013 100-00

Collège d'enseignement général et professionnel François-Xavier Garneau

Collège d'enseignement général et professionnel François-Xavier Garneau

Avis est donné qu'en vertu de l'article 3 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (15-16 Elizabeth II, chapitre 71), des lettres patentes ont été accordées le 7 août 1969, constituant en corporation: Le Collège d'enseignement général et professionnel François-Xavier Garneau.

Notice is hereby given that pursuant to the General and Vocational Colleges Act (15-16 Elizabeth II, chapter 71), letters patent were granted on August 7, 1969, incorporating: Le Collège d'enseignement général et professionnel François-Xavier Garneau.

Le sous-ministre de l'Éducation,
YVES MARTIN.

31013-o

YVES MARTIN,
Deputy Minister of Education.

31013

Compagnies autorisées à faire des affaires

Companies Licensed to do Business

Union Carbide Exploration Corporation

Union Carbide Exploration Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de corriger le permis de « Union Carbide Exploration Corporation », en date du 14 janvier 1969, en y remplaçant, dans l'adresse du bureau principal de la compagnie, le numéro de la suite « 403 » par le numéro « 430 », de manière que telle adresse se lise: suite 430, 100, d'Youville, Québec, district judiciaire de Québec.

Notice is hereby given that under the Extra-Provincial Companies Act, the lieutenant-Governor of the Province was pleased to correct the license of "Union Carbide Exploration Corporation", dated January 14, 1969, by replacing, in the address of the head office of the company, the number of Suite "403" by number "430", in such a way that the address should read: Suite 430, 100 d'Youville, Québec, judicial district of Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.
30966-o 72-68 — 1464/26

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
30966 72-68 — 1464/26

Citrus Groves Investment Corp.

Citrus Groves Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Citrus Groves Investment Corp. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Citrus Groves Investment Corp." has been authorized to carry on business in the province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Sid Shane, de 8, avenue des Pins, Montréal.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Sid Shane, of 8 Pine Avenue, Montreal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 550 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

The principal office of the company in the province is at 550 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Le sous-ministre adjoint des institutions financières, compagnies et coopératives,
ALBERT JESSOP.
30943 64-69 — 1505/109

ALBERT JESSOP,
Assistant Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
30943-o 64-69 — 1505/109

Golden Sands Vacations, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Golden Sands Vacations, Inc. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Peter McCarthy, 5655, 16^e avenue #5 Rosemont, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à l'Hôtel Windsor, étage de la Mezzanine, 1170, rue Peel, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre adjoint des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

ALBERT JESSOP.

30943

63-69 — 1504/89

Lafarge Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Lafarge Canada Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Stanley Herbert Hartt, 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 750, boulevard Laurentien, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre adjoint des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

ALBERT JESSOP.

30943

57-69 — 1505/64

Micro Graphics Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Micro Graphics Limited » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. W. David Angus, 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre adjoint des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

ALBERT JESSOP.

30943

45-69 — 1504/90

Pan American Canada Oil Company, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Pan American Canada Oil Company, Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Serge G. Bourque, 1155 ouest, boulevard Dorchester, 39^e étage, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 1155 ouest, boulevard Dorchester, 39^e étage, Montréal, district judiciaire de Montréal.

*Le sous-ministre adjoint des institutions
financières, compagnies et coopératives,*

ALBERT JESSOP.

30943

62-69 — 1505/65

Golden Sands Vacations, Inc.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Golden Sands Vacations, Inc." has been authorized to carry on business in the province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Peter McCarthy, of 5655, 16th Avenue, #5 Rosemont, Montreal.

The principal office of the company in the province is at the Windsor Hotel, Mezzanine Floor, 1170 Peel Street, Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,

*Assistant Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

30943-o

63-69 — 1504/89

Lafarge Canada Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Lafarge Canada Ltd." has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Stanley Herbert Hartt, of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal.

The principal office of the company in the province is at 750 Laurentian Boulevard, St. Laurent, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,

*Assistant Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

30943-o

57-69 — 1505/64

Micro Graphics Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Micro Graphics Limited" has been authorized to carry on business in the province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. W. David Angus, of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal.

The principal office of the company in the province is at 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,

*Assistant Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

30943-o

45-69 — 1504/90

Pan American Canada Oil Company, Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Pan American Canada Oil Company, Ltd." has been authorized to carry on business in the province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Serge G. Bourque, of 1155 Dorchester Boulevard West, 39th Floor, Montreal.

The principal office of the company in the province is at 1155 Dorchester Boulevard West, 39th Floor, Montreal, judicial district of Montreal.

ALBERT JESSOP,

*Assistant Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.*

30943-o

62-69 — 1505/65

**Régie des Marchés
Agricoles du Québec**

**Québec Agricultural
Marketing Board**

**Projet de plan conjoint des producteurs de
lait nature du marché de Rawdon**

**Draught of a joint plan of Raw Milk
Producers for the Rawdon Market**

Arès de réception d'un projet de plan conjoint

Notice of receipt of a draught of a joint plan

Prenez avis qu'un projet de plan conjoint a été présenté par:

Take note that a draught of a joint plan has been presented by:

MM. Cyrille Breault,
Messrs. Conrad Chevrette,
Jean Grégoire,
Gilles Neveu,
Vital Breault,
Réal Marchand,
Victor Allen,
Adrien Breault,
Réginal Breault,
Guy Grégoire,
Roger Lépine,

Rawdon,
St-Liguori,
101, Kildare-St-Ambroise,
1271, St-Ambroise,
Rawdon,
Rawdon,
Rawdon,
Rawdon,
476 K, Kildare,
1080, Kildare,
St-Liguori,

Comté Montcalm County;
Comté Montcalm County;
Comté Joliette County;
Comté Joliette County;
Comté Montcalm County;
Comté Montcalm County;
Comté Montcalm County;
Comté Montcalm County;
Comté Joliette County;
Comté Joliette County;
Comté Montcalm County;

tous producteurs intéressés à la mise en marché du produit agricole visé par le projet de plan conjoint. Pour les fins de la requête, un producteur intéressé est toute personne qui remplit les exigences requises par la Loi pour être fournisseur de lait à une fabrique de pasteurisation de lait pour fin de consommation à l'état nature du marché concerné, et qui vend et/ou livre tout ou partie de la production de son troupeau à une fabrique de pasteurisation de lait pour fin de consommation à l'état nature sise dans le village de Rawdon et à tout autre établissement laitier achetant ou recevant les surplus de lait de ces mêmes producteurs.

all producers interested in marketing the farm product contemplated in the joint plan. For the purposes of the petition, an interested producer is any person who meets the requirements fixed by the Act to be a milk supplier to a pasteurization plant for drinking in its natural state, and who sells and/or delivers all or a part of his herd's production to a milk pasteurization plant for drinking in its natural state, which plant is situated in the village of Rawdon and to any other dairy establishment buying or receiving surplus milk from these same producers.

Toute personne qui désire faire des représentations en marge de cette requête doit les adresser à la Régie des marchés le ou avant le 14 octobre 1969.

Any person who wishes to make representations in connection with this petition shall address them to the Marketing Board on or before October 14, 1969.

Montréal, ce 12 septembre 1969.

Montreal, September 12, 1969.

Régie des marchés agricoles du Québec.

Québec Agricultural Marketing Board.

Le secrétaire-intérimaire,

ROCH MORIN,

31014-0

ROCH MORIN.

31014

Acting Secretary.

**Plan conjoint des producteurs de lait
industriel du Québec**

**Joint Plan of Industrial Milk
Producers of Québec**

Arès

Notice

Prenez avis que lors de sa séance du 10 septembre 1969, la Régie des marchés agricoles du Québec a adopté le règlement suivant:

Take note that at its meeting held on September 10, 1969, the Québec Agricultural Marketing Board has adopted the following regulation:

Règlement

Regulation

Vu le règlement adopté par la Régie des marchés agricoles, le 22 janvier 1969, concernant le prélèvement de la contribution due par le producteur pour l'administration du plan conjoint des producteurs de lait industriel du Québec;

In view of the regulation adopted by the Québec Agricultural Marketing Board on January 22, 1969, concerning the deduction of the contribution due by the producer for the administration of the joint plan of Industrial Milk Producers of Québec;

Vu l'entente intervenue le 7 août 1969, entre la Fédération des producteurs de lait industriel du Québec, le Conseil de l'industrie laitière du Québec Inc., et la Coopérative Fédérée du Québec, homologuée par la Régie le 12 août 1969;

In view of the agreement entered into on August 7, 1969, between the Federation of Industrial Milk Producers of Québec, the "Conseil de l'industrie laitière du Québec Inc.", and the "Coopérative Fédérée du Québec", homologated by the Board on August 12, 1969;

Vu la résolution adoptée le 7 août 1969, par la Fédération précitée, et approuvée par la Régie ce jour, modifiant le montant de la contribution due par le producteur visé par le plan conjoint des producteurs de lait industriel du Québec, « en le diminuant de \$0.035 (trois cents et demi) à \$0.02 (deux cents) le cent livres de lait livré à une fabrique, et de \$0.01 (un cent) à

In view of the resolution adopted on August 7, 1969, by the aforementioned Federation, and approved by the Board the same day, amending the amount of the contribution due by the producer contemplated in the joint plan of Industrial Milk Producers of Québec "by decreasing from \$0.035 (three and one-half cents) to \$0.02 (two cents) per hundred pounds

\$0.006 (six-dixième de cent) la livre de gras pour la crème livrée à une fabrique »;

Vu que la Régie doit donc modifier le règlement précité;

En conséquence, la Régie des marchés agricoles du Québec modifie l'article 2 de son règlement du 22 janvier 1969, en remplaçant les chiffres \$0.035 par \$0.02, et les chiffres \$0.01 par \$0.006. Selon l'entente intervenue entre les parties intéressées le 7 août dernier, le présent règlement entre en vigueur le 1er août 1969.

Régie des marchés agricoles du Québec.
Le secrétaire-intérimaire,

31014-o

ROCH MORIN.

of milk delivered to a plant and from \$0.01 (one cent) to \$0.006 (six-tenths of a cent) per pound of fat for cream delivered to a plant";

Whereas, the Board must therefore amend the aforementioned regulation;

Therefore, the Québec Agricultural Marketing Board amends section 2 of its regulation dated January 22, 1969, replacing the numbers \$0.035 by \$0.02, and the numbers \$0.01 by \$0.006. According to the agreement entered into by the interested parties on August 7 last, the present regulation shall become effective on August 1, 1969.

The Québec Agricultural Marketing Board.
ROCH MORIN,
Acting Secretary.

31014

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Avis de modification

Serrurerie et menuiserie métallique — Montréal

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à la serrurerie et la menuiserie métallique dans la région de Montréal, rendue obligatoire par le décret numéro 790 du 8 mai 1962 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Les articles I à XIV seront remplacés par les suivants:

« I. Champs d'application: a) Industriel:

Le présent décret régit toute fabrication, production, transformation et montage en atelier:

a) d'ouvrages de serrurerie et de menuiserie métallique peu importe le métal employé, qu'on utilise à des fins ornementales, architecturales, industrielles, ou utilitaires.

Ces ouvrages comprennent entre autres, mais ne se limitent pas à

1. portes, châssis, seuils,
2. escaliers, échelles de sauvetage, échelles et coursives
3. clôtures, barrières, balcons et tous genres de clôtures à claire voie,
4. garde-fous, angles de bordure, charpentes et panneaux de trous et de fosses,
5. grilles, fenêtres, garde fenêtre, cages et cloisons.

b) de tout métal manufacturé (ferreux ou non ferreux) aux fins de construction, aux fins industrielles, commerciales ou utilitaires y inclus les tours de transmission, charpentes de postes électriques et tous autres travaux semblable.

Le présent décret régit la galvanisation à chaud des produits manufacturés qui sont régis par ce décret.

Les travaux assujettis au décret 2051, relatif à l'industrie du verre plat ne sont pas régis par le présent décret sauf en ce qui concerne la fabrication de la partie métallique seulement.

b) Territorial:

Le champ d'application territorial du présent décret comprend l'île de Montréal, l'île Jésus et un rayon de 150 milles de leurs limites ainsi que le territoire des comtés de Laviolette, St-Maurice,

Department of Labour and Manpower

Notice of Amendment

Non-structural metalwork — Montreal

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting Non-structural Metalwork in the Montreal region, made binding by decree number 790 of May 8, 1962, and amendments, have petitioned him to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, the following amendments to the said decree:

1. Sections I to XIV will be replaced by the following:

“I. Jurisdiction: (a) Industrial:

This decree covers any fabrication, production, processing and erection in the plant:

(a) of any non-structural metalwork, regardless of the metal involved, used for ornamental, architectural, industrial or utilitarian purposes.

Such work includes but is not limited to

1. doors, frames and sills;
2. stairs, fire escapes, ladders and cat walks;
3. fences, gates, balconies and all types of railings;
4. protection guards, curb angles, frames and covers for pits and trenches;
5. grilles, windows, window guards, cages and partitions.

(b) of any ferrous or non ferrous metal manufactured for construction, industrial, commercial or utilitarian purposes including transmission towers, the framework of electric stations and any other similar work.

This decree governs the heat process galvanizing of manufactured products governed by this decree.

Work subject to Decree number 2051, respecting the flat glass industry, is not subject to the present decree except as concerns the making of the metal part only.

(b) Territorial:

The territorial jurisdiction of this decree includes the Island of Montreal, Ile Jésus and a 150 mile radius of their limits as well as the territory of the counties of Laviolette, St-

Maskinongé, Berthier, Joliette et Montcalm non compris dans le rayon de 150 milles.

Maurice, Maskinongé, Berthier, Joliette and Montcalm which is not included in the said 150 mile radius.

II. Taux minima de salaires et classifications:

II. Minimum wage rates and classification:

a) Les taux minima de salaire pour chacun des emplois énumérés ci-dessous sont les suivants:

(a) Minimum wage rates for each of the occupations mentioned hereinbelow are as follows:

	1er juin June 1 1970	1er dec. Dec. 1 1970	1er juin June 1 1971	1er dec. Dec. 1 1971
Mécanicien — Mechanic.....	\$ 3.50	\$ 3.58	\$ 3.66	\$ 3.74
Opérateur de presse plieuse — Brake press operator...	3.15	3.23	3.31	3.39
Ajusteur — Fitter.....	3.05	3.13	3.21	3.29
Opérateur de cisaille — Shear operator.....	2.95	3.03	3.11	3.19
Ouvrier de service auxiliaire — Utility man.....	2.80	2.88	2.96	3.04
Ouvrier de production — Production worker.....	2.70	2.78	2.86	2.94
Chauffeur de camion — Truck driver.....	2.70	2.78	2.86	2.94
Journalier — Labourer.....	2.50	2.58	2.66	2.74

b) Descriptions:

(b) Descriptions:

Mécanicien

Mechanic

1. Le mécanicien doit avoir 4 ans (208 semaines) d'expérience dans le métier ou l'équivalent selon l'opinion du Bureau d'examineurs;
2. Doit pouvoir lire et comprendre tous les plans, croquis et gabarits;
3. Il doit tracer et utiliser toutes les machines ou outils usuels dans l'usine pour couper, scier, percer, perforer, former et plier;
4. Il doit avoir une connaissance pratique du brûlage au gaz et de la soudure au gaz et à l'électricité, etc.
5. Doit assembler tous les morceaux en un tout afin de compléter les travaux requis.
6. Doit accomplir sans surveillance toutes les opérations dans l'usine à l'intérieur de la juridiction professionnelle du décret.
7. Il doit posséder la carte de compétence requise.

1. Mechanics must have four (4) years (208 weeks) experience in the trade or the equivalent in the opinion of the Board of Examiners;
2. They must be able to read and understand plans, drawings and patterns;
3. They must trace and use all machines or tools used in the shop to cut, saw, pierce, perforate, form and fold;
4. They must have a practical knowledge of burning or cutting with a gas torch and of welding with gas and electricity, etc.;
5. They must join together all the pieces in order to form a whole and thus complete the work required;
6. They must perform without supervision all the operations in the plant within the professional jurisdiction of the decree;
7. They must be holders of the required certificate of competency.

Opérateur de presse plieuse

Brake press operator

L'opérateur de presse plieuse est celui qui doit être capable de faire fonctionner sa machine et de tracer et façonner tout matériaux d'après les plans. L'ouvrier préposé à tel travail doit détenir le certificat concerné.

A Brake press operator must be able to operate his machine and trace and form any material according to the plans. He must also be the holder of the certificate of competency required for his trade.

Ajusteur

Fitter

1. L'ajusteur doit avoir 3 ans (156 semaines) d'expérience dans le métier ou l'équivalent selon l'opinion du Bureau d'examineurs.
2. Recevoir des directives et des instructions d'un mécanicien ou d'un contremaître.
3. Doit travailler à partir des plans et croquis pour tracer et faire des gabarits et sous surveillance compléter son ouvrage.
4. Doit pouvoir utiliser les machines et outils usuels du métier.
5. Doit posséder une connaissance pratique du brûlage au gaz et de la soudure au gaz et à l'électricité, etc.
6. Doit pouvoir fabriquer suivant les instructions d'un mécanicien ou du contremaître.
7. Il doit posséder la carte de compétence requise.

1. The fitter must have three years (156 weeks) experience in the trade or the equivalent in the opinion of the Board of Examiners.
2. He must receive directions and instructions from a mechanic or a foreman.
3. He must work from plans and drawings to do the tracing and make patterns and, under direction, to complete his work.
4. He must be able to use the machinery and tools ordinarily used to ply the trade.
5. He must have practical knowledge of cutting or burning with gas and welding with gas or electricity, etc.
6. He must be able to fabricate according to instructions received from mechanics or foremen.
7. He must also be the holder of the competency card required for his trade.

Opérateur de cisaille

Blade shear operator

L'opérateur de cisaille est celui qui doit être capable de faire fonctionner sa machine, tracer pour couper et couper les matériaux d'après les plans. L'ouvrier préposé à tel travail doit détenir le certificat concerné.

A blade shear operator in one who is able to operate his machine, trace to cut and cut the materials according to the plans. The worker engaged in such work must be the holder of a pertinent competency certificate.

Ouvrier de service auxiliaire

L'ouvrier de service auxiliaire peut travailler seul, travailler à l'établi, souder, découper au chalumeau, assembler, polir, faire les petits réglages de toute machine et la conduire. S'il s'agit d'une cisaille et d'une presse plieuse, il pourra faire des petits réglages et opérer ces machines si elles servent pour la production de travaux en série.

Ouvrier de production

L'ouvrier de production comprend tout salarié qui aide un mécanicien, un ajusteur ou un ouvrier de service auxiliaire. Il peut effectuer le travail d'un ouvrier de service auxiliaire, y inclus la soudure, pourvu qu'il soit sous la surveillance directe d'un mécanicien, d'un ajusteur ou d'un ouvrier de service auxiliaire.

Chauffeur de camion

Un chauffeur de camion comprend tout salarié qui a la responsabilité de conduire un camion; il doit voir à placer le matériel dans le camion ainsi que le décharger, et il peut travailler à la réception et à l'expédition. Il peut aussi travailler comme ouvrier de production ou journalier.

Journalier

Le journalier peut faire tout travail non spécialisé tel que peindre au pinceau, meuler mais non polir, conduire une grue avec levier au plancher, manutentionner les matériaux, et balayer le sol.

II. c) *Conditions de travail et taux minima s'appliquant aux travaux de galvanisation:*

Travaux d'ordre général et toute autre opération:

	<i>1er juin</i> <i>June 1</i> <i>1970</i>	<i>1er juin</i> <i>June 1</i> <i>1971</i>
\$ 2.15	\$ 2.23	

Ayant deux ans d'expérience dans la galvanisation et capable d'effectuer toutes les opérations sans surveillance:

\$ 2.50	\$ 2.58
---------	---------

III. *Durée du travail:*1. *Définition d'un jour et d'un jour de travail:*

Un jour est une période de 24 heures commençant au début de l'équipe de travail d'un employé. Le jour de travail de base est de 8 heures consécutives de travail dans la période de 24 heures, interrompues seulement par la période de repas établie.

2. *Définition de la semaine de travail:*

La semaine de travail de base se compose de 5 jours, du lundi au vendredi inclusivement. Il peut y avoir des exceptions par entente mutuelle dans des circonstances spéciales ou dans les cas d'opérations continues.

3. *Heures de travail:*

a) Les heures de travail de base doivent être distribuées entre 7 a.m. et 5.30 p.m. excluant la période de repas.

b) Lorsque l'employeur organise le système de la double équipe, la première équipe commencera entre 7 a.m. et 9 a.m. et la deuxième équipe entre 3 p.m. et 6 p.m.

Utility man

A utility man may work alone, do benchwork, weld, cut with a torch, assemble, polish, make minor adjustments on any machine and operate same. As to a blade shear and brake press, he may make minor adjustments and operate such machines if they are used for mass production.

Production worker

The term "production worker" means any employee who helps a mechanic, a fitter or a utility man. He is also capable of performing a utility man's work, including welding, provided he works under the direct supervision of a mechanic, a fitter or a utility man.

Truck driver

The term "truck driver" means any employee who has the responsibility of driving a truck; he must see to the loading and unloading of the truck, and he may work as receiver and shipper. He may also work as production worker or as labourer.

Labourer

A labourer may perform any unskilled work such as painting with a brush, grinding but not polishing, operating a crane with a foot operated lever, handling materials and sweeping the floor.

II. (c) *Working conditions and minimum rates applying to galvanizing:*

General work and any other operation:

	<i>1er dec.</i> <i>Déc. 1</i> <i>1970</i>	<i>1er juin</i> <i>June 1</i> <i>1971</i>	<i>1er dec.</i> <i>Déc. 1</i> <i>1971</i>
\$ 2.31	\$ 2.39	\$ 2.47	

Having two (2) years' experience in galvanizing and capable of performing all operations without any supervision:

\$ 2.66	\$ 2.74	\$ 2.82
---------	---------	---------

III. *Hours of work:*1. *Definition of the word "day" and of the term "working day":*

A day is a twenty-four (24) hour period beginning with the beginning of an employee's work-shift. The basic working day consists of eight (8) consecutive working hours in the 24 hour period, interrupted only by the meal period fixed in the decree.

2. *Definition of the workweek:*

The basic working week consists of five (5) days, Monday through Friday. There may be exceptions by mutual consent in special circumstances or in cases of continuous operations.

3. *Working hours:*

(a) Standard basic working hours shall be scheduled between 7:00 a.m. and 5:30 p.m. excluding mealtime.

(b) When the employer operates on a double shift basis, the first shift will start work between 7:00 a.m. and 9:00 a.m. and the second shift will start working between 3:00 p.m. and 6:00 p.m.

c) Lorsque le système de la triple équipe est mis en vigueur la troisième équipe commencera entre 11 p.m. et 1 a.m.

d) Les heures ci-haut mentionnées peuvent être modifiées par accord mutuel. Dans un tel cas le Comité Conjoint devra en être avisé par écrit au préalable.

4. *Période repas:*

a) Là où la compagnie n'a qu'une seule ou deux (2) équipes, les salariés auront droit à une période minimum de repas de trente (30) minutes non payée à la demie du quart.

b) Les salariés affectés à un travail continu en trois équipes auront droit à une période de repas de 20 minutes payées par la compagnie et ceci pour les trois équipes cette période devant avoir lieu à la demie du quart.

5. *Maintien de la semaine de travail:*

La semaine de 40 heures qui est actuellement en vigueur sera maintenue et ne sera pas diminuée à cause d'un manque de travail sans le consentement des deux parties dans l'usine.

IV. *Travail supplémentaire:*

Tout travail exécuté en plus de 8 heures par jour, le travail exécuté le samedi ou tout travail en dehors des limites spécifiées à l'article III, paragraphe 1, et au paragraphe 3, est considéré comme travail supplémentaire. Tout travail supplémentaire sera sur une base volontaire.

Le travail supplémentaire doit être rémunéré au taux effectivement payé augmenté de 50% (y compris la prime d'équipe s'il y a lieu).

Le travail exécuté le dimanche ou un des jours mentionnés à l'article VI doit être rémunéré au taux effectivement payé augmenté de 100% (y compris la prime d'équipe s'il y a lieu).

V. *Prime d'équipe:*

Les salariés faisant partie d'une équipe autre que l'équipe de jour doivent recevoir une prime de .10 cents l'heure en plus deux taux réguliers. Tout travail supplémentaire sera rémunéré tel que prévu à l'article IV.

VI. *Congés payés:*

a) La compagnie reconnaît comme congés payés les journées suivantes: Le Jour de l'An, le Vendredi Saint, la Fête de l'Empire (ou Fête de Dollard), la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la Fête du Travail, le Jour d'Action de grâces, le Jour de Noël, et les deux dernières heures de travail la journée ouvrable précédent le jour de Noël et le Jour de l'An.

b) Les congés ci-haut mentionnés ne seront pas payés s'ils tombent un samedi ou un dimanche à moins qu'ils ne soient reportés à un jour ouvrable par proclamation des gouvernements fédéral ou provincial.

c) Quand un de ces congés tombe pendant les vacances d'un salarié, celui-ci bénéficiera quand même de son congé payé sujet cependant au paragraphe précédent.

Pour chacun des congés mentionnés dans cet article, chaque salarié devra recevoir une paie de huit (8) heures à son taux horaire régulier plus sa prime d'équipe s'il y a lieu.

Pour avoir droit à la rémunération, il faut que le salarié ait été présent le jour ouvrable qui précède et celui qui suit le congé, à moins que,

(c) When an employer operates on a three (3) shift basis, the third shift will start working between 11:00 p.m. and 1:00 a.m.

(d) The abovementioned hours may be modified subject to mutual agreement. In such cases the Joint Committee shall be notified in advance, in writing.

4. *Meal period:*

(a) When the employer operates with only one (1) or two (2) shifts, the employees are entitled to a meal period lasting 30 minutes without pay at the half of the shift's working time.

(b) Employees working on continuous work on a three shift basis shall be entitled to a twenty minute meal period with pay. The employees of the three shifts shall be entitled to the said meal period which shall be granted at each half-shift.

5. *Workweek:*

The forty (40) hour workweek actually in force shall be maintained as such and shall not be shortened because of a lack of work without the consent of the parties concerned.

IV. *Overtime:*

Any work performed in excess of eight hours in a day, and work performed on Saturday, or any work performed outside the limits specified in Section III, subsection I and in subsection 3, shall be considered as overtime. Overtime shall be worked on a voluntary basis only.

Overtime shall be remunerated at the rate of time and a half. The shift differential shall be included in the basis on which the overtime pay will be calculated.

Work performed on Sunday or on one of the general holidays mentioned in section VI shall be remunerated at the rate of double time. The basis on which double time shall be calculated shall include the shift differential.

V. *Shift differential:*

Employees working on shifts other than the day shift shall receive a shift differential of \$0.10 per hour over and above the day shift rates. Any overtime worked shall be remunerated as provided for in section IV.

VI. *General holidays with pay:*

(a) The employer agrees that the following days shall be general holidays with pay: New Year's Day, Good Friday, Victoria Day (or Dollard's Day), St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, and the two last working hours of the working day before Christmas and New Year's Day.

(b) The abovementioned general holidays shall not be paid if they fall on a Saturday or a Sunday unless they are set to be observed on a working day by Federal or Provincial proclamation.

(c) When one of these general holidays falls within the annual vacation with pay of any employee, the latter shall be given his general holiday with pay subject to the foregoing subsection.

For each of the general holidays mentioned in this section, each employee shall receive eight (8) standard hours' pay at his standard wage rate plus his shift differential if any.

To be entitled to such remuneration, the employee must have been present on the working day immediately preceding and immediately

l'un de ces jours, l'usine ait été fermée par une décision de l'employeur, parce que le salarié était en vacances, ou en congé de deuil.

Toutefois il est permis à un employeur de reporter à une autre date la célébration de n'importe quelle des fêtes statutaires susmentionnées, le dimanche excepté, pourvu qu'il ait obtenu antérieurement le consentement écrit des salariés concernés et qu'un avis écrit à cet effet soit transmis au Comité Conjoint des Matériaux de Construction au moins deux semaines à l'avance.

Le jour choisi pour le changement doit être compris dans la période s'étendant de quatre semaines avant à quatre semaines après le jour de Fête et si le changement n'a pas lieu durant cette période, le taux de salaire double s'applique pour tout travail exécuté le jour de fête.

Dans le cas où l'employeur décide de déclarer un jour chômé le jour précédant ou suivant un jour de fête statutaire, il est permis avec le consentement des salariés concernés de remplacer le temps perdu à cause de telle fête supplémentaire par un nombre équivalent d'heures rémunérées au taux régulier et effectuées les samedis ou après les heures de la journée régulière de travail spécifiées à l'article III pourvu qu'un avis soit donné à l'avance au Comité Conjoint des Matériaux de Construction.

VII. Vacances annuelles:

Dans le but d'établir des vacances payées, la période de référence doit s'étendre sur douze (12) mois à partir du 1er mai d'une année jusqu'au trente (30) avril de l'année suivante.

Un salarié qui a travaillé pour le même employeur pendant moins longtemps qu'une période complète de référence a droit pour vacances payées à 2% de son salaire régulier gagné durant la période de référence.

a) Un salarié qui a travaillé chez le même employeur pendant plus d'une (1) période de référence a droit à une indemnité de congés calculée de la façon suivante:

Vacances payées en	Nombre de périodes de référence travaillées chez le même employeur	Pourcentage
1969 et 1970	1 à 15 ans	4%
	15 ans et plus	6%
1971	1 à 14 ans	4%
	14 ans et plus	6%
1972	1 à 13 ans	4%
	13 ans et plus	6%

b) Les pourcentages indiqués à l'alinéa précédent sont basés sur le total des gains dans la période de référence jusqu'à un maximum de 40-80 ou 120 heures au taux régulier selon le cas, à l'exception des salariés qui ont été mis à pied durant la période. Dans les cas où un salarié est, ou a été mis à pied, durant la période, les pourcentages seront toujours basés sur le salaire régulier gagné durant la période d'emploi et le montant ainsi obtenu sera remis au salarié au moment de sa mise à pied ou de ses vacances.

c) Les vacances seront données entre les mois de mai et septembre inclusivement.

d) Si l'employeur décide de fermer son usine pour la période des vacances il pourra le faire pour une période de deux semaines entre la dernière semaine de juin et la dernière semaine d'août inclusivement et dans ce cas il devra en avertir les employés au moins deux semaines à l'avance.

following the holiday unless, on one of these days, either the plant was closed through the employer's decision, or the employee was away on vacation or absent with compassionate leave.

However, an employer may postpone to another date the celebration of any of the abovementioned general holidays except to a Sunday, provided he has previously obtained the written consent of the employees concerned and that formal notice of same be given to the Building Materials Joint Committee at least two (2) weeks beforehand.

The date to which the general holiday is to be transferred must fall within the period extending from the fourth week prior to the fourth week after the general holiday, and if the transfer is not effected during this period, double time shall be paid for any work performed on the said general holiday.

Whenever the employer decides to declare as a non working day the day immediately preceding or following a general holiday, subject to the consent of the employees concerned, he may replace the time lost because of such additional holiday by an equivalent number of hours' work paid at regular rates and worked on Saturdays or after the standard working hours stipulated in section III, provided the Building Materials Joint Committee be notified beforehand.

VII. Annual vacation with pay:

For the purpose of determining annual vacations with pay, the qualifying year shall extend over a 12-month period beginning on May 1st of one year until April 30th of the following year.

Any employee who has worked less than a full qualifying year for the same employer is entitled to vacation pay equal to two per cent (2%) of his regular earnings during the qualifying period.

(a) Any employee who has worked more than one (1) qualifying year for the same employer is entitled to vacation pay calculated as follows:

Annual vacation with pay in	Number of qualifying periods worked for the same employer	Percentage
1969 and 1970	1 to 15 years	4%
	15 years or more	6%
1971	1 to 14 years	4%
	14 years or more	6%
1972	1 to 13 years	4%
	13 years or more	6%

(b) Except for employees who have been laid off during the qualifying period, the percentages shown in the foregoing paragraph are based on the total earnings during the qualifying period up to maximums of 40, 80, or 120 hours, as the case may be, at regular rates. Whenever an employee is or has been laid off during the qualifying period, percentages will always be based on the regular wages earned during employment; the amount so obtained shall be given to the employee at the moment he is laid off or leaves on vacation.

(c) Vacations shall be granted between May and September inclusively.

(d) Should the employer decide to close down his plant for the vacation period, he may do so for a two-week period at any time between the last week in June and the last week in August inclusively. In this instance, his employees must be notified thereof at least two weeks in advance.

e) Les vacances peuvent être prises en tout autre temps si mutuellement convenu. La priorité ira aux employés ayant le plus d'ancienneté dans l'usine.

f) Les vacances devront être payées avant le départ du salarié pour ses vacances.

g) Le salarié qui bénéficie de trois semaines de vacances ne pourra prendre plus de deux semaines consécutives à moins que l'employeur soit d'accord. L'autre semaine sera prise en tout autre temps tel que convenu avec l'employeur.

h) Le temps perdu à cause de maladie ou d'un accident de travail (n'excédant pas 12 semaines) et toute période d'absence autorisée ne doit pas être considérée comme interruption de service pour la détermination du pourcentage des vacances.

VIII. *Indemnité de présence:*

Le salarié requis de se présenter au travail a droit à une rémunération minimum équivalant à quatre (4) heures aux taux en vigueur et ce, chaque fois qu'il est appelé au travail.

IX. *Classifications temporaires:*

Les salariés requis de travailler temporairement dans une classification dont le taux de salaire est inférieur à celui de leur classe habituelle doivent recevoir le taux de leur classe.

X. *Travail à forfait:*

a) Les contrats intervenus entre l'employeur et un ou plusieurs de ses salariés sur une base de travail à la pièce ou à contrat sont de nul effet et strictement défendus.

b) *Avs de mise-à-pied:*

1. Si un employeur veut licencier un salarié pour manque de travail, il doit lui donner un préavis d'une journée et demie (1½) ouvrable, sauf lorsque les causes d'un tel licenciement sont indépendantes de sa volonté.

2. La compagnie avisera par écrit le salarié de toute mise-à-pied le visant.

XI. *Congé de deuil:*

1. Si un décès survient dans la famille d'un salarié, l'employeur doit accorder un congé payé d'une durée maximale de deux jours ouvrables entre le jour du décès et celui de l'enterrement inclusivement pour la « famille immédiate »: le père, la mère, le frère, la soeur, l'épouse, l'époux et l'enfant.

2. Le congé sera d'une journée ouvrable pour: le grand-Père, la grand-mère, le beau-père, la belle-mère, les beaux-frères, les belles-soeurs et les petits enfants.

XII. *Absences autorisées sans solde:*

Une absence autorisée n'excédant pas une (1) semaine peut être accordée à tout salarié suivant entente avec l'employeur.

Toute demande d'absence excédant une semaine doit être référée au représentant de la gérance pour son approbation. Ces demandes des salariés seront favorablement considérées pourvu que les raisons soient satisfaisantes à la compagnie. En cas d'urgence la compagnie s'efforcera d'accorder le congé au plus tôt.

Après 8 ans de service pour la même compagnie, un employé couvert par la présente convention collective aura droit à une permission d'absence sans solde de 21 jours s'il le désire pourvu que la

(e) If mutually agreed upon, the vacation may be taken at any other time. Priority will be given to employees having the most seniority in the plant.

(f) Vacation pay shall be given to the employee before he leaves on vacation.

(g) The employee who is entitled to three (3) weeks vacation must not take more than two (2) weeks consecutively unless otherwise agreed upon between himself and the employer. The third week may be taken at any other time agreed upon with the employer.

(h) Time lost through illness or an industrial accident (not exceeding twelve (12) weeks) and any period of absence with leave shall not be considered as an interruption of continuous service in determining the vacation percentage.

VIII. *Call-in pay:*

Any employee who is called in to work shall be paid the minimum of four (4) hours' work at the prevailing rates for each call.

IX. *Temporary classifications:*

Employees who are temporarily assigned to work in a classification calling for a wage rate lower than their usual classification shall be paid their usual wage rate.

X. *Contract work:*

(a) Contracts entered into between the employer and employee(s) on a piece-work or lump sum basis are null and strictly forbidden.

(b) *Notice of layoff:*

1. Should an employer wish to layoff an employee because work is wanting, he shall give the employee a one and one-half (1½) working days' notice; such notice need not be given when layoffs are due to circumstances beyond the employer's control.

2. The employer shall notify the employee in writing of any layoff concerning him.

XI. *Compassionate leave:*

1. Should a member of the employee's immediate family pass away, the employer shall grant the employee a maximum of two (2) days' leave with pay between the day of death and that of the funeral inclusively; "immediate family" means the employee's father, mother, brother, sister, spouse, and children.

2. One (1) day's leave with pay shall be granted in the event of death of the employee's grandfather, grandmother, in-laws, and grandchildren.

XII. *Leaves of absence without pay:*

After agreement with the employer, the employee may be granted authorized leave not exceeding one (1) week.

Applications for leave exceeding one (1) week must be referred to the representative of management for approval. Such applications will receive due consideration provided the reasons therefor be acceptable to the employer. In emergencies, the employer shall do his utmost to grant the requested leave.

After eight (8) years' service with the same employer, any employee hereby covered will be entitled to twenty-one (21) days' leave without pay, provided the timing of such leave be ac-

période pour prendre ce congé soit acceptable à la compagnie. Ce congé pourra être pris par la suite à tous les cinq (5) ans.

Toute autorisation d'absence excédant une semaine sera confirmée par écrit, une copie sera envoyée au salarié.

XIII. Salarié blessé au travail:

1. Un salarié qui est blessé dans un accident lorsqu'il travaille pour son employeur et qu'il est couvert par la Loi des Accidents du Travail, doit être rémunéré pour le temps perdu le jour de sa blessure au taux normal de salaire, ce qui comprend les primes d'équipe applicables. L'employeur doit aussi lui fournir un moyen de transport pour qu'il reçoive des soins médicaux le jour de l'accident. Le salarié doit fournir un certificat médical comme preuve qu'il n'était pas en mesure de travailler pendant le temps qu'il a perdu le jour de l'accident.

2. La compagnie assistera un salarié blessé (accidenté) à remplir la formule de rapport d'accident et de réclamation de la Commission des Accidents du Travail (SSI) ou (SI). Une copie non signée de cette formule sera remise au salarié pour une période n'excédant pas vingt-quatre (24) heures afin de lui permettre de la consulter. Si le salarié signe cette formule, une copie lui sera remise.

3. La compagnie accepte la responsabilité de prendre des mesures adéquates et raisonnables pour assurer la sécurité et l'hygiène des salariés pendant les heures de travail.

4. L'employeur doit fournir le transport et payer le salaire pour le temps que les salariés prennent, pendant leurs heures d'équipes régulières, pour obtenir le traitement médical requis à la suite d'un accident ou d'une maladie industrielle, s'il est impossible pour ces salariés d'obtenir ce traitement médical en dehors de leurs heures d'équipes régulières.

5. L'employeur ne peut être tenu de payer le temps et le transport qui sont défrayés par la Commission des Accidents du Travail.

XIV. Salariés handicapés:

Si un salarié n'est pas en mesure d'effectuer son travail à cause de son âge, maladie, ou à la suite d'un accident de travail, l'employeur s'efforcera de lui accorder la préférence s'il y a du travail qu'il est en mesure d'effectuer. Le taux de salaire minimum pour ce travail sera fixé par le Comité conjoint.»

2^o L'article XII-A actuel deviendra l'article XV.

3^o Le nouvel article XVI sera ajouté:

« XVI. Texte officiel:

Le texte français est le texte officiel pour cette convention collective et on y référera dans toute question concernant l'interprétation ou la traduction de la convention.»

4^o L'article XIII actuel sera remplacé par le suivant:

« XVII. Durée du décret: Le présent décret, dans sa teneur modifiée, demeure en vigueur jusqu'au 1er juin 1972.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins de trente (30) jours avant la date de son expiration originale

ceptable to the employer. Thereafter, such leave may be taken every five (5) years.

Any authorization for leave exceeding one (1) week shall be confirmed in writing, with one copy to the employee concerned.

XIII. Work accidents:

1. Whenever an employee sustains injury while working for his employer and such employee is covered by the Workmen's Compensation Act, he shall be paid at straight time for the accident day; this includes all applicable shift differentials. The employer shall also provide means of transportation to enable the employee to receive adequate medical attention on the accident day. The employee shall have to supply a medical certificate stating that he was unable to work during the time lost on the accident day.

2. The employer shall help the employee in filling out the Workmen's Compensation Commission's accident report and claim forms (SSI) or (SI). To enable the employee to look over such form, an unsigned copy thereof shall be given him for no more than twenty-four (24) hours. Should he sign the form, the employee shall be given a copy.

3. The employer is willing to take on the responsibility for taking adequate and reasonable measures for ensuring employees' safety and health during working hours.

4. The employer shall supply transportation and pay the wages requires so that an employee may obtain, during standard shift hours, medical attention and treatment required after an industrial accident or disease, if the employee cannot obtain such treatment outside his shift's standard working hours.

5. The employer may not be compelled to pay time and transportation expenses already defrayed by the Workmen's Compensation Commission.

XIV. Handicapped employees:

When because of age, illness or the result of a work accident, the employee cannot carry out his regular duties, the employer will strive to give preference to such employee if work suited to the employee's capabilities is available. The minimum wage rate for such work shall be determined by the Joint Committee."

2. The section now numbered "XII-A" will be renumbered "XV".

3. The following new section XVI will be added:

"XVI. Official text:

For this collective agreement, the French text shall be the official text to which reference shall be made whenever this agreement needs to be interpreted or translated."

4. The present section XIII will be superseded by:

"XVII. Term of the decree:

The present decree, as amended, remains in force until June 1, 1972.

It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to its original expiry or renewal date. Such notice shall also be filed

ou de son renouvellement, selon le cas. Un tel avis doit être également adressé au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre. »

5° L'article XIV actuel deviendra l'article XVIII.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 27 septembre 1969. 31012-o

Avis

Convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans la région de Québec.

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Maurice Bellemare, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

L'Association du Camionnage du Québec Inc.

d'une part, et

Le Syndicat catholique des Employés de Camionnage;

L'Union des Camionneurs, Hommes d'entrepôts et métiers alliés, local 121;

d'autre part,

pour les employeurs, les artisans et les salariés de l'industrie et des occupations visées, suivant les conditions ci-après décrites:

Article 1. Définitions:

.01. Le terme « industrie du camionnage » désigne l'industrie des personnes, sociétés ou corporations qui se chargent pour autrui et moyennant considération pécuniaire du transport de marchandises ou de tous autres produits ou objets transportables.

.02. Le terme « service de camionnage » désigne les services de transport de marchandises ou autres produits ou objets transportables de toute autre entreprise ou commerce régi par le présent décret et dont le travail ne s'exécute que pour le compte exclusif de telle entreprise ou commerce et non pour le compte d'autrui.

.03. Le terme « employeur professionnel » désigne un employeur qui a habituellement à son emploi un ou des salariés pour un genre de travail qui fait l'objet du décret.

.04. Le mot « employeur » désigne tout individu, société, firme ou corporation qui fait exécuter un travail régi par le décret par un salarié, que ce travail soit exécuté pour son propre compte ou pour le compte d'autrui.

.05. Le mot « artisan » désigne la personne qui est propriétaire d'un seul camion et qui le conduit elle-même sans avoir de salarié à son service.

with the Minister of Labour and Manpower." »

5. The section now numbered "XIV" will be renumbered "XVIII".

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, September 27, 1969. 31012-o

Notice

Collective labour agreement respecting the Cartage Industry in the Québec region.

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the contracting parties mentioned hereinbelow have petitioned him to make binding the collective labour agreement entered into between:

One the one Part:

"L'Association du Camionnage du Québec Inc."

And, on the other Part:

"Le Syndicat catholique des Employés de Camionnage";

and the Transport Drivers, Warehousemen and Allied Workers' Union, local 121;

for the employers, artisans and employees of the industry and occupations concerned, in accordance with the conditions described hereafter:

Section 1. Definitions:

.01. The term "cartage industry" means the industry in which are engaged persons, partnerships or corporations transporting for others, in consideration of payment, goods or any other transportable products or articles.

.02. The term "cartage services" means those services of any concern or trade governed by the decree, pertaining to the transport of goods or other transportable products or articles and operating for the exclusive account of such concern or trade but not for the account of a third party.

.03. The term "professional employer" means an employer who, habitually, has one or more employees in his employ for the execution of work governed by the decree.

.04. The word "employer" means any individual, partnership, firm or corporation who has work governed by the decree performed by an employee, whether such work be done for one's own account or for the account of a third party.

.05. The word "artisan" means a person who is the owner of only one truck and who drives the said truck himself without having an employee in his employ.

:06. Le mot « salarié » désigne tout ouvrier travaillant dans l'industrie du camionnage ou dans les services de camionnage de toute entreprise ou commerce régi par le présent décret, qui exécute individuellement, en équipe ou en société, un travail régi par le décret et en outre toute personne travaillant à salaire ou à commission pour le compte d'un employeur professionnel. Ce terme désigne enfin tout salarié ou artisan qui loue à autrui ses services et ceux de son camion pour l'exécution d'un travail régi par le décret.

:07. Le terme « employé à temps partiel » dans le transport d'argent ou de valeurs désigne le salarié qui n'accomplit pas la semaine normale de travail de l'établissement où il est employé; cependant, s'il accomplit plus de vingt (20) heures de travail par semaine, il recevra le taux de salaire d'un salarié régulier à temps complet pour sa classification.

:08. Le terme « chauffeur de camion » désigne le salarié qui a comme fonction principale la conduite d'un camion et qui en a la garde aux heures normales de travail.

:09. Le terme « chauffeur de tracteur, de chargeur ou de bélier mécanique » désigne le salarié qui a comme fonction principale la conduite de tel véhicule et qui en a la garde aux heures normales de travail.

:10. Le terme « chauffeur de camion de 20,000 livres » désigne le salarié dont la fonction principale est la conduite d'un véhicule qui, sans chargement, pèse plus de 20,000 livres ou est enregistré comme tel au Ministère des Transports et Communications de la Province de Québec et qui en a la garde aux heures normales de travail.

:11. Le terme « aide chauffeur » désigne le salarié qui assiste le chauffeur pour surveiller et transporter des marchandises sans toutefois conduire le camion, même occasionnellement.

:12. Le mot « manoeuvre » désigne le salarié qui exécute des travaux divers pour un employeur de l'industrie du camionnage et dont les fonctions ne sont pas comprises dans les classifications apparaissant au décret.

:13. Le terme « homme d'entrepôt » désigne le salarié qui a comme fonction principale la manutention de la marchandise dans un entrepôt.

:14. Le mot « mécanicien » désigne le salarié dont la fonction principale est l'entretien des véhicules de son employeur.

:15. Le terme « commis de bureau » désigne le salarié dont les fonctions principales consistent dans la tenue, la garde ou le classement des registres, écrits ou documents nécessaires au fonctionnement d'une entreprise de l'industrie du camionnage.

:16. Le terme « assistant-caissier » dans le transport d'argent ou de valeurs désigne le salarié qui a la responsabilité de préparer les routes et de remettre les objets à transporter aux messagers.

:17. Le mot « messenger » dans le transport d'argent ou de valeurs désigne le salarié qui a la responsabilité du camion et de son contenu et qui assure le transport des objets qui lui ont été remis.

:18. Le mot « garde » dans le transport d'argent ou de valeurs désigne le salarié dont le travail consiste à protéger le camion et les employés qui transportent l'argent ou les documents.

:19. Le mot « contremaître » désigne le salarié dont la fonction est d'engager et de congédier le personnel et d'en diriger et coordonner le travail.

:06. The word "employee" means any worker working in the cartage industry or in the cartage service of any concern or trade governed by the decree, who performs alone, on a shift or in partnership, work governed by the decree and, besides, any person paid on a wage or commission basis and employed by a professional employer. This term means also an artisan hiring out his services and his truck to others for the execution of work governed by the decree.

:07. The term "part time employee" for the cartage of money, stocks and bonds means the employee who does not work the full standard workweek of the establishment where he is employed; however, if he works more than twenty (20) hours a week he shall be given the wage rate of a regular full time employee of his classification.

:08. The term "truck driver" means the employee whose main duty consists in driving a truck and who is in charge of the truck during standard working hours.

:09. The term "tractor, loader or bulldozer operator" means the employee whose main duty consists in operating such vehicle and who is in charge of it during standard working hours.

:10. The term "truck driver on 20,000 pound truck" means the employee whose work consists mainly in driving a vehicle which, when empty, weighs more than 20,000 lbs or is registered as such by the Department of Transport and Communications of the Province of Québec, and who is in charge of the said vehicle during standard working hours.

:11. The term "driver's helper" means the employee who helps the driver supervise and transport goods but who does not drive the truck, even occasionally.

:12. The word "labourer" means the employee who performs various kinds of work for an employer in the cartage industry and whose duties are not included in the classifications mentioned in this decree.

:13. The word "warehouseman" means the employee whose main duty consists in handling goods in a warehouse.

:14. The word "mechanic" means the employee whose work consists mainly in maintaining the employer's vehicles in good repair.

:15. The term "office clerk" means the employee whose work consists mainly in keeping, preserving or filing registers, papers or documents required to operate a cartage industry concern.

:16. The term "assistant cashier" for the cartage of money, stocks and bonds means the employee whose work consists in preparing the route to be followed and in remitting to the messengers the objects to be transported.

:17. The word "messenger" for the cartage of money, stocks and bonds means the employee who is in charge of the truck and its contents and who ensures the transportation of the objects entrusted to him.

:18. The word "guard", for the cartage of money, stocks and bonds, means the employee whose work consists in protecting the truck and employees that transport money or documents.

:19. The word "foreman" means the employee whose work consists in hiring and dismissing personnel and in directing and coordinating the staff's work.

:20. Le terme « camion remorque ou semi-remorque » désigne un véhicule de transport agencé pour tirer un ou plusieurs remorques ou semi-remorques.

Article II. Champ d'application territorial:

:01. Le champ d'application territorial de la convention, pour fins d'application, comprend la cité de Québec et les municipalités situées sur la rive nord du fleuve St-Laurent et comprises en tout ou en partie dans un rayon de vingt-cinq (25) milles, à vol d'oiseau, des limites de la cité de Québec y compris l'Île d'Orléans.

Il comprend également sur la rive sud du fleuve St-Laurent les cités de Lévis, Lauzon et les municipalités de Bienville, St-Romuald d'Etchemin, St-David, Charny, St-Jean Chrysostome, Sorosto.

Article III. Champ d'application professionnel:

:01. Le champ d'application professionnel de la présente convention comprend tous les employeurs de l'industrie du camionnage, qu'ils soient ou non détenteurs de permis de la Régie des Transports et Communications, résidant ou ayant leur principale place d'affaires ou exploitant leur entreprise dans le territoire couvert par la juridiction territoriale du présent décret et en outre sous les salariés au service des employeurs de ladite industrie.

:02. Il couvre, en outre, tous les employeurs de l'industrie ou du commerce en général, non régis par un autre décret ou par une convention collective de travail particulière négociée en vertu du Code du Travail, résidant ou ayant place d'affaires ou exploitant leur entreprise dans le territoire couvert par le champ d'application territorial de la présente convention, mais pour les services de camionnage de leur entreprise seulement, et aussi tous les salariés à l'emploi desdits employeurs et affectés à leursdits services de camionnage.

Cependant, les établissements de vente et de distribution de commodités essentielles comme le charbon, l'huile, la gazoline, le bois de chauffage ou de sciage ou de construction, le sable, la pierre, le ciment et autres matériaux ou produits analogues, sauf s'ils sont régis par un autre décret, seront dans tous les cas assujettis au décret ayant ratifié la présente convention pour leurs services de camionnage et aussi tous les salariés à l'emploi desdits établissements et affectés à leursdits services.

Exceptions: Seront toutefois exemptés de l'application du décret:

1) Les établissements industriels et commerciaux autres que les entreprises de l'industrie du camionnage, dont 90% (pour-cent) ou plus des chauffeurs agissent en même temps comme vendeurs à commission.

2) Les salariés des établissements industriels et commerciaux régis par le décret, autres que les entreprises de l'industrie du camionnage, préposés au service de camionnage desdits établissements industriels et commerciaux, qui travaillent moins de deux (2) jours par semaine à leurs occupations professionnelles. Toutefois, dans le cas où un salarié exerce simultanément ou successivement diverses fonctions régies par le décret pendant la semaine normale de travail de l'établissement, les heures de travail effectuées dans chacune de ces fonctions doivent être cumulées pour les fins de son assujettissement au décret.

:20. The term "trailer truck" or "semi-trailer" means a cartage vehicle designed to draw one or several trailers or semi-trailers.

Section II. Territorial jurisdiction:

:01. The territorial jurisdiction of the agreement, for enforcement purposes, comprises Québec City and the municipalities located on the north shore of the St. Lawrence River and included, in whole or in part, within a 25-mile radius of the limits of Québec City, the Island of Orleans included.

The territorial jurisdiction of this agreement also includes, on the south shore of the St. Lawrence River, the cities of Lévis, Lauzon and the municipalities of Bienville, St-Romuald d'Etchemin, St-David, Charny, St-Jean Chrysostome and Sorosto.

Section III. Professional jurisdiction:

:01. The professional jurisdiction of this agreement comprises all employers of the Cartage Industry, holding or not holding a permit issued to them by the Provincial Transportation and Communication Board, living or having their main business or operating their concern within the territory covered by the territorial jurisdiction of this agreement and, besides, all the employees of the employers of the said industry.

:02. It also covers all industrial and commercial employers not subject to another decree or to a private collective labour agreement signed in pursuance of the Québec Labour Code and living or doing business or operating their concern within the territory covered by the territorial jurisdiction of the present agreement but only as regards the cartage services of their concern, as well as all the employees of such employers assigned to the said cartage services.

However, establishments engaged in the sale and distribution of essential commodities such as coal, oil, gasoline, firewood, lumber, sawn timber, sand, stone, cement and other similar materials or products, except when governed by another decree, will be in all cases subject to the decree which ratified this agreement as regards their cartage services; are also governed, the employees of such establishments which are assigned to the said services.

Exemptions: However, are exempt from the enforcement of the decree:

(1) The industrial and commercial establishments other than cartage concerns, where 90% of more of the drivers also act as commission salesmen.

(2) Employees of the industrial and commercial establishments governed by the decree, other than cartage concerns, assigned to the trucking services of such commercial and industrial establishments, when working less than two (2) days per week at their professional occupation. However, should an employee be engaged simultaneously or successively in various occupations governed by the decree in the regular work week of the establishment, the hours worked in each such occupation shall be cumulated for purposes of application of the decree in respect of such employee.

Article IV. Contrats municipaux pour enlèvement de la neige:

Dans le cas de contrats adjugés par les corporations municipales pour l'enlèvement de la neige, lorsque les taux de salaires supérieurs aux taux minimaux prévus à l'article 18 sont obligatoirement payables aux salariés à l'emploi des employeurs chargés directement ou indirectement de l'exécution de ces contrats, les salariés affectés au service de l'enlèvement de la neige pour le compte de ces employeurs doivent être rémunérés suivant les taux de salaires prévus à ces contrats et d'après leurs occupations, pour tout le temps qu'ils consacrent à l'exécution desdits travaux municipaux.

Aux fins d'application de la présente disposition, le taux légal est le taux en vigueur lors de l'adjudication des contrats d'enlèvement de la neige, payé par les municipalités pour lesquelles lesdits contrats sont exécutés.

Article V. Changement du mode de rémunération:

Un employeur ne peut valablement, pendant la durée d'un contrat de louage de service, rémunérer simultanément ou successivement un salarié régulier suivant un taux à la semaine ou un taux à l'heure, à sa discrétion.

Le mode de rémunération, soit à l'heure, au millage, soit à la semaine, prévu lors de l'engagement doit demeurer en vigueur pendant toute sa durée et ne peut subséquemment être modifié par l'employeur sans le consentement préalable du Comité paritaire.

Article VI. Durée du travail:

:01. La semaine normale de travail pour toutes les catégories de salariés qui seront assujettis au décret dans tous les établissements qu'il régira, est de quarante-neuf (49) heures par semaine, réparties sur six (6) jours.

:02. La journée normale de travail pour toutes les catégories de salariés assujettis dans tous les établissements régis est de neuf (9) heures par jour.

:03. La journée de travail coïncide avec la journée de calendrier. Les heures d'une équipe de travail chevauchant sur deux journées de calendrier sont considérées comme faisant partie de deux journées de travail distinctes. Cependant, les heures de travail comprises dans deux équipes différentes mais effectuées au cours de la même journée de calendrier sont considérées comme faisant partie de la même journée de travail.

:04. Lorsqu'une journée chômée et payée coïncide avec un jour ouvrable, la semaine normale de travail est réduite de neuf (9) heures par jour chômé et payé. Le taux de travail supplémentaire devient applicable aux heures de travail effectuées au delà de la semaine ainsi réduite.

Article VII. Travail supplémentaire:

:01. Tout travail exécuté par un salarié en plus de quarante-neuf (49) heures par semaine est considéré comme du travail supplémentaire et devra être rémunéré au taux du salaire minimal déterminé au décret majoré de cinquante pour cent (50%).

:02. Tout travail exécuté par un salarié en plus de neuf (9) heures à l'intérieur d'une seule journée de travail sera considéré comme du travail supplémentaire et devra être rémunéré au taux du salaire minimal déterminé au décret majoré de cinquante pour cent (50%).

Section IV. Municipal snow removal contracts:

In the case of contracts granted by municipal corporations for the removal of snow, where wages higher than the minimum rates mentioned in section 18 must be paid to the employees of employers engaged directly or indirectly in the execution of such contracts, the employees of such employers whose work is concerned with snow removal shall be paid according to the wage rates established by the said contracts for their occupations for all time worked in connection with the said municipal works.

For the purposes of this clause the legal rate shall be the one in force at the time the snow removal contracts are awarded and as paid by the municipalities for which the said contracts are carried out.

Section V. Change in the employee's mode of remuneration:

No employer may at his option, for the term of the labour hiring contract, pay a regular employee, either simultaneously or successively, on a weekly, mileage or hourly basis.

The mode of remuneration, either on an hourly, mileage or weekly basis agreed upon at the time of hiring shall remain in force for the entire duration of the employment and shall not be subsequently modified by the employer without the previous consent of the employee.

Section VI. Hours of work:

:01. The standard workweek for all categories of employees subject to the decree in all the establishments the said decree governs consists of forty-nine (49) working hours scheduled over six (6) days.

:02. The standard working day for all categories of employees governed in all establishments subject to the decree shall consist of nine (9) working hours.

:03. The working day coincides with the calendar day. The hours of a shift which extends over two calendar days are considered as being part of two distinct working days. However, the working hours included in two different shifts but worked during the same calendar day are considered as forming part of the same working day.

:04. When a general holiday falls on a working day, the standard workweek is decreased by nine (9) hours per general holiday. Overtime rates shall be paid for all hours worked in excess of the standard workweek thus decreased.

Section VII. Overtime:

:01. Any work performed by an employee over and above forty-nine (49) hours in any week is considered as overtime and shall be remunerated at the rate of time and a half of the minimum rates fixed in the decree.

:02. Any work performed by an employee over and above nine (9) hours in a single working day is considered as overtime and shall be remunerated at the rate of time and one half.

:03. Tout travail exécuté par un salarié un jour de fête chômé et payé qui coïncide avec un jour ouvrable ou un dimanche sera considéré comme du travail supplémentaire et devra être rémunéré au taux du salaire minimal déterminé au décret majoré de cent pour cent (100%), en incluant toutefois dans cette compensation la rémunération pour le jour de fête chômé et payé.

Article VIII. Jours chômés:

Les dimanches, le premier jour de l'An, le 2 janvier, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, l'Immaculée-Conception et le jour de Noël sont jours chômés. Aucun travail ne doit être exécuté durant ces jours.

Article IX. Jours chômés et payés:

Au cours d'une (1) année, les huit (8) jours suivants seront des jours de congé chômés et payés:

le premier jour de l'An, le 2 janvier, la Saint-Jean Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, l'Immaculée-Conception, le jour de Noël et le 26 décembre.

Pour avoir droit au congé chômé et payé, il est entendu qu'un salarié:

- :01. devra avoir passé trente (30) jours continus au service de son employeur.
- :02. devra être au travail le jour ouvrable qui précède et le jour ouvrable qui suit le congé chômé et payé à moins que son absence ne soit due à la maladie ou à un accident sérieux et dûment vérifié ou à un décès dans sa famille, c'est-à-dire, au décès de son père, de sa mère, de son épouse ou de l'un de ses enfants.

L'indemnité payable à l'employé qui a droit pour chacun des huit (8) jours de congé chômés et payés sera pour les employés à la semaine, la rémunération d'une (1) journée normale de travail et pour les employés à l'heure de neuf (9) heures à leur taux horaire.

Aucun des congés mentionnés au présent paragraphe n'est payé s'il coïncide avec un dimanche.

:03. Le congé de l'Immaculée-Conception pourra être déplacé après entente entre le Comité paritaire et l'employeur et accordé un autre jour.

Article X. Congé de décès:

:01. Le salarié qui a complété trente (30) jours de service continu pour son employeur a droit à un congé de trois (3) jours au cas de décès de son épouse ou d'un enfant. Pour chaque jour ouvrable compris durant cette période de congé, le salarié rémunéré à l'heure reçoit le salaire de neuf (9) heures de travail à son taux horaire. Lorsqu'il est rémunéré à la semaine, aucune déduction n'est pratiquée sur son salaire pour les jours de congé qui coïncident avec des jours ouvrables.

:02. Au cas de décès de son père, de sa mère, de son frère, de sa soeur, de son beau père, ou de sa belle-mère, le salarié qui a complété trente (30) jours de service continu a droit à un congé de deuil payé d'un (1) jour, le jour de l'inhumation, si celle-ci a lieu un jour ouvrable. En ce cas, lorsque le salarié est payé à l'heure, son employeur lui verse à titre de rémunération un salaire égal à neuf (9) heures de travail à son taux horaire. S'il est rémunéré à la semaine, l'employeur ne peut opérer aucune déduction sur son salaire lorsqu'il prend un tel congé un jour ouvrable.

Article XI. Congé annuel payé:

:01. Le salarié qui au 1er mai de l'année a moins d'un an de service continu pour son

:03 Any work performed by an employee on a general holiday with pay which coincides with a working day or on a Sunday shall be considered as overtime and shall be remunerated at the rate of double time; however, in this compensation, the remuneration for the general holiday with pay is included.

Section VIII. Non-working days:

Sundays, New Year's Day, January 2nd, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day are non-working days, and no work shall be performed on such days.

Section IX. General holidays with pay:

In the course of one (1) year, the following eight (8) days shall be general holidays with pay:

New Year's Day, January 2nd, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, and December 26th.

To be entitled to each of the abovementioned general holidays with pay, an employee must:

- :01. have been thirty (30) continuous days in the employer's service;
- :02. have been at work the working day preceding and following the general holiday with pay unless his absence was due to: illness; serious accident which may be corroborated; death in his immediate family (father, mother, spouse or children).

Holiday pay for each of the eight (8) general holidays with pay shall be calculated as follows: employees paid by the week shall be paid for one (1) standard day's work; hourly-paid employees shall be paid for nine (9) hours' work at their hourly wage rate.

No holiday pay shall be given for a general holiday that falls on a Sunday.

:03. After agreement between the Parity Committee and the employer, the general holiday for Immaculate Conception Day may be transferred and observed on another day.

Section X. Compassionate leave:

:01. Every employee who has thirty (30) days' continuous service with his employer is entitled to three (3) days' leave should his spouse or child pass away. Hourly-paid employees shall be paid for nine (9) hours' work at their regular rate for such day's leave. No deduction shall be made from the earnings of employees paid on a weekly basis for each day's leave that corresponds to a working day.

:02. Every employee who has thirty (30) days' continuous service with his employer is entitled to one (1) day's compassionate leave (the funeral day, if it falls on a working day) in the event of death of his father, mother, brother, sister, father-in-law, or mother-in-law. If the employee is paid on an hourly basis, the employer shall pay him the equivalent of nine (9) hours' work at his regular wage rate. Whenever an employee paid on a weekly basis takes such leave on a working day, no deduction shall be made from his regular full week's salary.

Section XI. Annual vacation with pay:

:01. Every employee who, on May 1st, has less than one (1) year's continuous service with

employeur a droit à un congé annuel payé d'une durée égale à celui que détermine l'Ordonnance No 3 de la Commission du salaire minimum.

:02. Le salarié qui au 1er mai de l'année a complété un (1) an ou plus de service continu bénéficie d'un congé annuel payé d'une durée minimale de deux (2) semaines complètes que l'employeur doit lui accorder consécutivement.

:03. Tout salarié qui, au 1er mai de l'année, a complété quinze (15) ans ou plus de service continu pour son employeur a droit à un congé annuel payé d'une durée minimale de trois (3) semaines complètes dont deux (2) doivent lui être accordées consécutivement.

:04. La période de la prise du congé s'étend du 15 mai au 1er décembre de chaque année.

:05. Tout salarié qui, au 1er mai, a droit à moins d'une (1) semaine complète de congé annuel payé recevra une rémunération égale à quatre pour cent (4%) du salaire gagné entre le 1er mai et le 30 avril précédent.

:06. Les salariés ayant droit à deux (2) ou trois (3) semaines de congé annuel payé ont droit à une rémunération calculée ainsi:

a) Le salarié engagé à l'heure reçoit pour chaque semaine de congé une indemnité égale à son taux horaire multiplié par le nombre d'heures dans la semaine normale de travail.

b) Le salarié engagé à la semaine reçoit pour chaque semaine de congé une somme égale à son salaire hebdomadaire.

:07. Le salarié reçoit la rémunération qui lui est due à titre de congé annuel payé avant son départ pour ledit congé.

Article XII. Départ:

Tout salarié qui quitte volontairement son emploi ou qui est congédié reçoit, au moment de son départ, la rémunération de congé annuel payé acquise avant le 1er mai précédent, qui n'a pas été prise, plus 4% ou 6% des gains réalisés depuis tel 1er mai, suivant qu'il a droit à deux (2) semaines ou trois (3) semaines de congé.

Quand une ou plusieurs fêtes chômées et payées surviennent pendant le congé annuel d'un salarié, celui-ci a droit à autant de jours additionnels de congé qu'il y a de telles fêtes ou au paiement de celles-ci, s'il le préfère.

Article XIII. Indemnité d'appel:

Tout salarié autre qu'un salarié engagé et payé à la semaine, qui est appelé au travail par un employeur dans un établissement régi par la présente convention, a droit, pour chaque appel, à une indemnité égale à deux (2) heures au taux horaire normal fixé pour son emploi, si l'employeur n'a aucun travail à lui offrir ou s'il utilise ses services pendant moins de deux (2) heures.

Article XIV. Paiement du salaire:

:01. Tout salarié doit toucher son salaire régulièrement à chaque semaine, tant pour les heures normales que pour les heures supplémentaires.

:02. Les mentions suivantes doivent apparaître sur l'enveloppe, sur le chèque ou sur un bulletin de paie distinct:

- a) le nom de l'employeur;
- b) les nom et prénoms du salarié;
- c) le nom de sa tâche;
- d) la date du paiement et la période de travail qui correspond au paiement;
- e) les heures normales et les heures supplémentaires;
- f) les primes;

his employer is entitled to annual vacation with pay equal to that set forth in the Minimum Wage Commission's Ordinance No. 3.

:02. Every employee who on May 1st has one (1) or more years' continuous service with his employer is entitled to at least two (2) weeks' annual vacation with pay which the employer must grant him consecutively.

:03. Every employee who on May 1st has fifteen (15) or more years' continuous service with his employer is entitled to at least three (3) weeks' annual vacation with pay, two (2) weeks of which shall be granted to him consecutively.

:04. The period during which vacations are to be taken extends from May 15th to December 1st of each year.

:05. Every employee who, on May 1st, is entitled to less than one (1) week's annual vacation with pay shall be entitled to vacation pay equal to four per cent (4%) of wages earned between May 1st and the preceding April 30th.

:06. Employees entitled to two (2) or three (3) weeks' annual vacation with pay are entitled to the following vacation pay:

(a) for each week's vacation, hourly-paid employees shall receive vacation pay equal to their hourly rate multiplied by the number of hours in a standard workweek;

(b) for each week's vacation, employees paid on a weekly basis shall receive vacation pay equal to one (1) week's wages.

:07. Employees shall be given their due vacation pay before leaving on vacation.

Section XII. Separation:

Every employee who voluntarily quits his job or who is dismissed shall receive, at separation time, the vacation pay acquired since the previous May 1st which has not been used up. He shall also receive 4% or 6% of wages earned since such May 1st, depending on whether he is entitled to two (2) or three (3) weeks' vacation.

When one or more general holidays with pay fall in an employee's annual vacation period, he shall be granted an additional day's vacation for each such holiday; should he prefer, he may be paid for same.

Section XIII. Call-in pay:

Every employee who is called in to work by an employer in an establishment governed by this agreement is entitled to be paid the equivalent of two (2) hours' work at the wage rate set forth for his occupation, for each call, if the employer has no work to give him or if his services are required for less than two (2) hours. This provision does not apply to employees hired and paid on a weekly basis.

Section XIV. Payment of wages:

:01. Every employee shall be paid weekly for all standard and overtime hours worked.

:02. The following particulars shall be listed on the pay envelope, the cheque stub or on a separate earnings statement:

- (a) employer's name;
- (b) employee's given and family names;
- (c) employee's occupation;
- (d) payment date and work period corresponding thereto;
- (e) hours worked at straight time and at overtime rates;
- (f) bonuses and differentials;

- g) le taux de salaire horaire ou hebdomadaire;
- h) le montant du salaire brut;
- i) la nature et montant des retenues faites;
- j) le montant du salaire net.

- (g) hourly or weekly wage rate;
- (h) amount of gross earnings;
- (i) type and amount of deductions made;
- (j) take-home pay.

Article XV. Services de déménagement à longue distance:

Le présent article s'applique aux transporteurs publics autorisés par la Régie des Transports de la Province de Québec, à faire du déménagement ou du longue distance et détenteurs d'un permis à cet effet, lorsqu'ils doivent livrer ou prendre des chargements en dehors d'un périmètre de cinquante (50) milles de rayon de leur place d'affaires.

Dans ces cas, les salariés reçoivent pour leurs services:

.01. \$0.06 pour chaque mille parcouru pendant leur absence pour les chauffeurs, et \$0.05 pour les aides ou le taux de salaire horaire pour leur classification.

.02. Un boni de \$0.40 l'heure pour toutes les heures d'absence hors de leur résidence, en compensation pour le paiement de ses repas et de son logement ou le paiement des dépenses réelles sur présentation des pièces justificatives.

.03. Le temps employé au chargement et au déchargement du camion sera rémunéré suivant les prescriptions du décret au taux horaire fixé par celui-ci ou au taux régulier du salarié s'il lui est supérieur.

Les autres dispositions de la convention qui ne sont pas incompatibles avec le présent paragraphe demeurent applicables aux services de déménagement à longue distance.

Article XVI. Costumes:

Les costumes, uniformes spéciaux et les salopettes requis par l'employeur doivent être fournis et payés par lui; il doit aussi les faire blanchir à ses frais. Ces objets demeurent la propriété de l'employeur.

Article XVII. Salaires minimaux:

Les taux de salaires minimaux suivants doivent être payés aux salariés des catégories énumérées ci-après:

Section XV. Long distance moving services:

This section covers public carriers authorized by the Québec Transportation Board to do moving or long-distance moving and hold a permit therefor, whenever they deliver or take on consignments outside a 50-mile radius from their place of business.

On such runs, employees shall be paid as follows:

.01. truck drivers shall be paid 6¢ for every mile covered while away; helpers shall be paid 5¢ for every mile covered while away or the hourly wage rate for their classification;

.02 a 40¢-an-hour bonus for each hour away from home to compensate for room and board expenses or payment of actual expenses upon production of vouchers.

.03 The time an employee takes for loading and unloading a truck shall be paid according to the decree's stipulations at the hourly wage rate set forth therein or at the employee's regular wage rate, should the latter be higher.

The other provisions of the agreement that concur with the above shall continue to apply to long-distance moving services.

Section XVI. Uniforms:

Whenever an employer requests special dress, uniforms or coveralls, he shall pay for their purchase and laundering; such items shall remain his property.

Section XVII. Minimum wage rates:

The following minimum wage rates shall be paid to employees in the categories listed below:

	Horaire Hourly	Hebdomadaire Weekly	1er juillet 1970 July 1, 1970	
			Horaire Hourly	Hebdomadaire Weekly
Chauffeur de chargeur, bélier, mécanique, niveleur, fardier — Operator: loader, bulldozer, grader, float.....	\$1.80	\$ 80.00	\$2.00	\$ 90.00
Chauffeur de camion de 20,000 livres, tracteur et tandem — Driver, 20,000 pounds truck, tractor and tandem.....	1.70	75.00	1.90	85.00
Chauffeur de camion de livraison ou autres — Driver, delivery truck or others.....	1.50	70.00	1.70	80.00
Homme d'entrepôt — Warehouseman.....	1.40	65.00	1.60	75.00
Manoeuvre ou aide — Labourer or helper....	1.30	60.00	1.50	70.00
Mécanicien — Mechanic.....	2.00	90.00	2.20	100.00
Commis de bureau — Office clerk:				
Féminin — Female.....		40.00		45.00
Masculin — Male.....		50.00		55.00

Contremaître: Devra recevoir le taux hebdomadaire de la fonction la mieux rémunérée.— Foreman: Shall be paid the same weekly salary as the highest-paid occupation.

Dans le cas où un salarié exerce plusieurs fonctions régies par le décret, au cours d'une même semaine de travail, il doit recevoir le taux de salaire de la fonction la mieux rémunérée, au

Whenever an employee holds more than one occupation hereby covered during the a given workweek, he shall be paid the wage rate of the highest-paid occupation at the minimum wage

taux minimale ci-dessus prévu au présent article, s'il la remplit durant au moins la moitié de la semaine de travail.

Article XVIII. Services de transport d'argent, documents et valeurs:

:01. Le présent article s'applique aux entreprises qui, moyennant rémunération, assurent le transport de documents, de valeurs et d'argent et emploient à cette fin des salariés qui doivent être munis d'armes à feu au cours de l'exécution de leur travail. Elles demeurent toutefois régies par les autres dispositions du décret qui ne sont pas incompatibles avec cet article.

rate provided for in this section, if he has held such highest-paid occupation for at least half of the standard workweek.

Section XVIII. Transport of currency, documents and valuables:

:01. This section covers firms that transport, for payment, currency, documents and valuables and whose employees are provided with firearms for the carrying out of their work. Such firms are governed by the other provisions of the decree that concur with the present section.

Employés réguliers à plein temps — Regular full-time employees:

Assistant Caissier — Assistant cashier	\$2.74	\$2.04
Messager — Messenger	2.67	2.87
Chauffeurs et préposés à la manutention de l'argent — Drivers and employees handling money	2.58	2.78
Surveillants (gardes) — Guards	2.45	2.65
Courriers — Couriers	2.45	2.65
<i>Employés à temps partiel — Part-time employees:</i>		
Chauffeurs et préposés à la manutention de l'argent — Drivers and employees handling money	1.82	1.92
Courriers — Couriers	1.82	1.92
Surveillants (gardes) — Guards	1.75	1.85

1er oct.
Oct. 1,
1969

:02. La semaine normale de travail est de quarante (40) heures réparties du lundi au samedi inclusivement. Les salariés réguliers à plein temps ont une garantie de travail et de rémunération de quarante-deux (42) heures par semaine.

:02. The 40-hour standard workweek is scheduled Monday through Saturday. Regular full-time employees are guaranteed and paid for a standard 42-hour standard workweek.

:03. La journée normale de travail est de huit (8) heures.

:03. The standard workday shall not exceed eight (8) hours.

:04. Le taux du temps supplémentaire s'applique après quarante (40) heures de travail dans une semaine ou neuf (9) heures dans une journée de travail.

:04. Overtime rates shall be paid for all work performed over forty (40) hours a week and nine (9) a day.

Article XIX. Durée du décret:

Le décret qui ratifiera la présente convention sera en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec* et demeurera en vigueur jusqu'au 30 juin 1971 inclusivement. Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit d'amendement ou d'abrogation, dans un délai d'au plus soixante (60) jours et d'au moins trente (30) jours avant le premier juillet 1971 ou avant le 1er juillet de toute année subséquente. Un avis semblable doit être également adressé au ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre.

Section XIX. Term of the decree:

The decree that will ratify this agreement will become effective on the date of its publication in the *Québec Official Gazette* and will remain in force until June 30, 1971, inclusively. It will automatically renew itself from year to year thereafter unless one of the contracting parties gives the other a written notice of amendment or abrogation no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to July 1st of 1971 or of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour and Manpower.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ,

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre.
Québec, le 27 septembre 1969. 31012-0

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, September 27, 1969. 31012-0

Avis divers

Miscellaneous Notices

Ville de Montréal

City of Montreal

Avis de rachat

Notice of Redemption

Aux détenteurs des Obligations payables en monnaie des États-Unis de l'émission désignée « 5% Sinking Fund Debentures for Public Works, due November 1, 1990 » (ci-après appelées « Obligations ») de la ville de Montréal, province de Québec, Canada.

To the holders of Debentures payable in American Currency of the issue designated "5% Sinking Fund Debentures for Public Works, due November 1, 1990" (herein called "Debentures") of the City of Montreal, Province of Québec, Canada.

AVIS PUBLIC EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que la Ville de Montréal a l'intention de racheter et rachètera POUR FINS D'AMORTISSEMENT le 1er novembre 1969, conformément aux dispositions des obligations, les obligations suivantes (ou partie de ces obligations) comme mentionné ci-après, de l'émission mentionnée ci-dessus, à 100% de leur montant en principal plus l'intérêt couru à la date de rachat, à savoir:

PUBLIC NOTICE IS HEREBY GIVEN that the City of Montreal intends to and will redeem for SINKING FUND PURPOSES on November 1, 1969, pursuant to the provisions of the Debentures, the following Debentures (or portions thereof) as indicated, of the above mentioned issue, at 100% of principal amount plus accrued interest to the redemption date, namely:

Numéros des Obligations entièrement immatriculées portant le préfixe RE, rachetables le 1er novembre 1969 jusqu'à concurrence du montant en principal apparaissant vis-à-vis chacun des numéros suivants:

Numbers of the Fully Registered Debentures bearing the prefix RE, redeemable on November 1, 1969 to the extent of the principal amount shown against each of the following numbers:

3126.....	\$71,000
3127.....	\$12,000
3128.....	\$29,000
3133.....	\$ 3,000
3134.....	\$ 2,000
3137.....	\$ 1,000
3138.....	\$10,000

3140.....	\$ 1,000
3141.....	\$ 2,000
3142.....	\$12,000
3144.....	\$ 1,000
3146.....	\$ 2,000
3147.....	\$ 1,000
3151.....	\$ 3,000

Numéros des Obligations à coupons, portant le préfixe E, rachetables le 1er novembre 1969: aucun numéro.

Numbers of the Coupon Debentures bearing the prefix E, redeemable on November 1, 1969: None.

Les Obligations (ou partie de ces Obligations) devant être ainsi rachetées, deviendront échues et payables et seront payées en telles espèces ou monnaie des États-Unis d'Amérique qui, au moment du paiement, aura cours légal pour le paiement des dettes publiques et privées dans lesdits États-Unis d'Amérique, au bureau de Bank of Montreal Trust Company ou de The Royal Bank of Canada Trust Company, Borough of Manhattan, Cité et État de New-York, États-Unis d'Amérique, sur présentation et remise des Obligations portant les numéros mentionnés ci-dessus, et dans le cas d'obligations à coupons, avec tous les coupons attachés échéant après ladite date de rachat.

Debentures (or portions thereof) to be so redeemed, will become due and payable and will be paid in such coin or currency of the United States of America as at the time of payment is legal tender for public and private debts in said United States of America, at the office of Bank of Montreal Trust Company or of The Royal Bank of Canada Trust Company, in the Borough of Manhattan, City and State of New York, United States of America, upon presentation and surrender of Debentures bearing the above numbers, in the case of Coupon Debentures with all coupons attached maturing after the said date of redemption.

Les Obligations entièrement immatriculées et les Obligations à coupons immatriculées quant au principal doivent être accompagnées de procuration pour leur transfert dûment exécutée en blanc. Les Obligations entièrement immatriculées représentant la partie non rachetée de toute obligation rachetée en partie seulement seront émises sans frais. Les Obligations immatriculées seront immatriculées de la même manière que les Obligations remises à moins d'instructions d'agir différemment.

Fully Registered Debentures and Coupon Debentures registered as to principal must be accompanied by assignments for transfer powers duly executed in blank. Fully Registered Debentures representing the unredeemed portion of any Debenture redeemed in part only will be issued without charge. Registered Debentures will be registered in the same manner as the Debentures surrendered in the absence of other instructions.

Le et après le 1er novembre 1969, l'intérêt sur les Obligations (ou partie de ces Obligations) devant être ainsi rachetées cessera et, dans le cas d'obligations à coupons, les coupons d'intérêt échéant subséquentement à cette date seront nuls.

From and after November 1, 1969, interest on the Debentures (or portions thereof) to be so redeemed will cease and, in the case of Coupon Debentures, interest coupons maturing subsequent to that date will be void.

Daté à Montréal, ce seizième jour de septembre 1969.

Dated at Montreal, this sixteenth day of September, 1969.

Ville de Montréal,
ARMAND LAMBERT, C.A.,
Directeur des finances.

City of Montreal,
ARMAND LAMBERT, C.A.,
Director of Finance.

Cité des Trois-Rivières

Avis public

MISE EN APPLICATION D'UN PROGRAMME
DE RÉNOVATION

Conformément aux articles 33 et 34 de la Loi de la Société d'Habitation du Québec (15-16 Elizabeth II, chapitre 55), avis public est, par les présentes, donné que le Conseil municipal de la Cité de Trois-Rivières a adopté, lors d'une assemblée régulière tenue au lieu ordinaire des séances du conseil le 7^{ième} jour de mars 1969, un programme de rénovation modifié par le règlement #386A, adopté le 16 septembre 1969, pour la partie de son territoire délimité par:

« le côté sud-est de l'emprise du boulevard des Récollets, par le côté sud-ouest de l'emprise du boulevard des Forges, par le côté nord-ouest de l'emprise de la rue Vézina, par le côté nord-est de l'emprise de la rue Séverin Aneau, par la ligne séparative des lots nos 178-651 et 178-299, 178-300, P. 178 N.S. dans son prolongement jusqu'à la limite nord-est du lot P. 178 N.S. dans son prolongement jusqu'à la limite nord-est du lot P. 178 N.S., par la limite nord-est du lot P. 178 N.S. et par son prolongement jusqu'à l'emprise sud-est du boulevard des Récollets. »

Les principaux travaux à exécuter consistent en:

- Construction de logements subventionnés (responsabilité municipale);
- Acquisition des propriétés dans la zone de rénovation;
- Enlèvement et construction de nouveaux services municipaux;
- Construction de bâtiments dans le secteur Notre-Dame de la Paix (responsabilité privée);
- Aménagement de nouveaux parcs et terrains de jeux.

Tous les détails supplémentaires concernant ces travaux sont expliqués dans le « Programme détaillé de rénovation urbaine Notre-Dame de la Paix — 1969 » ainsi que dans le « Programme détaillé de rénovation urbaine Notre-Dame de la Paix/Annexe ».

Les nouvelles réglementations et modifications aux règlements existants adoptées en vertu de ce programme et devant entrer en vigueur en vertu de l'article 41 de la Loi de la Société d'Habitation du Québec au moment où le territoire dans lequel elles doivent s'appliquer est décrété « zone de rénovation ».

Les intéressés pourront consulter les documents constituant ce programme au Centre des Loisirs Notre-Dame de la Paix, 1325 Aubuchon, Trois-Rivières aux heures normales d'ouverture des bureaux.

De plus, les intéressés pourront se procurer au même endroit une ou des copies du programme de rénovation et de l'annexe au prix unitaire de \$25.

Enfin, les intéressés peuvent transmettre par écrit leurs objections au programme à la Société d'Habitation du Québec, 1995, Boulevard Charest Ouest, Sainte-Foy, Québec 10 et ce, pas plus tard que le 3 novembre 1969.

Toutes les objections déjà transmises à la Société d'Habitation du Québec demeurent valables.

Donné à Trois-Rivières, ce 16^{ième} jour de septembre 1969.

31000-0

Le greffier de la Cité,
GEORGES BEAUMIER.

City of Trois-Rivières

Public notice

APPLICATION OF A RENEWAL
PROGRAM

Pursuant to sections 33 and 34 of the Québec Housing Corporation Act (15-16 Elizabeth II, chapter 55), public notice is hereby given that the municipal Council of the City of Trois-Rivières adopted, at a regular meeting held where Council meetings are usually held on the 7th day of March, 1969, a renewal program amended by by-law #386A, adopted on September 16, 1969, for the part of its territory bounded by:

“the southeast side of the right of way of des Récollets Boulevard, by the southwest side of the right of way of des Forges Boulevard, by the northwest side of the right of way of Vézina Street, by the northeast side of the right of way of Séverin Aneau Street, by the line separating lots 178-651 and 178-299, 178-300, P. 178 N.S. in its extension to the northeast boundary of lot P. 178 N.S. in its extension to the northeast boundary of lot P. 178 N.S., by the northeast boundary of lot P. 178 N.S. and by its extension to the southeast right of way of des Récollets Boulevard.”

The principal works to be carried out consist in:

- Construction of subsidized housing (municipal responsibility);
- Acquisition of properties in the renewal zone;
- Removal and construction of new municipal services;
- Construction of buildings in Notre-Dame de la Paix sector (private responsibility);
- Setting up of new parks and playgrounds.

All supplementary details concerning these works are explained in the “Detailed Notre-Dame de la Paix urban renewal program — 1969” as well as in the “Detailed Notre-Dame de la Paix Urban Renewal Program/Appendix”;

The new by-laws and amendments to existing by-laws adopted under this program shall come into force pursuant to section 41 of the Québec Housing Corporation Act at the time when the territory in which they are to apply is declared a “renewal zone”.

Interested parties may consult the documents constituting this program at the Notre-Dame de la Paix Recreational Center, 1325 Aubuchon, Trois-Rivières, during regular office hours.

Moreover, the interested parties may obtain at the same place one or more copies of the renewal program and the appendix at the unit-price of \$25.

Finally, the interested parties may send their objections to the program in writing to the Québec Housing Corporation, 1995 Charest Boulevard West, St. Foy, Québec 10, and such, no later than November 3, 1969.

All the objections already sent to the Québec Housing Corporation shall remain valid.

Given at Trois-Rivières, this 16th day of September, 1969.

31000

GEORGES BEAUMIER,
City Clerk.

**L'Association des Courtiers d'Assurances
de la Province de Québec**

Avis

Avis est par les présentes donné que l'Association des Courtiers d'Assurances de la Province de Québec s'est adressée au lieutenant-gouverneur en conseil, le 19 août 1969 et a obtenu, le 17 septembre 1969, par l'arrêté en conseil No 2767 du même jour, l'approbation de ses règlements Nos 58, 59 et 60, adoptés par le conseil d'administration de l'Association le 29 mai 1969, ratifiés par le vote de la majorité des membres présents à l'assemblée générale annuelle de l'Association, ayant quorum, tenue le 14 juin 1969, et qui se lisent comme suit:

Règlement No 58

Les règlements généraux de l'Association sont amendés en ajoutant après l'article 9, l'article 9A qui se lit comme suit:

« 9A. *Nom patronymique*

Les membres de l'Association qui désirent être constitués en corporation devront utiliser le nom patronymique de l'un ou de plusieurs d'entre eux dans le nom corporatif demandé.

Les membres qui désirent enregistrer une nouvelle raison sociale, tant individuellement qu'en société, ne doivent utiliser que le nom patronymique de l'un ou de plusieurs d'entre eux. »

Règlement No 59

Les règlements généraux de l'Association sont amendés en abrogeant l'alinéa 6 du paragraphe C) de l'article 51, et en le remplaçant par les alinéas suivants:

« 6. exposer clairement le risque proposé;

6A. éviter toute fausse déclaration ou restriction; »

Règlement No 60

Les règlements généraux de l'Association sont amendés en modifiant le texte du paragraphe d) de l'article 54, par l'addition à la fin dudit paragraphe du texte suivant:

« Il est interdit à tout membre de l'Association de s'annoncer en utilisant toute appellation quelconque autre que les titres professionnels reconnus par l'Association. »

Donné au bureau du Service des assurances, ministère des institutions financières, compagnies et coopératives, le 23 septembre 1969.

*Pour le ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
Le surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.*

31033-0

Ville de Montréal

Avis de rachat

Aux détenteurs des obligations payables en monnaie des États-Unis de l'émission désignée « 5% Sinking Fund Debentures for Metro Lines Construction, due November 1, 2004 » (ci-après appelées « Obligations ») de la Ville de Montréal, province de Québec, Canada.

AVIS PUBLIC EST PAR LES PRÉSENTES DONNÉ que la Ville de Montréal a l'intention de racheter et rachètera **POUR FINS D'AMOR-**

**Insurance Broker's Association
of the Province of Québec**

Notice

Notice is hereby given that the Insurance Brokers' Association of the Province of Québec has applied to the Lieutenant-Governor in Council on August 19, 1969 and has obtained on September 17, 1969, by Order in Council No. 2767 of the same day, the approval of By-Laws Nos. 58, 59 and 60, adopted by the Board of Directors of the Association on May 29, 1969, ratified by the vote of the majority of members present at the Annual General Meeting of the Association, having quorum, held on June 14, 1969, and which read as follows:

By-law No. 58

The General By-Laws of the Association are amended by adding after Section 9, Section 9A, which reads as follows:

« 9A. *Surname*

Members of the Association who wish to incorporate themselves shall use the surname of one or several of them in the proposed corporate name.

Members who wish to register a new firm name either individually or in partnership shall not use any name other than the surname of one or several of them. »

By-law No. 59

The General By-Laws of the Association are amended by deleting sub-paragraph 6 of paragraph (C) of Section 51, and replacing the same by the following sub-paragraph:

« 6. to describe the proposed risk accurately;

6A. to avoid false statements or restrictions. »

By-law No. 60

The General By-Laws of the Association are amended by modifying the text of paragraph (d) of Section 54, by the addition at the end of said paragraph of the following words:

« No member of the Association shall advertise himself with the use of any appellation other than professional titles approved by the Association. »

Given at the Insurance Branch, Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, on September 23, 1969.

*For the Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.*

31033-0

City of Montreal

Notice of Redemption

To the holders of debentures payable in American Currency of the issue designated « 5% Sinking Fund Debentures for Metro Lines Construction, due November 1, 2004 » (herein called « Debentures ») of the City of Montreal, Province of Québec, Canada.

PUBLIC NOTICE IS HEREBY GIVEN that the City of Montreal intends to and will redeem for **SINKING FUND PURPOSES** on

TISSEMENT le 1er novembre 1969, conformément aux dispositions des obligations, les obligations suivantes (ou partie de ces obligations) comme mentionné ci-après, de l'émission mentionnée ci-dessus, à 100% de leur montant en principal plus l'intérêt couru à la date de rachat, à savoir:

Numéros des obligations entièrement immatriculées portant le préfixe RE, rachetables le 1er novembre 1969 jusqu'à concurrence du montant en principal apparaissant vis-à-vis chacun des numéros suivants:

RE0001...\$ 25,000	RE0003...\$ 6,000
RE0006...\$ 1,000	RE0007...\$ 1,000
RE0010...\$ 25,000	RE0012...\$ 13,000
RE0017...\$ 63,000	RE0018...\$ 25,000
RE0021...\$ 4,000	RE0022...\$ 8,000
RE0025...\$ 2,000	RE0026...\$ 1,000
RE0031...\$ 5,000	RE0032...\$ 8,000
RE0035...\$ 6,000	RE0036...\$ 10,000
RE0039...\$ 1,000	RE0040...\$ 2,000
RE0044...\$ 9,000	RE0046...\$ 1,000
RE0051...\$ 1,000	RE0054...\$ 2,000
RE0057...\$ 4,000	RE0058...\$ 1,000
RE0062...\$ 3,000	RE0063...\$ 12,000
RE0066...\$ 13,000	RE0068...\$ 3,000
RE0072...\$ 8,000	RE0073...\$ 8,000
RE0076...\$ 2,000	RE0077...\$ 3,000
RE0081...\$ 5,000	RE0082...\$ 1,000
RE0085...\$ 1,000	RE0086...\$ 2,000
RE0090...\$ 6,000	RE0094...\$ 25,000
RE0104...\$ 1,000	RE0113...\$ 11,000
RE0136...\$ 1,000	RE0137...\$ 15,000
RE0143...\$ 8,000.	

Numéros des obligations à coupons de \$1,000 chacune, portant le préfixe E, rachetables le 1er novembre 1969: 375130 375134 375151 375219.

Les obligations (ou partie de ces obligations) devant être ainsi rachetées, deviendront échues et payables et seront payées en telles espèces ou monnaie des États-Unis d'Amérique qui, au moment du paiement, aura cours légal pour le paiement des dettes publiques et privées dans lesdits États-Unis d'Amérique, au bureau de Bank of Montreal Trust Company ou de The Royal Bank of Canada Trust Company, Borough of Manhattan, Cité et État de New-York, États-Unis d'Amérique, sur présentation et remise des obligations portant les numéros mentionnés ci-dessus, et dans le cas d'obligations à coupons, avec tous les coupons attachés échéant après ladite date de rachat.

Les obligations entièrement immatriculées et les obligations à coupons immatriculées quant au principal doivent être accompagnées de procuration pour leur transfert dûment exécutée en blanc. Les obligations entièrement immatriculées représentant la partie non rachetée de toute obligation rachetée en partie seulement seront émises sans frais. Les obligations immatriculées seront immatriculées de la même manière que les obligations remises a moins d'instructions d'agir différemment.

Le et après le 1er novembre 1969, l'intérêt sur les obligations (ou partie de ces obligations) devant être ainsi rachetées cessera et, dans le cas d'obligations à coupons, les coupons d'intérêt échéant subséquemment à cette date seront nuls.

Daté à Montréal, ce seizième jour de septembre 1969.

Ville de Montréal,
ARMAND LAMBERT, C.A.,
Directeur des finances.

31015-0

November 1, 1969, pursuant to the provisions of the debentures, the following debentures (or portions thereof) as indicated, of the above-mentioned issue, at 100% of principal amount plus accrued interest to the redemption date, namely:

Numbers of the Fully Registered debentures bearing the prefix RE, redeemable on November 1, 1969 to the extent of the principal amount shown against each of the following numbers:

RE0004...\$ 1,000	RE0005...\$ 1,000
RE0008...\$ 1,000	RE0009...\$ 1,000
RE0014...\$500,000	RE0016...\$ 63,000
RE0019...\$360,000	RE0020...\$ 15,000
RE0023...\$ 4,000	RE0024...\$ 8,000
RE0028...\$ 1,000	RE0029...\$ 1,000
RE0033...\$ 5,000	RE0034...\$ 1,000
RE0037...\$ 5,000	RE0038...\$ 2,000
RE0042...\$ 8,000	RE0043...\$ 3,000
RE0049...\$ 1,000	RE0050...\$ 5,000
RE0055...\$ 1,000	RE0056...\$ 5,000
RE0059...\$ 50,000	RE0060...\$ 6,000
RE0064...\$ 6,000	RE0065...\$ 9,000
RE0070...\$ 3,000	RE0071...\$ 5,000
RE0074...\$ 21,000	RE0075...\$ 5,000
RE0078...\$ 7,000	RE0079...\$ 13,000
RE0083...\$ 1,000	RE0084...\$ 1,000
RE0088...\$ 4,000	RE0089...\$ 3,000
RE0097...\$ 2,000	RE0099...\$ 5,000
RE0123...\$ 3,000	RE0134...\$ 4,000
RE0141...\$ 2,000	RE0142...\$ 2,000

Numbers of the coupon debentures of \$1,000 each, bearing the prefix E, redeemable on November 1, 1969: 375130 375134 375151 375219.

Debentures (or portions thereof) to be so redeemed, will become due and payable and will be paid in such coin or currency of the United States of America as at the time of payment is legal tender for public and private debts in said United States of America, at the office of Bank of Montreal Trust Company or of The Royal Bank of Canada Trust Company, in the Borough of Manhattan, City and State of New York, United States of America, upon presentation and surrender of debentures bearing the above numbers, in the case of coupon debentures with all coupons attached maturing after the said date of redemption.

Fully registered debentures and coupon debentures registered as to principal must be accompanied by assignments for transfer powers duly executed in blank. Fully registered debentures representing the unredeemed portion of any debenture redeemed in part only will be issued without charge. Registered debentures will be registered in the same manner as the debentures surrendered in the absence of other instructions.

From and after November 1, 1969, interest on the debentures (or portions thereof) to be so redeemed will cease and, in the case of coupon debentures, interest coupons maturing subsequent to that date will be void.

Dated at Montreal, this sixteenth day of September, 1969.

City of Montreal,
ARMAND LAMBERT, C.A.,
Director of Finance.

31015-0

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Numéro 2793

Number 2793

Québec, le 17 septembre 1969.

Québec, September 17, 1969.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT une addition et une modification aux règlements relatifs à l'application et à l'administration de la Loi de l'aide au développement industriel régional.

CONCERNING an addition and an amendment to the regulations relative to the application and administration of the Regional Industrial Development Assistance Act.

ATTENDU QUE la Loi de l'aide au développement industriel régional (Statuts du Québec, 1968, chap. 27) a pour objet d'instituer un plan triennal de primes aux compagnies manufacturières pour les investissements de plus de \$50,000 qu'elles effectueront dans la construction ou l'agrandissement d'usines ou de manufactures et dans l'achat de machinerie, d'outillage ou d'équipement;

WHEREAS the purpose of the Regional Industrial Development Assistance Act (Statutes of Québec, 1968, chapter 27) is to establish a three-year plan for premiums payable to manufacturing companies for investments of more than \$50,000 made to construct or expand plants or manufacturing or to purchase machinery, tools or equipment;

ATTENDU QUE la Chambre des Communes du Canada, a adopté, le 27 juin 1969, une nouvelle loi prévoyant des subventions au développement pour favoriser les possibilités d'emploi productif dans les régions du Canada où des mesures spéciales sont nécessaires pour promouvoir l'expansion économique et le relèvement social, laquelle loi peut être citée sous le titre: « Loi sur les subventions au développement régional » (17-18 Elizabeth II, chap. 56) en remplacement de la « Loi stimulant le développement de certaines régions » (14 Elizabeth II, chap. 12);

WHEREAS the House of Commons of Canada adopted, on June 27, 1969, a new Act to provide incentives for the development of productive employment opportunities in regions of Canada determined to require special measures to facilitate economic expansion and social adjustment, which Act may be cited as the "Regional Development Incentives Act" (17-18 Elizabeth II, chapter 56), replacing the "Area Development Incentives Act" (14 Elizabeth II, chapter 12);

ATTENDU QUE la Loi du Canada intitulée « Loi sur les subventions au développement régional » constitue un régime équivalent en vertu de notre loi;

WHEREAS the Act of Canada entitled the "Regional Development Incentives Act" constitutes a plan equivalent to that established under our Act;

ATTENDU qu'il y a lieu de compléter dans les règlements de notre loi, l'interprétation de l'expression « Régime équivalent » par suite de la Loi du Canada intitulée « Loi sur les subventions au développement régional »;

WHEREAS it is expedient to complete the interpretation, in the regulations of our Act, of the expression "Equivalent plan" in consequence of the Act of Canada entitled the "Regional Development Incentives Act";

ATTENDU qu'il y a lieu de modifier les règlements de notre loi concernant les demandes faites ou à être faites en vertu des lois du Canada intitulées: « Loi stimulant le développement de certaines régions » et « Loi sur les subventions au développement régional »;

WHEREAS it is expedient to amend the regulations of our Act concerning applications made or to be made pursuant to the Acts of Canada entitled the "Area Development Incentives Act" and the "Regional Development Incentives Act";

ATTENDU qu'en vertu de l'article 14 de la Loi de l'aide au développement industriel régional, le lieutenant-gouverneur en conseil peut prescrire toute mesure qu'il juge appropriée pour l'application et l'administration de la présente loi;

WHEREAS pursuant to section 14 of the Regional Industrial Development Assistance Act, the Lieutenant-Governor in Council may prescribe any measure which he deems proper for the application and administration of this Act;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Industrie et du Commerce:

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Industry and Commerce:

QUE lesdits règlements soient modifiés en insérant après le paragraphe 1.01 e) le suivant: « 1.01 f) « Régime équivalent à celui qui est institué par la présente loi » signifie de plus, après le 30 juin 1969, la Loi du Canada intitulée « Loi sur les subventions au développement régional » (17-18 Elizabeth II, chap. 56) pour toute demande de primes à l'investissement portée à l'attention du ministre, par écrit, à partir du 1er juillet 1969 ».

THAT the said regulations be amended by inserting after paragraph 1.01 (e) the following: "1.01 (f) "Plan equivalent to the one established by this Act" also signifies, after June 30, 1969, the Act of Canada entitled "Regional Development Incentives Act" (17-18 Elizabeth II, chapter 56) for any application for premiums on the investment brought to the attention of the Minister, in writing, as from July 1, 1969".

QUE lesdits règlements soient modifiés en remplaçant l'article 3.02 par les suivants:

THAT the said regulations be amended by replacing section 3.02 by the following:

« 3.02 a) Là où s'applique le régime équivalent « Loi stimulant le développement de certaines régions », la compagnie devra d'abord faire une demande *bona fide* d'octroi et fournir au ministre toute information concernant l'acceptation ou le refus de cet octroi. »

"3.02 (a) Wherever the equivalent plan established in the "Area Development Incentives Act" applies, the company must first make a *bona fide* application for the grant and give the Minister all the information concerning the acceptance or refusal of such grant."

« 3.02 b) Là où s'applique le régime équivalent « Loi sur les subventions au développement régional », la compagnie devra faire une demande en vertu de l'adite Loi et fournir au ministre toute offre de subvention. Le ministre peut, cependant, à sa discrétion, dispenser la compagnie de faire une demande en vertu de la « Loi sur les subventions au développement régional ».

QUE la présente addition et la présente modification aux règlements entrent en vigueur à la date de leur publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Copie conforme.

31011-o Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

**Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif**

Numéro 2763

Québec, le 17 septembre 1969.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le louage de biens mobiliers et la Loi de l'impôt sur la vente en détail. (S.R.Q. 1964, chapitre 71, 1965, chapitre 27, 1966-67, chapitre 34, 1968, chapitre 31)

ATTENDU QUE le paragraphe 9 de l'article 2 de la Loi de l'impôt sur la vente en détail (S.R.Q. 1964, chapitre 71 et amendements) prévoit que la taxe imposée par cette loi s'applique au louage d'un bien mobilier;

ATTENDU QUE l'article 6 de cette loi requiert qu'un règlement soit adopté par le lieutenant-gouverneur en conseil pour déterminer l'époque du paiement de la taxe sur le louage d'un bien mobilier;

ATTENDU QU'il importe d'adopter un règlement statuant sur l'application de la taxe au louage d'un bien mobilier conformément à cette loi.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre du Revenu.

QUE soit adopté le règlement ci-joint intitulé: « Règlement concernant le louage de biens mobiliers et la Loi de l'impôt sur la vente en détail ».

Copie conforme.

Le greffier du Conseil exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

Règlement concernant le louage de biens mobiliers et la Loi de l'impôt sur la vente en détail.

1. Dans le présent règlement:

a) le mot « bien » signifie bien mobilier imposable au sens de la Loi de l'impôt sur la vente en détail;

b) le mot « louage » signifie un bail pur et simple, un bail avec promesse de vente ou un bail avec option d'achat, un contrat accordant à la fois l'usage d'un bien et la fourniture de services relativement à ce bien, et tout autre contrat par lequel une personne accorde à une autre personne la jouissance d'un bien mobilier pendant un certain temps moyennant un loyer ou prix que celle-ci s'oblige de payer;

c) l'expression « loyer » signifie le montant total payé ou payable pour le louage d'un bien mobilier et toute considération donnée ou acceptée par le locataire pour jouir de l'usage ou du droit d'usage de ce bien, incluant les droits, les royalties, les franchises ainsi que les frais de transport ou de livraison, les frais d'entretien, de service, d'installation, d'altération, de finance et d'assurance;

“3.02 (b) Wherever the equivalent plan established in the “Regional Development Incentives Act” applies, the company must first make an application under the said Act and given the Minister all offers of incentives. The Minister may, however, at his discretion, exempt the company from making an application under the “Regional Development Incentives Act”.

THAT this addition and the present amendment to the regulations become effective on the date of their publication in the *Québec Official Gazette*.

True copy.

31011 JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

**Order in Council
Executive Council Chamber**

Number 2763

Québec, September 17, 1969.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the leasing of moveable property and the Retail Sales Tax Act. (R.S.Q. 1964, chapter 71, 1965, chapter 27, 1966-67, chapter 34, 1968, chapter 31)

WHEREAS the tax imposed by the Retail Sales Tax Act (R.S.Q. 1964, chapter 71, as amended) is made applicable to the leasing of moveable property by paragraph 9 of section 2 of the said Act;

WHEREAS section 6 of the said Act requires that a regulation be passed by the Lieutenant-Governor in Council to determine the time at which such tax on the leasing of moveable property must be paid;

WHEREAS it is expedient that a regulation be passed ordering the application of the tax to the leasing of moveable property in accordance with the said Act.

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Revenue:

THAT the annexed regulation, entitled: “Regulation concerning the leasing of moveable property and the Retail Sales Tax Act” be adopted.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

Regulation concerning the leasing of moveable property and the Retail Sales Tax Act.

1. In the present regulation:

(a) the word “property” means taxable moveable property as defined in the Retail Sales Tax Act;

(b) the word “leasing” means a straight lease or a lease with a promise of sale or a lease with an option to purchase, a contract affording the use of moveable property as well as providing a service relatively to that property, and any contract by which a person grants to another the enjoyment of moveable property for a certain time for a rental or price which the latter binds himself to pay him;

(c) the expression “rental” means the total amount paid or payable for the leasing of property and any consideration given or assented to by the lessee to enjoy the use of or the right to use such property, including all rights, royalties, franchises as well as the cost of transportation or delivery, the cost of maintenance, service, installation, alteration, finance and insurance;

d) l'expression « services de l'opérateur » signifie les services de la personne qui fait fonctionner une machine ou un équipement et les services du conducteur d'un véhicule, mais ne comprend pas les services ou frais de transport, d'entretien, d'installation et de réparation.

2. Chaque locataire doit, lors de la location d'un bien mobilier, payer la taxe sur le loyer de ce bien. Le locateur doit percevoir cette taxe et en faire remise selon les dispositions de la loi et du présent règlement.

3. Lorsque le locataire paie la taxe à chaque fois qu'il y a facturation du loyer, le taux applicable est celui en vigueur lors de telle facturation. Pour les fins du présent article, le loyer et la taxe doivent être calculés et facturés au moins une fois par mois.

Le locateur a l'obligation de percevoir la taxe chaque fois qu'il y a facturation du loyer.

4. Lorsque le locataire paie, en un seul versement effectué au moment de la signature du contrat, la taxe sur le montant total du contrat, le taux de la taxe applicable est celui en vigueur lors du paiement de ladite taxe.

5. Dans le cas d'un contrat de louage ayant pour objet des biens mobiliers situés à l'extérieur de la province et apportés pour usage ou consommation dans la province, la taxe exigible sur le loyer doit être remise au ministre par le locataire lui-même, si le locateur de l'extérieur ne l'a pas perçue.

6. Lorsqu'il s'agit d'un bail avec option d'achat, la taxe en plus d'être exigible sur le loyer, doit aussi être payée par le locataire et perçue et remise par le locateur sur le solde exigé au moment de l'exercice du droit d'option.

7. La taxe ne s'applique pas au louage de services personnels, c'est-à-dire lorsque le locateur s'oblige envers le locataire à exécuter un travail ou à rendre un service à l'aide d'un bien mobilier.

8. La taxe se calcule sur le prix total du contrat lorsqu'un bien mobilier est loué avec opérateur en considération d'un prix global incluant les services de l'opérateur.

Cependant, les services de l'opérateur ne sont pas imposables lorsque le prix en est mentionné séparément du prix de location dans le contrat.

9. Le ministre du Revenu peut déterminer le prix du loyer dans tous les cas où le loyer déclaré semble inférieur à la valeur réelle de celui-ci.

10. Les mandataires qui louent ou achètent des biens mobiliers pour fins exclusives de louage ne sont pas tenus de payer la taxe de vente sur le prix d'achat ou de louage de ces biens et des pièces utilisées pour leur entretien et leur réparation.

11. Les mandataires qui utilisent des biens mobiliers pour leur usage ou consommation et qui en font aussi le louage sont tenus de percevoir la taxe de vente sur le loyer et d'en faire remise, en plus d'avoir à payer la taxe sur le prix d'achat de ces biens.

12. La taxe sur le loyer de biens mobiliers impayés durant la période antérieure au premier octobre 1969 doit être remise au ministre du Revenu dans les 15 jours qui suivent la date où le présent règlement prend effet.

13. Le présent règlement prend effet à compter du 1er octobre 1969.

(d) the expression "services of an operator" means the services performed by the person who operates a machine or a piece of equipment and the services performed by the driver of a vehicle. However, this expression does not include the services or cost of transportation, of maintenance, of installation and of repair.

2. Every lessee of moveable property must pay the tax on the rental of that property. The lessor must collect that tax and remit same in accordance with the provisions of the Act and of the present regulation.

3. When the lessee pays the tax each time he is billed for the rental, the applicable rate is the one in force at the moment of such billing. For the purpose of this section, the rental and the tax must be calculated at least once every month.

The tax must be collected by the lessor each time there is a billing of the rental.

4. When the tax on the whole amount of the contract is paid by the lessee in one payment made at the time of the signature of the leasing agreement the rate of tax applicable is the one in force at the time of the payment of the said tax.

5. In the case where the object of the leasing agreement is moveable property located outside of the Province and brought into the Province to be used or consumed therein, the tax payable on the rental must be remitted to the Minister of Revenue by the lessee of the lessor outside the Province did not collect.

6. In the case of a lease with an option to purchase, the tax must be paid on the rental as well as on the balance paid upon the exercise of the right of option. In this case also the tax is paid by the lessee and collected and remitted by the lessor.

7. The tax is not applicable to the leasing of personal services, that is when the lessor agrees with the lessee to perform work or to use moveable property to render a service.

8. The tax is calculated on the total price of the contract when moveable property is leased with an operator in consideration of a total price including the services of such operator.

However, the services of the operator are not taxable when the price of such services is mentioned separately from the price of the lease in the contract.

9. The Minister of Revenue may determine the price of the rental in all cases where the declared rental seems inferior to the real value thereof.

10. Those agents who lease or purchase moveable property exclusively for leasing do not have the obligation to pay the sales tax on the purchase price or on the rental of such property nor on the parts used for the maintenance and repair thereof.

11. Those agents who use moveable property for their own use or consumption and who also lease same, must collect the sales tax on the rental and remit same, as well as having to pay the tax on the purchase price of said property.

12. The tax on the rental of moveable property which has not been paid during the period preceding October 1, 1969 must be remitted to the Minister of Revenue within 15 days following the date on which the present regulation is effective.

13. The present regulation is effective as of October 1, 1969.

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Fieri Facias

Province de Québec — District d'Abitibi
 Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
 No: 15,281 { AGRICOLE DU QUÉ-
 BEC, corps politique et in-
 corporé, ayant siège social à Québec, deman-
 deresse *vs* LIONEL LAGRANGE, autrefois
 cultivateur de Palmarolle, co. Abitibi, mainte-
 nant domicilié à Chapleau, Ontario, défendeur.

« Les lots de terre connus et désignés aux plan et livre du cadastre officiel pour le canton de Palmarolle, sous les numéros vingt et vingt et un (20 et 21) du rang quatre (4), avec bâtisses et autres constructions y dessus érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus « en bloc » au bureau d'enregistrement au Palais de Justice d'Amos, le TRENTIÈME jour d'OCTOBRE 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
 LAVAL GOULET.
 Bureau du Shérif, Amos, le 15 septembre 1969. 31020-o

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
 District d'Abitibi

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
 No 15,277. { AGRICOLE DU QUÉ-
 BEC, corps politique et in-
 corporé, ayant siège social à Québec, deman-
 deresse *vs* HENRI QUIRION, cultivateur, St-
 Lambert de Desmeloizes, comté d'Abitibi, défen-
 deur.

« Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre du cadastre officiel pour le canton Desmeloizes, sous le numéro sept (7) du rang six (6) avec bâtisses et autres constructions y dessus érigées, circonstances et dépendances.

Les lots de terre connus et désignés aux plan et livre du cadastre officiel pour le canton Desmeloizes, Abitibi, sous les numéros un (1) du rang sept (7) et le lot numéro sept (7) du rang sept (7) avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances. ».

Pour être vendus « en bloc » au bureau d'enregistrement au Palais de justice d'Amos, le TRENTIÈME jour d'OCTOBRE 1969, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
 LAVAL GOULET.
 Bureau du Shérif, Amos, le 15 septembre 1969. 31021-o

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Provinciale — District de Montréal

Montréal, { ALVAREZ BABEU, deman-
 No 05-786. { deur, *vs* S. ZEBEL, defen-
 deur.

« Certains lots ou emplacements, connus et désignés comme étant le numéro quarante-trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Fieri Facias

Province of Québec — District of Abitibi
 Superior Court, { THE QUÉBEC FARM
 No: 15,281. { CREDIT BUREAU, a
 body politic and incorporated,
 having a head office in Québec, plaintiff *vs*
 LIONEL LAGRANGE, formerly farmer of
 Palmarolle, county of Abitibi, now residing at
 Chapleau, Ontario, defendant.

“The lots of land known and designated on the plan and book of reference of the official cadastre for the township of Palmarolle, under numbers twenty and twenty-one (20 and 21) on range four (4), with the buildings and other constructions thereon erected, circumstances and dependencies.”

To be sold “en bloc” at the Registry Office at the Court House of Amos, the THIRTIETH day of OCTOBER, 1969, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAVAL GOULET,
 Sheriff's Office, Amos, September 15, 1969. 31020

Fieri Facias

Canada — Province of Québec
 District of Abitibi

Superior Court, { THE QUÉBEC FARM
 No. 15,277. { CREDIT BUREAU,
 a body politic and incorporat-
 ed, having a head office in Québec, plaintiff, *vs*
 HENRI QUIRION, farmer, St. Lambert de
 Desmeloizes, county of Abitibi, defendant.

“The lot of land known and designated on the plan and book of reference of the official cadastre for the township of Desmeloizes, under number seven (7) of Range six (6), with the buildings and other constructions thereon erected, circumstances and dependencies.”

The lots of land known and designated on plan and book of reference of the official cadastre for the township of Desmeloizes, Abitibi, under numbers one (1) of Range seven (7) and lot seven (7) of Range seven (7); with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.”

To be sold “en bloc” at the registry office at the Court House of Amos, the THIRTIETH day of OCTOBER, 1969, at TEN o'clock in the forenoon.

LAVAL GOULET,
 Sheriff's Office, Amos, September 15, 1969. 31021

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Provincial Court — District of Montreal

Montreal, { ALVAREZ BABEU, plaintiff.
 No. 05-786. { *vs* S. ZEBEL, defendant.

“Certain lots or emplacements, known and designated as being number forty-three of the official subdivision of original lot number one

cent soixante et un (161-43), et le numéro cent cinquante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro cent soixante-deux (162-159) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Hubert portant le numéro civique: 4255, rue Orchard à St-Hubert, province de Québec, district judiciaire de Montréal, avec immeuble ci-dessus érigé.»

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, situé maintenant au 201, Place Lemoyne « Édifice Montval », à Longueuil, le QUATRIÈME jour de NOVEMBRE 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, ce 17 septembre 1969. 31022-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, No 767 670. { **KINGSWAY INVESTMENT CORP.**, un corps politique et incorporé dûment constitué, conformément à la Loi et ayant son siège social et sa principale place d'affaires en la ville de Montréal, demanderesse, *vs* **JOSEPH VECERA**, gentilhomme de la cité de Côte Saint-Paul, et y résidant et demeurant à 1785, rue Leprohon, défendeur.

« Ce certain emplacement ayant front sur la rue Éric en la ville de Montréal, formant la partie sud-ouest du lot numéro deux cent trois (ptie s.-o. 203) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Marie en la ville de Montréal ».

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le TRENTIÈME (30e) jour d'OCTOBRE 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 17 septembre 1969. 31026

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, No 710 219. { **GEORGE MIKELAKIS**, demandeur, *vs* **IAN DE SALABERRY BOSSE**, défendeur.

L'immeuble ci-après désigné appartenant au demandeur.

« Un certain immeuble situé dans la paroisse St-Vincent de Paul, comté de Laval, formé de la cinquante-troisième (53e) subdivision du lot originaire numéro quatre cent trente-huit (438) du plan et livre de renvoi officiel de la paroisse St-Vincent de Paul. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155, Boul. Je Me Souviens à Laval, P.Q., le TRENTIÈME jour d'OCTOBRE 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, ce 17 septembre 1969. 31028-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, No 769-391. { **THE CANADA TRUST COMPANY**, un corps politique et constitué, ayant son siège social en la cité de London, province d'Ontario, et sa principale place d'affaires dans et pour la province de Québec à 615 ouest, boulevard Dorchester, en les ville et district de Montréal, demanderesse,

hundred and sixty-one (161-43), and number one hundred and fifty-nine of the official subdivision of original lot number one hundred and sixty-two (162-159) on the official plan and book of reference of the parish of St-Hubert bearing civic number 4255 Orchard Street, at St-Hubert, province of Québec, judicial district of Montreal, with an immovable erected thereon.”

To be sold at the registry office of the county of Chambly, now situated at 201 Place Lemoyne, “Montval Building”, at Longueuil, on the FOURTH day of NOVEMBER, 1969, at ELEVEN o'clock in the morning.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, September 17, 1969. 31022

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, No. 767 670. { **KINGSWAY INVESTMENT CORP.**, a body politic and corporate, duly incorporated according to law and having its head office and principal place of business in the city of Montreal, plaintiff, *vs* **JOSEPH VECERA**, gentleman of the city of Côte St-Paul, therein domiciled and residing at 1785, Leprohon Street, defendant.

“That certain emplacement fronting on Eric Street in the city of Montreal, forming the southwest part of lot number two hundred and three (S.W. Pt 203) on the official plan and book of reference of the St. Mary's Ward of the city of Montreal.”

To be sold at the prothonotary's office, room #129, in the Old Court House, in the city of Montreal, on the THIRTIETH (30th) day of OCTOBER 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's office,
Superior Court,
Montreal, September 17, 1969. 31026-0

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, No. 710 219. { **GEORGE MIKELAKIS**, plaintiff, *vs* **IAN DE SALABERRY BOSSE**, defendant.

The immovable hereafter designated belonging to the plaintiff.

“A certain immovable situated in the parish of St-Vincent de Paul, county of Laval, formed of the fifty-third (53rd) subdivision of original lot number four hundred and thirty-eight (438) on the official plan and book of reference of the parish of St-Vincent de Paul.”

To be sold at the registry office of the county of Laval, 155 Je Me Souviens Boulevard, at Laval, P.Q., on the THIRTIETH day of OCTOBER, 1969, at ELEVEN o'clock in the morning.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, September 17, 1969. 31028

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, No. 769-391. { **THE CANADA TRUST COMPANY**, a body politic and corporate having its head office in the city of London, Province of Ontario, and its principal place of business in and for the Province of Québec at 615 Dorchester Boulevard West, in the city and district of Montreal,

vs MODERN POULTRY AND EGG CO. (La compagnie Avicole Moderne), un corps politique et incorporé dûment constitué, ayant son siège social en les ville et district de Montréal, province de Québec, en faillite, défenderesse, et PHILIP BELL, comptable agréé et syndic licencié des ville et district de Montréal, en sa qualité de syndic de la succession « Modern Poultry and Egg Co ». (La Compagnie Avicole Moderne), en faillite, mis-en-cause es-qualité.

« Un emplacement ayant front sur la rue Roy en la ville de Montréal, composé de :

a) Les subdivisions quinze et seize du lot neuf cent quarante (940-15 et 16) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier St-Louis, mesurant chacun soixante-quatre pieds et six pouces de largeur, conformément aux livre de renvoi officiel mais soixante-cinq pieds conformément à l'occupation présente, sur vingt-deux pieds de profondeur; et

b) Une partie dudit lot neuf cent quarante (Ptie 940) mesurant vingt-quatre pieds et quatre dixièmes sur sa ligne sud-ouest, quinze pieds et quatre dixièmes sur sa ligne sud, cinquante-trois pieds et sept dixièmes sur sa ligne sud-est, vingt-cinq pieds et trois dixièmes sur sa ligne nord-est et soixante-quatre pieds et six pouces sur sa ligne nord-ouest, bornée vers le sud-ouest par l'avenue Coloniale, au sud et au sud-est par la partie du lot neuf cent quarante expropriée par la ville de Montréal pour l'élargissement de la rue Roy, vers le nord-est par la subdivision 940-10 (une ruelle) et vers le nord-ouest par ladite subdivision 940-16.

Avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 111, rue Roy, dont le mur nord-ouest est mitoyen.

Toutes les dimensions ci-dessus sont de mesure anglaise et plus ou moins.

Avec les droits dans ladite ruelle connue comme étant la subdivision dix dudit lot neuf cent quarante.»

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, dans le Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le TRENTE ET UNIÈME jour (31e) d'OCTOBRE 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Montréal, 17 septembre 1969. 31024

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

Fieri Facias De Terris
Cour Supérieure — District de Montréal
Montréal, No 768-448. {

BANQUE POUR LE COM-
MERCE SUISSE-IS-
RAÉLIEN (SWISS ISRAEL

TRADE BANK) demanderesse, vs JEMIL MESRIE, défendeur.

« Cette certaine ferme ayant front sur le rang St-Rémi ou le chemin des sources, en la paroisse de Ste-Geneviève et connue et désignée comme étant le lot originaire deux cent soixante-quinze (275) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Geneviève mesurant, d'après les dimensions du cadastre officiel, un arpent et cinq perches (1a. et 5 p.) de largeur sur une profondeur de vingt-six arpents (26 a.) sur sa ligne de côté sud-est et une profondeur de vingt-cinq arpents et sept perches (25a. et 7 p.) sur sa ligne de côté nord-ouest et ayant une superficie de trente-huit arpents carrés et soixante-dix-sept perches carrées (38 a.c. et 77 p.c.) et cent soixante-deux pieds carrés (161 p.c.) mesure française et

plaintiff, vs MODERN POULTRY AND EGG CO. (La Compagnie Avicole Moderne) a body politic and corporated, duly incorporated, having its head office in the city and district of Montreal, province of Québec, in bankruptcy, defendant, and PHILIP BELL, chartered accountant and licensed trustee, of the city and district of Montreal, in his quality as trustee of the estate of "Modern Poultry and Egg Co.", (La Compagnie Avicole Moderne), in bankruptcy, mis-en-cause es-qualité.

"An emplacement fronting on Roy Street in the city of Montreal, composed of :

(a) Subdivision fifteen and sixteen of lot nine hundred and forty (940-15 and 16) on the official plan and book of reference of the St. Louis Ward, each measuring in width sixty-four feet six inches according to the official book of reference, but sixty-five feet according to actual occupation, by twenty-two feet in depth; and

(b) Part of the said lot nine hundred and forty (Pt. 940) measuring twenty-four feet and four-tenths of a foot in its southwest line, fifteen feet and four-tenths of a foot in its south line, fifty-three feet and seven-tenths of a foot in its southeast line, twenty-five feet and three-tenths of a foot in its northeast line and sixty-four feet six inches in its northwest line, bounded towards the southwest by Coloniale Avenue, to the south and southeast by the part of the said lot nine hundred and forty expropriated by the city of Montreal for the widening of Roy Street, towards the northeast by subdivision 940-10 (a lane) and towards the northwest by the said subdivision 940-16.

With the building thereon erected bearing civic number 111 Roy Street, the northwest wall whereof is mitoyen.

All of the above measurements are English measure and are more or less.

With rights in the said lane known as subdivision ten of the said lot nine hundred and forty."

To be sold at the prothonotary's office, room #129, in the Old Court House, in the city of Montreal, on the THIRTY-FIRST (31st) day of OCTOBER 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Court House,
Montreal, September 17, 1969. 31024-o

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.

Fieri Facias De Terris
Superior Court — District of Montreal
Montreal, No. 768-448. {

BANQUE POUR LE COM-
MERCE SUISSE-IS-
RAÉLIEN (SWISS ISRAEL

TRADE BANK, plaintiff, vs JEMIL MESRIE, defendant.

"That certain farm fronting on Rang St. Rémi or Des Sources Road, in the parish of Ste. Geneviève, and known and designated as being original lot two hundred and seventy-five (275) on the official plan and book of reference of the parish of Ste. Geneviève, measuring according to the official cadastre measurements one arpent and five perches (1 arps and 5 per.) in width by a depth of twenty-six arpents (26 arps.) in its southeast side line and a depth of twenty-five arpents and seven perches (25 arps. and 7 per.) in its north-west side line and having an area of thirty-eight square arpents and seventy-seven square perches (38 sq. arps. and 77 sq. per) and one hundred and sixty-two square feet (162 sq.

plus ou moins. Et d'après un plan exécuté par L.C. Ferland A.G.Q., le 4e jour d'avril 1957, mesurant deux cent quatre-vingt-huit et huit dixièmes (288.8') de largeur à angles droits avec ses lignes de côtés, en avant deux cent trente-six pieds et trois dixièmes (236.3') à l'arrière quatre mille neuf cent soixante-quatre pieds et cinq dixièmes (4,964.5') sur sa ligne de côté sud-est, quatre mille neuf cent quarante pieds (4,940') de profondeur sur sa ligne de côté nord-ouest et contenant une superficie de un million quatre cent treize mille cent soixante et onze pieds carrés (1,413,171 p.c.) ou trente-huit arpents carrés et quatre dixièmes (38.4 a.c.). Mesure anglaise et plus ou moins. »

Pour être vendue au bureau du protonotaire, chambre # 129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le VINGT-NEUVIÈME jour d'OCTOBRE 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,

PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, 17 septembre 1969.

31023

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, { LA SOCIÉTÉ CENTRALE
No: 771-341. { D'HYPOTHÈQUES ET
 { DE LOGEMENT, demande-
resse *vs* GEORGES LALONDE, demeurant et
domicilié au 3391, rue Richelieu en la cité de
Jacques-Cartier, district de Montréal. défendeur.

Désignation

« Un emplacement ayant front sur la rue connue comme lot numéro 117-54 dans la ville de Jacques-Cartier, comté de Chambly, connu et désigné comme la subdivision quatre-vingt-deux de la subdivision officielle du lot originaire cent dix-sept (117-82) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil.

Avec toutes les bâtisses y érigées et spécialement la maison portant le numéro 3391 de la rue connue comme lot 117-54 étant la rue Richelieu.

Comme la propriété existe avec tous les droits, membres et appartenances sans exception ni réserve de la part de la venderesse, et spécialement sujet à la servitude en faveur de Steinberg's Limited telle qu'établie aux termes de l'acte enregistré au bureau d'enregistrement de Chambly sous le numéro 191346, et une servitude en faveur de la Commission de l'Hydro-Québec, *et al.*, établie aux termes d'un acte enregistré sous le numéro 234848. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, maintenant situé au 201, Place Lemoyne, Édifice Montval, à Longueuil, le CINQUIÈME jour de NOVEMBRE 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif adjoint,

PAUL ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Montréal, ce 17 septembre 1969.

31039-0

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, { DAME HELEN JUSZCZAK,
No 756-311. { épouse commune en biens
 { de Feliks Jagodzinski, de la cité
de Toronto, Ontario, demanderesse, *vs* FELIKS
JAGODZINSKI, des cité et district de Montréal,
1783, rue Center, Montréal, défendeur.

ft.) French measure and more or less, and measuring according to a plan prepared by L.C. Ferland, Q.L.S., on the 4th day of April, nineteen hundred and fifty-seven, two hundred and eighty-eight feet and eight-tenths of a foot (288.8') in width at right angles to its side lines in front two hundred and thirty-six feet and three-tenths of a foot (236.3') in rear, four thousand nine hundred and sixty-four feet and five-tenths of a foot (4,964.5') in its southeast side line, four thousand nine hundred and forty feet (4,940') in depth in its northwest side line and containing a superficial area of one million four hundred and thirteen thousand and one hundred and seventy-one square feet (1,413,171') or thirty-eight arpents and four tenths of an arpent (38.4 arps.) English measure more or less." "To be sold at the prothonotary's office, room # 129, in the Old Court House, in the city of Montreal, on the TWENTY-NINTH day of OCTOBER 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,

Associate Sheriff.

Sheriff's Office,

Montreal September 17, 1969.

31023-0

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, { THE CENTRAL MORT-
No: 771-341. { GAGE AND HOUSING
 { CORPORATION, plaintiff, *vs*
GEORGES LALONDE, residing and domiciled
at 3391 Richelieu Street, in the City of Jacques-
Cartier, district of Montreal, defendant.

Designation

"An emplacement fronting on the street known as lot number 117-54 in the town of Jacques-Cartier, county of Chambly, known and designated as subdivision eighty-two of the official subdivision of original lot one hundred and seventeen (117-82) on the official plan and book of reference of the parish of St-Antoine de Longueuil.

With all buildings erected thereon and especially the house bearing number 3391 of the street known as lot 117-54, Richelieu Street.

As the property exists with all the rights, members and appurtenances without exception nor reservation on the part of the vendor, and especially subject to the servitude in favor of Steinberg's Limited as established according to the terms of a deed registered at the Chambly Registry Office under Number 191346, and a servitude in favor of the Hydro-Québec Commission, *et al.*, established according to the terms of a deed registered under Number 234848."

To be sold at the registry office of the County of Chambly, now situated at 201 Lemoyne Square, Montval Building, at Longueuil, on the FIFTH day of NOVEMBER, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

PAUL ST-MARTIN,

Associate Sheriff.

Sheriff's Office,

Montreal, September 17, 1969.

31039

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, { DAME HELEN JUSZCZAK,
No 756-311. { wife common as to property
 { of Feliks Jagodzinski, of the city
of Toronto, Ont., plaintiff, *vs* FELIKS JAGOD-
ZINSKI of the city and district of Montreal, at
1783 Center street Montreal, defendant.

1^o Ce certain emplacement vacant ayant front sur le chemin public, dans la ville de Laval des Rapides en la province de Québec, connu et désigné comme étant le lot de subdivision numéro deux cent quatre-vingt-cinq du lot originaire numéro deux cent quarante-six (246-285) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin mesurant quarante-cinq pieds et quinze centièmes (45.15') en front sur sa ligne nord-ouest le long du chemin public, quarante-cinq pieds (45') à l'arrière sur sa ligne sud-est, cent huit pieds et cinq dixièmes (108.5') d'un côté sur sa ligne sud-ouest et cent treize pieds (113') de l'autre côté sur sa ligne nord-est contenant une superficie totale de 4,983.7 pieds carrés. Toutes les dimensions ci-dessus sont de mesure anglaise et plus ou moins.

2^o Ce certain emplacement situé en la ville de Laval des Rapides, en la province de Québec, à l'intersection du chemin public et d'une rue projetée (présentement connu comme le lot 247-313), connue et désignée comme étant le lot de subdivision numéro trois cent douze du lot originaire numéro deux cent quarante-sept (247-312) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin, mesurant soixante et onze pieds et deux dixièmes (71.2') en front sur sa ligne nord-ouest, soixante et onze pieds (71') à l'arrière sur sa ligne sud-est, soixante-dix-huit pieds (78') d'un côté sur sa ligne sud-ouest et quatre-vingt-cinq pieds (85') de l'autre côté sur sa ligne nord-est, contenant une superficie totale de 5,786.5 pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins.

3^o Ces certains lots vacants situés dans ladite ville de Laval des Rapides connus et désignés comme étant les lots de subdivision numéros deux cent quatre-vingt-quatre, deux cent quatre-vingt-cinq et deux cent quatre-vingt-six du lot originaire numéro deux cent quarante-sept (247-284, 285 et 286) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin mesurant chacun soixante-cinq pieds (65') de largeur sur une profondeur de soixante et onze pieds (71') mesure anglaise et plus ou moins.

Pour être vendus au bureau d'enregistrement du comté de Laval, 155, boulevard Je me souviens, en la ville de Laval, le SIXIÈME (6^e) jour de NOVEMBRE 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

Une propriété immobilière ayant front sur la rue Center en la cité de Montréal, connue et désignée comme étant le lot No 966 aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Ste-Anne, avec une bâtisse dessus érigée et portant les numéros civiques 1783 et 1785 de ladite rue.

Pour être vendue au bureau du protonotaire, chambre # 129 du Vieux Palais de Justice, en la cité de Montréal, le SIXIÈME (6^e) jour de NOVEMBRE 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du shérif, Cour Supérieure, Montréal, 17 septembre 1969.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.

31025

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, No 623 217. { ABRAHAM SIMON & LOUIS SCHONER, demandeurs, vs DANA INVESTMENT CORP., défenderesse.

Un emplacement situé dans la ville de Fabreville, dans le comté de Laval, composé comme suit:

1^o D'une partie du lot numéro deux cent deux (ptie No 202) aux plan et livre de renvoi officiels

1. That certain vacant emplacement fronting on the Public Road, in the town of Laval des Rapides in the Province of Québec, known and designated as being subdivision lot number two hundred and eighty-five of original lot number two hundred and forty-six (246-285) upon the official plan and book of reference of the parish of St. Martin, measuring forty-five feet and fifteen hundredths of a foot (45.15') in front in its northwest line along the Public Road, forty-five feet (45') in rear in its southeast line, one hundred and eight feet and five tenths of a foot (108.5') on one side in its southwest line, and one hundred and thirteen feet (113') on the other side in its northeast line containing a total superficial area of 4,983.7 square feet. All of the above measurements are English measure and more or less.

2. That certain emplacement situate at the town of Laval des Rapides, in the province of Québec, at the intersection of the Public Road and a proposed street (now known as lot 247-313), known and designated as subdivision lot number three hundred and twelve of original lot number two hundred and forty-seven (247-312) upon the official plan and book of reference of the parish of St. Martin, measuring seventy-one feet and two tenths of a foot (71.2') in front in its northwest line, seventy-one feet (71') in rear in its southeast line, seventy-eight feet (78') on one side in its southwest line, and eighty-five feet (85') on the other side in its northeast line, containing a total superficial area of 5,786.5 square feet, English measure and more or less.

3. Those certain vacant lots situate in the said town of Laval des Rapides known and designated as subdivision lot numbers two hundred and eighty-four, two hundred and eighty-five and two hundred and eighty-six of original lot number two hundred and forty-seven (247-284, 285 and 286) upon the official plan and book of reference of the parish of St. Martin, each measuring sixty-five feet (65') in width by a depth of seventy-one feet (71'), English measure and more or less.

To be sold at the registry office of the county of Laval, 155, Boul. Je me souviens, in the town of Laval, on the SIXTH (6th) day of NOVEMBER 1969, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

An immovable property fronting on Centre Street in the city of Montreal, known and designated as being lot No 966 in the official plan and book of reference of St. Ann's Ward with a building on it erected bearing civic numbers 1783 and 1785 on the said street.

To be sold at the prothonotary's office, room # 129, in the Old Court House, in the city of Montreal, on the SIXTH (6th) day of NOVEMBER 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, September 17, 1969.

PAUL ST-MARTIN,
Associate Sheriff.
31025-0

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, Mo 623 217. { ABRAHAM SIMON & LOUIS SCHONER, plaintiffs, vs DANA INVESTMENT CORP., defendant.

An emplacement situated in the town of Fabreville, in the county of Laval, composed as follows:

1. Of a part of lot number two hundred and two (Pt. No. 202) on the official plan and book

de la paroisse de Sainte-Rose, comté de Laval, mesurant deux cent quarante-deux pieds et seize centièmes sur sa ligne sud-est en front; deux cent trente pieds sur sa ligne nord-ouest à l'arrière; quatre cent cinquante-trois pieds sur sa ligne nord-est et cinq cent huit pieds et vingt-cinq centièmes sur sa ligne sud-ouest, ayant une superficie de 110,573 pieds carrés, mesure anglaise, ou trois arpents; bornée au nord-ouest et au nord-est par d'autres parties dudit lot numéro 202, au sud-est par un chemin public (chemin de la petite côte), au sud-ouest par le lot numéro 201 dudit plan.

2° D'une autre partie dudit lot numéro deux cent deux (ptie 202) dits plan et livre de renvoi, mesurant deux cent trente pieds de largeur sur une profondeur de mille deux cent quatre-vingt-dix-sept pieds et deux dixièmes, ayant une superficie de 298,356 pieds carrés, mesure anglaise, ou huit arpents et un dixième; bornée au nord-ouest, au nord-est et au sud-est par d'autres parties dudit lot numéro 202, au sud-ouest par le lot numéro 201, dits plan et livre de renvoi, le coin sud-ouest de ladite partie de lot est situé à une distance de cinq cent huit pieds et vingt-cinq centièmes de la limite nord-ouest du chemin public de la Petite Côte, cette distance étant mesurée le long de la ligne de division des lots originaires numéros 202 et 201; le coin sud-est est situé à une distance de quatre cent cinquante-trois pieds de la limite nord-ouest dudit chemin public de la Petite Côte, cette distance étant mesurée dans la continuation de la ligne vers le sud-est de la limite nord-est de ladite partie du lot;

3° D'un autre partie dudit lot numéro deux cent deux (ptie No 202), dits plan et livre de renvoi, mesurant deux cents pieds de largeur sur une profondeur de mille quatre cent quatre-vingt-onze pieds et huit dixièmes; ayant une superficie de 298,360 pieds carrés, mesure anglaise, ou huit arpents et un dixième, bornée au sud-est, au sud-ouest et au nord-ouest par d'autres parties dudit lot numéro 202, au nord-est, par une rue portant le No 202-1; le coin sud-est de ladite partie du lot est situé à une distance de cent quatre-vingt-trois pieds de la limite nord-ouest dudit chemin public de la Petite Côte; cette dernière distance étant mesurée le long de la limite sud-ouest de ladite rue portant le numéro 201-1; le coin sud-ouest est situé à une distance de deux cent cinquante-six pieds et sept dixièmes de la limite nord-ouest du chemin public de la Petite Côte, cette distance étant mesurée dans la continuation d'une ligne vers le sud-est de la limite sud-ouest de ladite partie du lot;

4° D'une autre partie dudit lot numéro deux cent deux (ptie No 202) dits plan et livre de renvoi, mesurant quatre cent soixante-neuf pieds et sept dixièmes sur sa ligne nord-ouest; quatre cent trente pieds sur sa ligne sud-est, cinq cent quatre-vingt-trois pieds sur sa ligne nord-est; sept cent quatre-vingt-trois pieds et trente-cinq centièmes sur sa ligne sud-ouest et ayant une superficie de 298,336 pieds carrés, mesure anglaise, ou huit arpents et sept centièmes; bornée au nord-est par une rue portant le No 202-1 ci-dessus mentionnée, au sud-est par d'autres parties dudit lot numéro 202, au sud-ouest par le lot numéro 201, audit plan, au nord-ouest, partiellement par la subdivision 171 du lot numéro 136 audits plan et livre de renvoi officiels. Le tout ainsi que plus complète-

of reference of the parish of Ste. Rose, Laval County, measuring two hundred and forty-two feet and sixteen hundredths of a foot in its southeast line in front; two hundred and thirty feet in its northwest line in rear; four hundred and fifty-three feet in its northeast line and five hundred and eight feet and twenty-five hundredths of a foot in its southwest line, having an area of 110,573 square feet, English measure, or three arpents; bounded to the northwest and to the northeast by other parts of said lot number 202, to the southeast by a public road (Chemin de La Petite Côte), to the southwest by lot number 201 of said plan.

2. Of another part of said lot number two hundred and two (Pt. 202) said plan and book of reference, measuring two hundred and thirty feet in width by a depth of one thousand two hundred and ninety-seven feet and two tenths of a foot, having an area of 298,356 square feet, English measure, or eight arpents and one tenth of an arpent; bounded to the northwest, to the northeast and to the southeast by other parts of said lot number 202, to the southwest by lot number 201, said plan and book of reference, the southwest corner of the said part of lot is situated at a distance of five hundred and eight feet and twenty-five hundredths of a foot from the northwest limit of the public road de la Petite Côte, this distance being measured along the division line of original lots numbers 202 and 201; the southeast corner is situated at a distance of four hundred and fifty-three feet of the northwest limit of the said public road de la Petite Côte, this distance being measured in the continuation towards the southeast of the northeast limit of the said part of lot;

3. Of another part of said lot number two hundred and two (Pt. No. 202), said plan and book of reference, measuring two hundred feet in width by a depth of one thousand four hundred and ninety-one feet and eight tenths of a foot; having an area of 298,360 square feet, English measure, or eight arpents and one tenth of an arpent; bounded to the southeast, to the southwest and the northwest by other parts of said lot number 202, to the northeast by a street bearing No. 202-1; the southeast corner of the said part of lot is situated at a distance of one hundred and eighty-eight feet from the northwest limit of the said public road de la Petite Côte; this last distance being measured along the southwest limit of the said street bearing number 201-1; the southwest corner is situated at a distance of two hundred and fifty-six feet and seven-tenths of a foot from the northwest limit of the public road de la Petite Côte, this distance being measured in the continuation towards the southeast of the southwest limit of the said part of lot;

4. Of another part of said lot number two hundred and two (Pt. No. 202) said plan and book of reference, measuring four hundred and sixty-nine feet and seven-tenths of a foot in its northwest line; four hundred and thirty feet in its southeast line five hundred and ninety-three feet in its northeast line; seven hundred and eighty-three feet and thirty-five hundredths of a foot in its southwest line, and having an area of 298,336 square feet, English measure, or eight arpents and seven hundredths of an arpent; bounded to the northeast by a street bearing No. 202-1 above mentioned, to the southeast by other parts of said lot number 202, to the southwest by lot number 201, on said plan, to the northwest partly by subdivision 171 of lot number 136 on the said official plan and book of reference the whole as

ment décrit dans un plan préparé par J.A. Laferrière, A.G.Q., le vingt-sixième jour de novembre, dix-neuf cent cinquante-sept, tel que révisé le vingt-huitième jour d'octobre dix-neuf cent cinquante-sept ledit plan étant annexé à l'acte de vente originaire, dont une copie est enregistrée à Laval, sous le numéro 117530.

Ensemble avec le droit de passage dans la rue composée du lot numéro 202-1 et du lot numéro 136-169 auxdits plan et livre de renvoi officiels, tel qu'établi dans l'acte de vente sus-mentionné et enregistré à Laval, sous le numéro 117530.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, à 155, boulevard Je Me Souviens, à Laval, P.Q., le CINQUIÈME jour de NOVEMBRE 1969, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Cour Supérieure, Montréal, 17 septembre 1969. *Le shérif adjoint, PAUL ST-MARTIN.* 31029

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieur — District de Montréal

Montréal No 755-064. { ALBERT & JACQUES LEBEAU, gentilhommes, résidants et domiciliés à

St-Janvier, des comté et district de Terrebonne, demandeurs, vs Dame VALENTINE BERNIER, résidant et domiciliée au 0902 rue Charlevoix, des cité et district de Montréal, défenderesse.

Les immeubles ci-après désignés et appartenant à la défenderesse.

« Un emplacement situé au coin des rues Charlevoix et Knox en la cité de Montréal, composé du lot numéro cent quatre-vingt-trois (183) de la subdivision du lot numéro trois mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf (3399-183) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant quatre-vingt-quatre pieds (84') de largeur en front sur trente et un pieds et six pouces (31.6') de largeur sur quatre-vingt-dix pieds (90') de profondeur, mesures anglaises plus ou moins, avec la maison portant les numéro 0900 et 0902 de la rue Charlevoix et 2605 rue Knox et dépendances y érigées; tel que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives ou passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et spécialement un droit de passage en commun à la ruelle désignée sous le numéro trois mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf (3399-182). »

« Un emplacement ayant front sur la rue Charlevoix en la cité de Montréal, connu sous le numéro cent quatre-vingt-quatre (184) de la subdivision du lot No trois mille trois cent quatre-vingt-dix-neuf (3399-184) des plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal mesurant vingt-quatre (24') pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds (90') de profondeur, mesures anglaises plus ou moins, avec une maison y portant le No 0908 et le No 0910 de ladite rue Charlevoix et avec bâtisse y érigée et avec droit de passage en commun avec tous les autres y ayant droit dans la ruelle conduisant audit emplacement. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le QUATRIÈME jour de NOVEMBRE 1969, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Cour Supérieure, Montréal, ce 17 septembre 1969. *Le shérif adjoint, PAUL ST-MARTIN.* 31027-0

more fully described in a plan prepared by J. A. Laferrière, Q.L.S., on the twenty-sixth day of November, nineteen hundred and fifty-seven as revised on the twenty-eighth day of October, nineteen hundred and fifty-seven, the said plan being annexed to the original of a deed of sale, a copy whereof is registered at Laval under the number 117530.

Together with the right of way in the street composed of lot number 202-1 and of lot number 136-169 on the said official plan and book of reference, as set forth in the aforementioned deed of sale registered at Laval under the number 117530.

To be sold at the registry office of the county of Laval, at 155, Boul. Je Me Souviens in Laval, P.Q., on the FIFTH day of NOVEMBER 1969, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Superior Court, Montreal, September 17, 1969. PAUL ST-MARTIN, Associate Sheriff. 31029-0

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montréal, No. 755-064. { ALBERT & JACQUES LEBEAU, gentlemen, residing and domiciled at St-

Janvier, county and district of Terrebonne, plaintiffs, vs Mrs. VALENTINE BERNIER, residing and domiciled at 0902 Charlevoix Street, city and district of Montreal, defendant.

The immovables hereafter designated and belonging to the defendant:

« An emplacement situated on the corner of Charlevoix and Knox Streets, in the city of Montreal, composed of lot number one hundred and eighty-three (183) of the subdivision of lot number three thousand three hundred and ninety-nine (3399-183) on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring eighty-four (84') feet in width in front by thirty one feet and six inches (31.6') in width by ninety feet (90') in depth, English measure more or less, with a house bearing number 0900 and 0902 Charlevoix Street and 2605 Knox Street and dependencies erected thereon; such as the whole is presently found with all servitudes, active or passive, apparent or occult attached to the said immovable and especially a right of way common with a lane designated under number three thousand three hundred and ninety-nine (3399-182). »

« An emplacement fronting on Charlevoix Street, in the city of Montreal, known under number one hundred and eighty-four (184) of the subdivision of lot No. three thousand three hundred and ninety-nine (3399-184) on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal measuring twenty-four (24') feet in width by ninety feet (90') in depth, English measure more or less, with a house bearing No. 0908 and No. 0910 of the said Charlevoix Street and with a building erected thereon and with a right of way in common with all others allowed on the lane leading to the said emplacement. »

To be sold at the office of the prothonotary, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, on the FOURTH day of NOVEMBER, 1969, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Superior Court, Montreal, September 17, 1969. PAUL ST-MARTIN, Associate Sheriff. 31027

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, Cause #34,117. **LA CAISSE D'ÉPARGNE ET D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DE DOLBEAU-MISTASSINI**, société régie par la Loi des Caisses d'Épargne et de Crédit ayant son siège social à Dolbeau, comté de Roberval, demanderesse, *vs* **LUCIEN THIBEAULT**, commerçant, domicilié à Girardville, comté et district de Roberval, et **LUDGER THIBEAULT**, entrepreneur, domicilié à Mistassini, comté et district de Roberval, défendeurs.

« Un emplacement en la ville de Mistassini, naguère connu et désigné comme consistant dans les lots numéros cinquante-deux et cinquante-trois aux plan et livre de renvoi officiels d'une subdivision du lot originaire numéro douze du dixième rang du cadastre officiel du canton de Dolbeau mais maintenant comme consistant dans les lots connus et désignés sous les numéros douze cinquante-deux et douze cinquante-trois (lots 12-52 et 12-53) aux plan et livre de renvoi officiels de la revision cadastrale de la ville de Mistassini, division d'enregistrement du Lac St-Jean Ouest, contenant lesdits lots, respectivement cinq mille quatre-vingt et quatre mille neuf cent cinquante pieds carrés et ensemble dix mille trente pieds carrés, mesures anglaises, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement de Lac St-Jean Ouest, à Roberval, district de Roberval, le **TRENTIÈME** jour d'**OCTOBRE** 1969 à **ONZE** heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, Palais de Justice, Roberval, le 18 janvier 1969. 31030-o

ST-MAURICE

Canada — Province de Québec
District de St-Maurice

Cour Supérieure, Shawinigan, No 312. **LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DE BEURRERIE DE ST-RÉMI DU LAC AUX SABLES**, demanderesse, *vs* Monsieur **ALFRED LÉGARÉ**, domicilié à Ste-Thècle, district de St-Maurice, défendeur.

« Un emplacement situé à Ste-Thècle, connu et désigné comme faisant partie de la subdivision numéro quatorze (No 14) du lot originaire numéro quatre-vingt-trois (Ptie. 83-14) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thècle, mesurant soixante-trois pieds de largeur, sur une profondeur de cent vingt-six pieds (63' x 126') le tout plus ou moins et à la mesure anglaise; borné en front au chemin public, en profondeur à Rosaire Bédard ou représentant, joignant d'un côté Eddy Magnan ou représentant et de l'autre côté ledit Alfred Légaré ou représentant, avec bâtisses dessus construites. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Shawinigan, 795, 5e rue, Shawinigan, **MARDI** le **VINGT-HUITIÈME** jour du mois d'**OCTOBRE** 1969, à **DIX** heures de l'avant-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, Shawinigan, 17 septembre 1969. RENÉ BOISVERT. 31031-o

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris

Canada — Province of Québec
District of Roberval

Superior Court, Brief #34,117. **LA CAISSE D'ÉPARGNE ET D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DE DOLBEAU-MISTASSINI**, an association governed by the Savings and Credit Unions Act having its head office at Dolbeau, county of Roberval, plaintiff, *vs* **LUCIEN THIBEAULT**, trader, domiciled at Girardville, county and district of Roberval, and **LUDGER THIBEAULT**, contractor, domiciled at Mistassini, county and district of Roberval, defendants.

“An emplacement in the town of Mistassini, formerly known and designated as consisting in lot numbers fifty-two and fifty-three on the official plan and book of reference of a subdivision of original lot number twelve of the tenth range of the official cadastre of the township of Dolbeau but now known as consisting in the lots known and designated under numbers twelve fifty-two and twelve fifty-three (lots 12-52 and 12-53) on the official plan and book of reference of the cadastral revision of the town of Mistassini, registration division of Lake St. John West, containing the said lots, respectively five thousand and eighty and four thousand nine hundred and fifty square feet and together ten thousand thirty square feet, English measure, with buildings constructed thereon, appurtenances and dependencies.”

To be sold at the registry office of the registration division of Lake St. John West, at Roberval, district of Roberval, on the **THIRTIETH** day of **OCTOBER**, 1969, at **ELEVEN** o'clock in the morning.

LÉON-AURICE LAVOIE,

Sheriff's Office, Court House, Roberval, January 18, 1969. Sheriff. 31030

ST-MAURICE

Canada — Province of Québec
District of St-Maurice

Superior Court, Shawinigan, No. 312. **LA SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DE BEURRERIE DE ST-RÉMI DU LAC AUX SABLES**, plaintiff, *vs* Mr. **ALFRED LÉGARÉ**, domiciled at Ste-Thècle, district of St-Maurice, defendant.

“An emplacement situated at Ste-Thècle, known and designated as forming part of subdivision number fourteen (No. 14) of original lot number eighty-three (P. 83-14) of the official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Thècle, measuring sixty-three feet in width by a depth of one hundred and twenty-six feet (63' x 126'), the whole more or less, English measure, bounded in front by the public road, in depth by Rosaire Bédard or representative, joining on one side the property of Eddy Magnan or representative and on the other side that of the said Alfred Légaré or representative, with the buildings constructed thereon.”

To be sold in the Shawinigan registry office, 795, 5th St., Shawinigan, on **TUESDAY**, the **TWENTY-EIGHTH** day of the month of **OCTOBER**, 1969, at **TEN** o'clock in the forenoon.

RENÉ BOISVERT,

Sheriff's Office, Shawinigan, September 17, 1969. Sheriff. 31031

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de TerrebonneCour Supérieure, { DAME ANGÉLINA VAIL-
No 3077. { LAN COURT, veuve de
feu Omer Lamoureux, de la
cité de Montréal-Nord, district de Montréal,
requérante.

Avis de vente

Les immeubles ci-après désignés seront vendus
conformément aux articles 798 et 801 C.P.C.a) Un lot de terre ou emplacement situé en la
paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville, connu
et désigné comme étant le lot numéro douze de la
subdivision officielle du lot numéro soixante-dix-
neuf (79-12) des plan et livre de renvoi officiels
de la paroisse de Sainte-Thérèse de Blainville,
sans bâtisse.Tel que le tout se trouve actuellement avec
toutes les servitudes actives et passives, appa-
rentes ou occultes attachées audit immeuble.b) Un lot de terre ou emplacement situé dans
le rang de la Grande-Côte, en la paroisse de
Sainte-Thérèse de Blainville, comté de Terre-
bonne, connu et désigné comme étant le lot
numéro onze de la subdivision du lot numéro
soixante-dix-heuf (79-11) des plan et livre de
renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Thérèse
de Blainville.Tel que le tout se trouve actuellement avec
toutes les servitudes actives et passives, appa-
rentes ou occultes attachées audit lot de terre.Avec maison dessus érigée portant le numéro
civique 34, rue Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest,
circonstances et dépendances;Pour être vendu au bureau d'enregistrement
de St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne,
comté de Terrebonne, au 190 rue Parent, Édifice
de la Caisse Populaire, St-Jérôme, JEUDI, le
TRENTIÈME jour d'OCTOBRE 1969, à
DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le shérif intérimaire,

Bureau du Shérif, GABRIELLE FOURNELLE.
Saint-Jérôme, 22 septembre 1969. 31037-0

TROIS—RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-RivièresCour Supérieure, { LA SOCIÉTÉ DU CRÉ-
No 235 (1969) { DIT AGRICOLE, cor-
poration existant en vertu
d'une loi fédérale, ayant son siège social en la
cité d'Ottawa, et un bureau d'affaires en la cité
de Ste-Foy, district de Québec, requérante, vs
M. RÉAL LAHAIE, cultivateur, de Ste-Gene-
viève de Batiscan, comté de Champlain, intimé.

Fieri Facias de Terris

« 1° Un emplacement pris et détaché du lot
de terre connu et désigné sous le numéro soixante-
deux (P. 62) sur les plan et livre de renvoi officiels
de ladite paroisse de Ste-Geneviève de Batiscan,
division d'enregistrement de Champlain, de la
contenance de cent cinquante-sept pieds de
largeur au front, de cent quatre-vingt-cinq pieds
de largeur à sa profondeur, qui est de deux cents
pieds, le tout mesure anglaise; borné en front, au
sud-est au chemin public, en 2 profondeur, au

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de TerrebonneSuperior Court, { DAME ANGÉLINA VAIL-
No. 3077. { LAN COURT, widow of
the late Omer Lamoureux, of
the city of Montreal-North, district of Montreal,
plaintiff.

Notice of sale

The immovables hereinafter designated shall
be sold pursuant to sections 798 and 801 C.P.C.(a) A lot of land or emplacement situated in the
parish of Sainte-Thérèse de Blainville, known
and designated as being lot number twelve of the
official subdivision of lot number seventy-nine
(79-12) on the official plan and book of reference
for the parish of Sainte-Thérèse de Blainville,
without buildings.Such as the whole now exists with all servitudes
active and passive, apparent or occult attached to
the said immovable.(b) A lot of land or emplacement situated in the
Grande-Côte Range, in the parish of Sainte-
Thérèse de Blainville, county of Terrebonne,
known and designated as being lot number
eleven of the subdivision of lot number seventy-
nine (79-11) on the official plan and book of
reference for the parish of Sainte-Thérèse de
Blainville.Such as the whole now exists with all servitudes
active and passive, apparent or occult attached to
the said lot of land.With dwelling thereon erected bearing civic
number 34 Gilles Street, Sainte-Thérèse-West,
circumstances and dependencies.To be sold at the registry office of Saint-
Jérôme, judicial district of Terrebonne, county
of Terrebonne at 190 Parent Street, Édifice de la
Caisse Populaire, Saint-Jérôme, THURSDAY,
the THIRTIETH day of OCTOBER, 1969, at
TWO o'clock in the afternoon

Conditions: cash.

GABRIELLE FOURNELLE,

Sheriff's Office, Acting Sheriff.
Saint-Jérôme, September 22, 1969. 31037

THREE—RIVERS

Canada — Province de Québec
District de Trois-RivièresSuperior Court, { THE CREDIT FARM
No. 235 (1969). { BOARD, incorporated
under a federal law, having
its head office in the city of Ottawa and a place of
business in the city of Ste. Foy, district of Québec,
plaintiff, versus MR. RÉAL LAHAIE, farmer,
Sainte-Geneviève de Batiscan, county of Cham-
plain, respondent.

Fieri Facias de Terris

"1. An emplacement taken and detached from
a lot of land known and designated under number
sixty-two (P. 62) on the official plan and book
of reference of the said parish of Sainte-Geneviève
de Batiscan, registration division of Champlain,
being one hundred and fifty-seven feet wide in
front, one hundred and eighty-five feet wide on its
depth which is of two hundred feet, the whole
English measure; bounded in front, on the south-
east by the public road, in depth, on the north-

nord-ouest et vers le nord-est par Jean-Paul Jacob, représentant Émile Jacob, et vers le sud-ouest par Fabien Jacob, représentant Émile Veillette.

Et encore et surplus, une lisière de terrain de quatre pieds de largeur, mesure anglaise, comprise entre le chemin public et la rivière Batiscan, et longeant la ligne nord-est de l'emplacement préalablement concédé à Réal Lahaie et ses auteurs, soit apparemment le lot soixante-seize, entre ladite rivière et ledit chemin public.

2° Le lot soixante-seize (No 76) du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève de Batiscan.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Servitude

Partie du lot soixante-deux (Ptie 62) est grevée d'une servitude en faveur de Québec Téléphone suivant l'acte enregistré sous le numéro 165934.

Pour être vendus « en bloc » au bureau d'enregistrement de Ste-Geneviève de Batiscan, comté Champlain, MERCREDI, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois d'OCTOBRE 1969, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du Shérif, JEAN CLOUTIER, Trois-Rivières, le 22 septembre 1969. 31038-o

west and towards the northeast by Jean-Paul Jacob, representing Émile Jacob, and towards the southwest by Fabien Jacob, representing, Émile Veillette.

More and over, a strip of land four feet wide English measure, which is between the public road and the Batiscan River, and running along the northeast line of the emplacement previously ceded to Réal Lahaie and his "auteurs", that is apparently lot seventy-six, between the said river and the said public road.

2. Lot seventy-six (No. 76) on the official cadastre for the parish of Sainte-Geneviève de Batiscan.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Servitude

Part of lot sixty-two (Pt 62) is encumbered by a servitude in favour of Québec Telephone as per a deed registered under number 165934.

To be sold "en bloc" at the registry office of Sainte-Geneviève de Batiscan, county of Champlain, WEDNESDAY, the TWENTY-NINTH day of the month of OCTOBER, 1969, at THREE o'clock in the afternoon.

JEAN CLOUTIER,

Sheriff's Office, Sheriff. Trois-Rivières, September 22, 1969. 31038

INDEX No 39

ARRÊTÉS en Conseil

2763 — Louage de biens mobiliers et la Loi de l'impôt sur la vente en détail.....	5138
2763 — Leasing of moveable property and the Retail Sales Tax Act.....	5138
2793 — Aide au développement industriel régional, addition et modification aux règlements relatifs à l'application et à l'administration de la Loi.....	5137
2793 — Regional Industrial Development Assistance Act, addition and amendment to the regulations relative to the application and administration of the Act.....	5137

ORDERS in Council

AVIS divers

Association des Courtiers d'Assurances de la Province de Québec (L') (Appr. Règl.).....	5135
Insurance Broker's Association of the Province of Québec (Appr. By-laws).....	5135
Montréal, ville-city (Rachat d'obligations-Redemption of Bonds).....	5133
Montréal, ville-city (Rachat d'obligations-Redemption of Bonds).....	5135
Trois-Rivières-cité-city (Programme de rénovation-Renewal Program).....	5134

MISCELLANEOUS Notices

CHANGEMENT DE NOM — Loi du

Billington, John Donald (Acc.-Grant.).....	5098
Borochovitz, Seymour (Dem.-Appl.).....	5098
Chiasson, Terrance Wesley (Acc.-Grant.).....	5098
Chichakly, Moufid Mohamed Wadi (Dem.-Appl.).....	5098
Farbarowitch, Iessie (Dem.-Appl.).....	5097
Gerle, Alexander (Dem.-Appl.).....	5097
Guay, Gérard Guilda (Dem.-Appl.).....	5098
McLoof, James Joseph (Acc.-Grant.).....	5098
Rosenberg, Elsa Elizabeth Erika (Dem.-Appl.).....	5097
Roth, Leonard Charles (Acc.-Grant.).....	5099
Sproule, Nelson Raymond (Acc.-Grant.).....	5099

CHANGE OF NAME — Act

CAISSES

d'épargne et de crédit	SAVINGS and credit unions
Caisse populaire de St-Alexis de Grande-Baie (Dubuc) (La) (Ext. terr.).....	5095
Caisse populaire des enseignants de Lapointe (La) (Formation).....	5095

Lafarge Canada Ltd.....	5116
Micro Graphics Limited.....	5116
Pan American Canada Oil Company, Ltd.....	5116
Union Carbide Exploration Corporation (Correction).....	5115

COMPAGNIES

Avis relatifs à la loi des Autorisées à faire des affaires	COMPANIES Notices relative to the Act of Licensed to do Business
Citrus Groves Investment Corp.....	5115
Golden Sands Vacations, Inc.....	5116

Chartes —

demandes d'abandon de	Charters — Application for Surrender of
Alker Corp.....	5092
Andrian Investments Inc.....	5093
Bekmer Corp.....	5094
Christopher's Inc.....	5094

Chartes — demandes d'abandon de	Charters — Application for Surrender of		Charters — Application for Surrender of	
(suite)	(continued)			
Développements Montmorency ltée (Les).....		5091	Cesec limitée.....	5057
Domaine Kamp-Bo ltée.....		5092	Charny Golf Club (1969) Inc.....	5057
Federal Equipment (Eastern) Limited		5094	Club Varese inc.....	5057
Fédération des Oeuvres de Loisirs du diocèse de Ste-Anne-de-la-Pocatière (La).....		5091	Club de Golf Charny (1969) inc.....	5057
Ferronnerie Demers limitée (La).....		5092	Club de golf Du Moulin inc.....	5058
Imprimerie Charles Larivière inc.....		5093	Club des raquetteurs Le Caribou inc...	5058
Lakeshore Construction (1965) Inc.....		5091	Club Optimiste Chicoutimi inc. (Le)...	5058
Lamps & Service Ltd.....		5091	Collège d'enseignement général et professionnel François-Xavier Garneau	5115
Lands & Buildings Ltd.....		5091	Comité des loisirs de St-Malo.....	5059
Lawrence Transport & Cartage Corp...		5094	Comité provincial du Festival de la Pomme inc. (Le).....	5059
M.L.M. Holdings Ltd.....		5094	Conciergerie du Saguenay ltée.....	5059
Mackle Commercial Centre Inc.....		5092	Conseil Économique Rural de la Région 3.....	5060
Mailman Foundation (Québec) Inc...		5095	Construction Alvi inc.....	5060
Manchester Investment Corp.....		5095	Construction Carmine ltée.....	5060
St. Rémi Industrial Corp.....		5092	D. C. Electric Inc.....	5061
Savoie (S.) limitée.....		5093	D.R.F. Holdings Ltd.....	5075
Someco Colbert Inc.....		5093	Daigle (Jacques) Construction ltée.....	5061
Stephens Estate Securities Ltd.....		5093	Daigneault (Paul) Construction inc.....	5061
Verdun System Co. Inc.....		5094	Dak Air Charter Services Ltd.....	5061
			Dee Gee inc.....	5062
			Desrochers (R.) Industries Ltd.....	5062
			Désilets (D. A.) inc.....	5062
			Distributeurs Duvernay inc.....	5063
			Distribution Acme limitée.....	5063
			Du Moulin Golf & Country Club Inc...	5058
			Dux Machinery Corporation.....	5063
			E. R. G. Import — Export Inc.....	5064
			Éditions Gito inc. (Les).....	5064
			Entreprises Belatson inc. (Les).....	5064
			Entreprises Polyser inc.....	5065
			Entreprises Rosaco ltée (Les).....	5065
			Équipements Laurin inc.....	5065
			Fairview Gourmet Shoppe Inc.....	5066
			Fondation Carol Brillant inc.....	5066
			G. B. Vacuum Inc.....	5067
			Gastinon ltée.....	5066
			Garage Robert Mercier ltée.....	5067
			Gito Publishing Inc.....	5064
			Gobeil Transport inc.....	5067
			Habitations Vimont inc. (Les).....	5068
			Hermes Investments Inc.....	5075
			Houle (Ronaldo) inc.....	5068
			Immeubles Lachance inc. (Les).....	5068
			Imprimerie Berthier limitée.....	5069
			Institut de Gestion Scientifique de Sherbrooke inc. (L').....	5069
			Intercan Holdings Ltd.....	5069
			International Appraisal Society Inc...	5079
			Kamilukuak Holdings Inc.....	5070
			Laval Fence (1969) Inc.....	5070
			Mackay Morin Maynard Factum Inc...	5070
			Manny's Delicatessen Ltd.....	5071
			Manufacture d'Habits Lachine inc.....	5071
			Marché Mini-Prix inc.....	5071
			Marina Myles Limited.....	5072
			Mibelle Investments Inc.....	5072
			Montreal Free School Incorporated (The).....	5072
			Optique Hani ltée.....	5073
			Ormstown Transport inc.....	5073
			P.N.L. Construction inc.....	5073
			Paragig-Air inc.....	5074
			Parkway Security Systems Inc.....	5074
			Place de Tonnancourt inc.....	5074
			Placements D.R.F. ltée.....	5075
			Placements Hermes inc. (Les).....	5075
			Pontiac Auto Parts Inc.....	5075
			Pourvoyeurs Natashquan inc. (Les)...	5076
			Prebel inc.....	5076
			Québec Christmas Tree Growers' Association Inc.....	5051
			Québec Starcraft Distributors Inc.....	5076
			Ravenway Investments Inc.....	5077

Dissoute**Dissolved**

Pacific Motors Specialty Ltd..... 5096

Divers**Miscellaneous**

Association des clubs de croquet de la province inc. (L') (Règl.-By-laws).... 5085
 Eteo Photo Color Limited (Dir.)..... 5085
 Granite Holdings of Canada Ltd. (Agent)..... 5085
 Gratton (D.) Régleurs et Relieurs inc. (Nom ch.)..... 5086
 Gratton (D.) Ruling & Bookbinding Inc. (Name ch.)..... 5086
 Mackay Development Inc. (Dir.)..... 5085
 Necchi Canada Inc. (Nom-Name ch.) 5086
 Reflet de Bedford inc. (Le) (Règl.-By-laws)..... 5085
 Zazap Inc. (Dir.)..... 5085

Lettres patentes**Letters Patent**

Acme Distributors Limited..... 5063
 Agence Immobilière du Lac Connelly inc..... 5050
 Anjou Storage Systems Ltd..... 5050
 Association des Fanfares Amateurs de province de Québec (L')..... 5051
 Association des Producteurs d'arbres de Noël du Québec inc. (L')..... 5051
 Au Bar du Music Hall inc..... 5051
 Au Bistro des Amis du Sport inc..... 5052
 Au Bois Brûlé inc..... 5052
 Auvents St-Laurent inc. (Les)..... 5052
 Beaulieu (Armand) inc..... 5053
 Beaulieu (Jean-Jacques) inc..... 5053
 Bégin (Charles) Plastique inc..... 5053
 Bek Interiors Inc..... 5054
 Belatson Enterprises Inc..... 5064
 Bougie (P. E.) inc..... 5054
 Boulangerie régionale des Îles inc. (La) 5054
 Brunette (P.) (1969) inc..... 5055
 Café Roma (Noranda) inc..... 5055
 Cardinal Construction inc..... 5055
 Carmine Construction Ltd..... 5060
 Casini (R.) inc..... 5056
 Cennat Ltd..... 5056
 Centre du Pneu L'Assomption inc..... 5056

Lettres patentes (suite)	Letters Patent (continued)
Replicart inc.....	5077
Rex Tavern Incorporated.....	5080
Riverin (S.O.) (1969) ltée.....	5077
St-Philippe American House Inc.....	5078
Salon du Tapis de Québec inc. (Le)....	5078
Shutterbug Center Inc.....	5078
Slon Limited 5079.....	5079
Société Internationale d'Estimation inc.	5079
Société Sydenham inc.....	5079
Soplad inc.....	5080
Sports Charla inc. (Les).....	5080
Taverne Rex incorporée.....	5080
Tétreau Caron (Yolande) inc.....	5081
IS3 Corporation (The).....	5081
Toby Construction inc.....	5081
Torimpex inc.....	5082
Touchette & Roy ltée.....	5082
Vimont Housing Inc.....	5068

Lettres patentes supplémentaires	Supplementary Letters Patent
Armenian General Benevolent Union of Montreal Inc.....	5083
B.B. Electric (Montreal) Inc.....	5083
Groupe Sécurité inc. (Le).....	5083
Place LaSalle inc.....	5083
Process & Steam Specialties Inc.....	5084
St. Lawrence-Bibeau Ltd.....	5084
St-Laurent-Bibeau ltée.....	5084
Security Group Inc. (The).....	5083
Spain Ltd.....	5084
Spain ltée.....	5084
Union Générale Arménienne de Bien- faisance de Montréal inc.....	5083

Sièges sociaux	Head Offices
Advance Transformer Co., Ltd.....	5086
Blais (René P.) Automobile inc.....	5086
Bonin Autobus limitée.....	5090
C. & C. Desigus Ltd.....	5086
Corsair Investments Ltd.....	5087
Darbourg Inc.....	5089
Disques Apollo inc. (Les).....	5087
Gale Realities & Development Corp...	5087
Gole Investment Corp.....	5087
Immeubles des Seigneurs inc.....	5087
Larivière (Julien) inc.....	5088
Magasin A. L. Simard inc.....	5088
Metal & Ore Company Ltd.....	5088
Metcalf Construction Co. Ltd.....	5088
Milano Enterprises Ltd.....	5088
Montmorency Diesel inc.....	5089
St-Cyr (Georges) inc.....	5089
Salon du Tapis de Québec inc. (Les)...	5090
Service National de l'Auto inc.....	5089
Service Suprême (29) inc.....	5090
Sigouin (Aimé) (1969) inc.....	5090
Tracadie Investment Ltd.....	5089
Versa Products Company Ltd.....	5090

LIQUIDATION avis de	WINDING up Notices
Cie de téléphone de Halifax Sud-Ouest (la).....	5096
Compagnie téléphonique de St-Sylvere (La).....	5096

MINISTÈRES	DEPARTMENTS
Éducation	Education
Municipalité scolaire de:	School Municipality of:
Collège d'enseignement général et pro- fessionnel François-Xavier Garneau (L.P.).....	5115
La Chaudière (Acc.-Grant).....	5115
Institutions financières, compagnies et coopératives	Financial Institutions, Companies and Cooperatives
<i>Assurance:</i>	<i>Insurance:</i>
American Bankers Life Assurance Com- pany of Florida (Permis-Licence)....	5102
Industrie et Commerce	Industry and Commerce
Avis de pêche aux coquillages.....	5099
Shell-fishing notices.....	5099

Travail	Labour
Industrie ou métiers de:	Industry or Trades of:
Camionnage, Québec (Convention collec- tive).....	5125
Cartage, Québec (Collective Agreement). Non-structural metalwork, Montreal (Amend.).....	5125 5118
Serrurerie et menuiserie métallique, Montréal (Mod.).....	5118

NOMINATIONS	APPOINTMENTS
Divers.....	5103
Miscellaneous.....	5103

PROCLAMATION	PROCLAMATION
Annexion d'une partie du territoire de la municipalité de la paroisse de Saint- Luc à la municipalité de la paroisse de Saint-René-de-Matane, comté de Ma- tane.....	5102
Annexation of a part of the territory of the municipality of the parish of Saint-Luc to the municipality of the parish of Saint-René-de-Matane, county of Matane.....	5102

RÉGIE des marchés agricoles du Québec	QUÉBEC Agricultural Marketing Board
Industrial Milk Producers of Québec (Joint Plan).....	5117
Producteurs de lait industriel du Qué- bec (Plan conjoint).....	5117
Producteurs de lait nature du marché de Rawdon (Projet).....	5117
Raw Milk Producers of the Rawdon Market (Draught).....	5117

SOUSSIONS	TENDERS
Aylmer, ville-town.....	5104
Cap-de-la-Madeleine, c.s.-s.c.....	5106
Donnacona, ville-town.....	5107
La Providence, ville-town (Correction)...	5104
Lauzon, c.s.-s.c.....	5109
Rimouski, cité-city.....	5110
Salaberry-de-Valleyfield, cité-city.....	5111
Terrebonne, ville-town.....	5113

SYNDICATS	SYNDICATES	Central Mortgage and Housing Corporation (The) <i>vs</i> Lalonde.....	5143
Professionnels	Professional	Juszczak <i>vs</i> Jagodzinski.....	5143
Syndicat de Ste-Germain Boulé de l'Union Catholique des Cultivateurs (Const.-Inc.).....	5096	Kingsway Investment Corp. <i>vs</i> Vecera..	5141
Syndicat de Vilbois de l'Union Catholique des Cultivateurs (Const.-Inc.).....	5097	Lebeau <i>et al vs</i> Bernier.....	5146
		Mikelakis <i>vs</i> Ian de Salaberry Bosse..	5141
		Simon <i>et al vs</i> Dana Investment Corp..	5144
		Société centrale d'Hypothèques et de logement (La) <i>vs</i> Lalonde.....	5143
VENTES	SALES		
Effets non-réclamés	Unclaimed Baggage	Roberval	Roberval
Messageries du Canadien Pacifique....	5097	Caisse d'épargne et d'entraide économique de Dolbeau-Mistassini (La) <i>vs</i> Thibeault <i>et al</i>	5147
Canadian Pacific Express Company....	5097		
SHÉRIFS	SHERIFFS	Saint-Maurice	Saint-Maurice
Abitibi	Abitibi	Société coopérative agricole de beurrerie de St-Rémi du Lac aux Sables (La) <i>vs</i> Légaré.....	5147
Office du crédit agricole du Québec (L') <i>vs</i> Lagrange.....	5140		
Office du crédit agricole du Québec (L') <i>vs</i> Quirion.....	5140	Terrebonne	Terrebonne
Québec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Lagrange.....	5140	Vaillancourt (Dame Angéline).....	5148
Québec Farm Credit Bureau (The) <i>vs</i> Quirion.....	5140		
Montréal	Montreal	Trois-Rivières	Three Rivers
Babeu <i>vs</i> Zebel.....	5140	Farm Credit Board <i>vs</i> Lahaie.....	5148
Banque pour le commerce Suisse-Israélien (Swiss Israel Trade Bank) <i>vs</i> Mesrie.....	5142	Société du Crédit Agricole (La) <i>vs</i> Lahaie.....	5148
Canada Trust Company (The) <i>vs</i> Modern Poultry and Egg Co. <i>et al</i>	5141	Taxes	Taxes
		Ste-Foy, cité-city.....	5101